

RESTONS
PHARES
—
hors série



ILLUSTRATION

Jérémie Battaglia
Colères d'affiches
David Champagne
Jasmin Cormier
Clément de Gaulejac
Mario Jean
Katya Konioukhova
Martin Lachapelle
Nicolas Lachapelle
Eve Lafontaine
lamortliberale.com
Ariel St-Louis Lamoureux
Christian Pomerleau
La Montagne Rouge
Le Petit Russe
Marie-Eve Tourigny
Andréane Vallières

RÉVISION

Raymond Bock
Annie-Claude Boulianne
Emmanuelle Caccamo
Laurence Caron
Patrick Finlay
Julien Fortin
Marie-Hélène Lagueux-Tremblay
Jean-François Marquis
Marie-Claude Masse
Annabelle Moreau
Charles-Olivier Simard
Yan St-Onge

RÉDACTION

Samuel Archibald
Dominic Auger
Normand Baillargeon
Zéa Beaulieu-April
Raymond Bock
Emile Bordeleau-Pitre
Emmanuelle Caccamo
Sandrine Champigny
Grégory Chatonsky
Anne Élane Cliche
Guillaume Corbeil
Gina Cortopassi
Marc-André Cyr
Anne-Marie David
Nicolas Langelier
René Lemieux
Stéphane Lépine
Une militante maille-à-partiste
Ianik Marcil
Jean-François Marquis
Eric Martin
Rachel Nadon
Marie Parent
François D. Prud'homme
Pascal Robitaille
Mathieu Rolland
Maryline Veilleux
Gabriel Vignola
& une contributrice
qui désire garder l'anonymat

Il faut brûler Hyperpolis Quand la démocratie fait défaut

Simon Levesque

L'auteur est doctorant en sémiologie à l'Université du Québec à Montréal et rédacteur en chef de l'Artichaut.

Il y a dans les places, les souterrains, dans les rues des villes, dans les machines à chiffres beaucoup de violence et de beauté, beaucoup de passions. Il y a des lois incompréhensibles qui naissent de l'intérieur du béton et du verre, des lois, des mouvements que les maîtres du monde n'avaient pas prévus. La puissance de la liberté est invincible et terrible.
— J.M.G. Le Clézio, *Les Géants*, 1973

La télévision ne l'avait pas annoncé. On n'anticipe pas les crises sociales aux heures de grande écoute. En principe, la société des loisirs dont on a tant vanté les mérites à mes parents, dont on m'a vendu l'image idyllique de toutes les manières possibles depuis mon tout premier jour – jusqu'à rendre trop évidente l'idée selon laquelle le médium est le message –, en principe, dis-je bien, cette société du pur bonheur (dont l'indice se quantifie désormais en dollars) serait advenue. L'homme et la femme illimités, à qui nulle résistance ne s'oppose, nul objet, et pour qui l'expérience du monde a été remplacée par la consommation de l'image de l'expérience – une manière plus confortable et sécuritaire d'appréhender le quotidien –, les voici au monde; rois et reines en leurs basses-cours, arborant de trop grandes couronnes tombantes leur masquant la vue, mais si brillantes, ô si brillantes! tout leur est dû. Le client a toujours raison. Mais qui donc sont ces malfrats masqués, ces hideux trouble-fêtes qui tentent d'enrayer la course balisée de l'acheteur à crédit à travers l'hypermarché contemporain?

Nous avons été des milliers à marcher dans les rues, jour après jour, soir après soir, à en avoir mal aux pieds, mal aux dents, les mâchoires serrées dur, fâchés noir. Nous avons été des milliers à débattre en assemblées générales et de cuisines, pendant des semaines, des mois, écoeurés par l'attitude du

(des) gouvernement(s), le vomi au bord des lèvres, fendues par les matraques, les yeux rougis et larmoyants à cause des gaz irritants, bien sûr, mais aussi, d'autres fois, en désespoir de cause, tout simplement par tristesse, par désenchantement. Nous n'aurons pas lancé la première pierre, nous n'aurons pas méprisé l'intelligence humaine, nous n'aurons pas agressé une génération entière, nous n'aurons pas subi en vain l'ignominie néolibérale : nous avons lutté, nous luttons, nous ne cesserons jamais de lutter. Par devoir de conscience, nous *restons phares*.

CLASSE MOYENNE, CLASSE D'ENNUI

La classe moyenne – les classes moyennes, qui n'en forment qu'une dans leur désir d'unification intrinsèque – se définit économiquement par rapport au salaire moyen ou médian; socialement en fonction des professions ou métiers exercés, des capitaux à portée; et par rapport à l'identité, c'est-à-dire qu'appartient à la classe moyenne qui s'y reconnaît, y reconnaît des valeurs et intérêts partagés. Dans *Les classes moyennes à la dérive*, le sociologue français Louis Chauvel explique l'origine du concept comme ayant été, naguère, la figure centrale et positive de la modernité sociétale :

Elles portaient une vision délibérément optimiste et ô combien sécuritaire du changement social. Elles innovaient tout à la fois la promesse d'une ascension sociale aux enfants méritants des classes populaires et un filet de sécurité décent aux enfants déçus de la classe bourgeoise (faute de conserver le prestige, ceux-ci auraient au moins la certitude d'un honnête confort). Les grandes innovations sociales, consuméristes, culturelles, bénéficiaient avant tout aux classes moyennes, mais ces conquêtes revêtaient un caractère d'universalité dans la mesure où elles avaient vocation à se généraliser en se diffusant dans l'ensemble de la population. Propriété du logement, départs en vacances, retraites, salaire mensualisé, acquisition d'une automobile, contraception, égalité des genres, accès à l'université, etc.

Ainsi, la classe moyenne devait-elle porter les revendications de toutes les classes : après avoir partagé les privilèges acquis avec la classe ouvrière, le temps viendrait d'en exiger de nouveaux. Le progrès était en marche. Elles étaient belles les Trente Glorieuses.

Dorénavant désœuvrées, les classes moyennes traversent à présent une crise identitaire profonde. Incapables de répondre clairement aux angoisses et aux difficultés réelles des ouvriers et des employés (l'ont-elles jamais été?) et pas plus en mesure de renouveler le projet social, « les candidats de la classe moyenne pourraient bien chuter au profit de ceux qui choisiraient des approches plus typiquement populistes », écrit Chauvel. Radio X est arrivée à Montréal. La CAQ a récolté près d'un tiers des voix aux dernières élections.

DÉMOCRATIE CONTEMPORAINE ET POLITIQUE DE L'ACHAT

Dans *La haine de la démocratie*, ouvrage paru en 2005, le philosophe Jacques Rancière explique qu'il y a une double contrainte (*double bind*) inhérente à l'application effective de la démocratie en tant que forme d'organisation politique. La démocratie implique deux choses : d'une part, un gouvernement démocratique qui exerce selon le principe de la gouvernance et, d'autre part, une vie démocratique, c'est-à-dire la libre ingérence des citoyens dans les affaires de l'État dans une optique d'autodétermination du corps social. Le rôle du gouvernement démocratique serait donc, paradoxalement, d'une part, de stimuler la vie démocratique qui le sous-tend, soit l'exercice de la citoyenneté, le devoir d'ingérence de chacun dans les affaires publiques; et, d'autre part, de maîtriser le désordre démocratique. Un bon gouvernement démocratique doit pouvoir maîtriser ce « mal » qu'est la vie démocratique. « Mal » parce qu'il menace sa stabilité. Le *double bind* se résume donc comme suit : « ou bien la vie démocratique signifierait une large participation populaire à la discussion des affaires publiques, et ce serait une mauvaise chose. Ou bien elle signifierait une forme de vie sociale tournant les énergies vers les satisfactions individuelles, et ce serait aussi une mauvaise chose. » Ainsi, explique Rancière, la bonne démocratie doit-elle parvenir à conjuguer « la forme de gouvernement et de vie sociale apte à maîtriser le double excès d'activité collective ou de retrait individuel inhérent à la vie démocratique ». D'où l'importance, dans une optique d'autoconservation, de la conciliation, mais peut-être encore davantage de la répression. Ainsi s'éclaire la pensée du romancier britannique J. G. Ballard, qui écrivait en 2006 : « la violence est la poésie des gouvernements. »

Pour résorber ce *double bind* inhérent à la démocratie, le capitalisme, dans sa forme contemporaine, a engendré ce que Rancière appelle la « société illimitée », qui tient dans

l'adéquation de la figure de l'homme démocratique à celle du consommateur d'hypermarché. La société illimitée est le résultat du double processus de métamorphose – privatisation et autodestruction de l'espace public en retour – qui s'est amorcé dans la démocratie moderne lorsqu'elle a intégré « la forme d'homogénéité sociale naguère attribuée au totalitarisme » – une homogénéisation rendue possible par l'ouverture effrénée des marchés – et « le mouvement d'accroissement de soi propre à la logique du Capital » – renforcé par le culte narcissique de l'individu démocratique.

« À mesure que le narcissisme croît, écrit de son côté Gilles Lipovetsky, la légitimité démocratique l'emporte, fût-ce sous le mode *cool*. Les régimes démocratiques, avec leur pluralisme de partis, leurs élections, leur droit à l'information sont en parenté de plus en plus étroite avec la société personnalisée du libre service, du test et de la liberté combinatoire. » Évidemment, une telle vision est un leurre patent. La démocratie postmoderne n'en est plus réduite qu'au « règne du consommateur narcissique variant ses choix électoraux comme ses plaisirs intimes. » Cette pathologie du social, axée sur la jouissance, signe la ruine de la politique, « désormais asservie à une forme de société gouvernée par la seule loi de l'individualité consommatrice ». D'où Rancière opère une adéquation quasi-parfaite entre le consommateur avide et l'homme démocratique contemporain.

Le thème de la société illimitée marque, toujours d'après Rancière, le point d'achèvement du *double bind* démocratique : la société illimitée permet en effet une large participation sans danger d'insurrection pour cause de désintérêt général étant donné que la participation à la sphère politique s'effectue sur le mode narcissique de la consommation et de l'affirmation de soi. Indifférence des marchandises, tant qu'il y a des marchandises; indifférence face au projet politique, tant que le confort est assuré. L'apathie est généralisée. Le paradoxe intrinsèque à la démocratie s'estompe ainsi au profit d'une « tension des contraires », conclut Rancière. La société moderne de l'illimitation tient à sa configuration anthropologique homogène; homogène parce qu'indifférente de manière généralisée. C'est l'égalitarisme par le consumérisme : tous ont un accès égal (en principe) au libre marché : « C'est une nouvelle démocratie, où on vote dans les rayons, pas aux urnes. Le consumérisme est le meilleur instrument de contrôle de la population qui ait jamais été inventé. De nouveaux fantasmes, de nouveaux rêves et antipathies, de nouvelles âmes à soigner. Je ne sais pas pourquoi on appelle ça courir les magasins. En réalité, il s'agit de la politique la plus pure », écrit Ballard dans *Que notre règne arrive*. De manière fort évocatrice, il écrit encore : « Acheter une machine à laver est un acte politique – la seule vraie politique à l'heure actuelle. » Ça ou acheter des crédits universitaires…

ET ON TUERA TOUS LES AFFREUX

En 1964, le philosophe et sociologue d'origine allemande Herbert Marcuse écrivait, dans *L'Homme unidimensionnel* :

Le confort, l'efficacité, la raison, le manque de liberté dans un cadre démocratique, voilà ce qui caractérise la civilisation industrielle avancée et témoigne pour le progrès technique. Quoi de plus rationnel que de supprimer l'individualité en mécanisant les travaux socialement nécessaires mais pénibles; que de concentrer les petites entreprises dans des unités plus efficaces et productives; que de donner des règles à la libre concurrence parmi des sujets inégalement pourvus; que de restreindre les prérogatives et les souverainetés nationales qui freinent l'organisation internationale des ressources? […] Les droits et les libertés qui étaient des facteurs essentiels, aux premiers stades de la société industrielle, perdent leur vitalité à un stade plus avancé, ils se vident de leur contenu traditionnel.

En 2013, avec la philosophe américaine Wendy Brown, nous pouvons nous demander si les humains souhaitent effectivement être libres :

Présupposer que la démocratie est un bien, c'est présupposer que les êtres humains veulent vivre sous leurs propres lois et que le danger, c'est un pouvoir politique non responsable et concentré en peu de mains. Mais aujourd'hui, quelle preuve historique, quel précepte philosophique nous permettent-ils d'affirmer que les êtres humains veulent, comme l'a dit Dostoïevski, « la liberté plutôt que le pain »?

Les diverses réactions des classes dirigeantes et des classes qui se laissent diriger face aux événements du printemps dernier – qui continuent de fissurer le liant social – nous fournissent autant d'éléments de réponse qui nous poussent à croire qu'« entre les séductions du marché, les normes du pouvoir disciplinaire et l'insécurité liée à une géographie humaine de plus en plus floue et désordonnée, la majorité des Occidentaux en sont venus à préférer moraliser, consommer, faire l'amour et se battre, en attendant qu'on leur dise ce qu'il faut être, penser et faire pour diriger leur propre vie. » C'est cette même question que Marcuse abordait au milieu du siècle dernier dans *L'Homme unidimensionnel* : l'homme social peut-il, veut-il, a-t-il besoin d'être libre? Brown se demande encore : « Si les êtres humains refusent la responsabilité de la liberté, s'ils n'ont ni l'éducation ni les encouragements nécessaires au projet de liberté politique, que peuvent signifier [à présent] les systèmes politiques qui tiennent pour acquis ce désir et cette orientation? Quelle extrême vulnérabilité à la manipulation par les puissants, à la domination des forces sociales et économiques une telle condition n'entraîne-t-elle pas? »

Le risque, aujourd'hui, consiste précisément en ce que l'effacement du sens dans nos sociétés modernes, du fait de l'absence de projet, produise ni plus ni moins que de l'ennui, un profond sentiment de vacuité, et que cet écart entre les aspirations individuelles et la réalité quotidienne réveille une psychopathie collective latente qui saurait rapidement (mais sans doute non durablement) combler l'écart anxiogène : réprimer violemment, voire tuer tous ces illuminés qui cherchent à doter la société d'un projet paraît une option viable à court terme, garante d'une catharsis propre à engourdir le peuple pour encore quelques décennies. Le sommeil du juste se synchronise sur les bulletins télévisés.

Rien ne paraît pouvoir contraindre les être humains à la tâche de se gouverner eux-mêmes; rien, peut-être, n'est moins naturel que contester les pouvoirs dominants. N'est-ce pas, en fin de compte, la morale exsangue que nous délivre « la poésie des gouvernements »?… Et pourtant, nous sommes là, à nous battre. Nous n'espérons pas; nous avons foi, car nous savons avoir raison. Même si cela implique parfois d'être tentés de tout brûler.

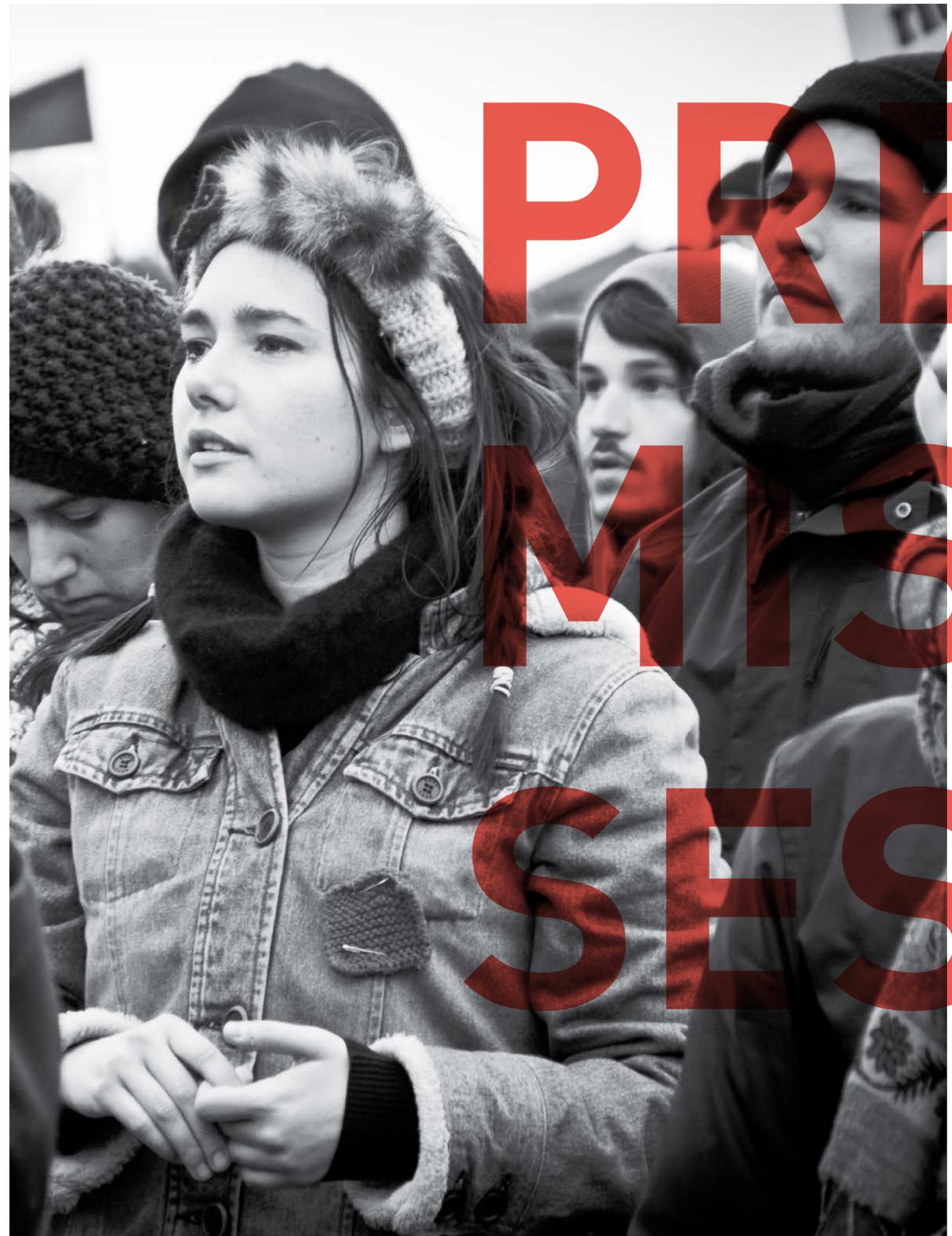
En tant que rédacteur en chef de cette revue dont vous entamez la lecture, vous aurez remarqué que j'ai préféré utiliser l'espace restreint qui est le mien afin d'apporter un peu plus d'eau au moulin de notre grande réflexion plutôt que de vous présenter son contenu ou tenter d'en justifier le thème. Je pense que les textes qui ont été inclus dans cet ouvrage parlent d'eux-mêmes et n'ont besoin d'aucune justification. Je ne peux toutefois me passer de remercier chaleureusement tous les contributeurs et contributrices qui ont cru au projet et ont jugé juste d'y consacrer du temps, de l'énergie, une parcelle de ce qui les anime. Quant au thème, « Restons phares », le jeu de mots ne mystifiera personne. Il est limpide et, en tant qu'exorde, nécessaire. Je n'ajouterai qu'une chose – et sans doute me pardonnera-t-on cette référence biblique que j'assume pleinement. Permettez-moi de remettre en question l'expression désormais consacrée « Printemps érab ». Vous appelez ça un printemps, moi j'appelle ça l'Apocalypse. Apocalypse 1, 19 : « Écris donc les choses que tu as vues, et celles qui sont, et celles qui doivent arriver après elles ». C'est ce que nous faisons ici.

RÉFÉRENCES
J.G. BALLARD, <i>Que notre règne arrive</i> , Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2008 [2006].
W. BROWN, « Nous sommes tous démocrates à présent », in <i>La démocratie, dans quel état?</i> , Montréal, Écosociété, 2005, p. 41-52 .
L. CHAUVÉL, <i>Les classes moyennes à la dérive</i> , Paris, Seuil & La République des Idées, 2006.
C. LAGANDRÉ, <i>L'actualité pure. Essai sur le temps paralysé</i> , Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Travaux pratiques », 2009.
J.M.G. LE CLÉZIO, <i>Les Géants</i> , Paris, Gallimard, coll. « Le Chemin », 1973.
G. LIPOVETSKY, <i>L'Ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain</i> , Paris, Gallimard, 1983.
H. MARCUSE, <i>L'Homme unidimensionnel</i> , Paris, Minuit, 1968 [1964].
J. RANCIÈRE, <i>La haine de la démocratie</i> , Paris, La Fabrique, 2005.

Radical

[radikal]
du latin *radix* (racine)

; Qui vise à
attaquer la
cause pro-
fonde de ce
que l'on veut
modifier.



À l'école du printemps 2012 Ou la lutte pour le droit de faire société

Eric Martin

L'auteur est professeur au Département de philosophie du Collège Édouard-Montpetit et chercheur à l'IRIS.

Nous sommes au cœur d'une crise de civilisation, une poignante crise de la culture où nous sommes en train de monnayer notre humanité commune au casino de la bourse. Nous voici, au Québec comme ailleurs dans le monde, « sur les pentes d'un combat devenu total' ». Plus inquiétant encore que l'injustice immédiate de la hausse des droits de scolarité est l'esprit profond qui anime ces mesures, de même que l'élite qui les impose par la force, et ce, au mépris de tout débat rationnel sur le devenir de la société. L'enjeu est de taille : préserver la possibilité de faire société, c'est-à-dire de continuer d'être réunis en vue d'une finalité qui dépasse la satisfaction égoïste ou l'intérêt calculateur. À l'opposé, la dynamique de la « dissociété » travaille à atomiser les individus, à détruire l'esprit des institutions et du commun, à saper le lien social et à le remplacer par la valeur marchande.

Aux politiciens-managers qui leur ont affirmé que l'école était une entreprise et le savoir une marchandise, les étudiantes et les étudiants du Québec ont répondu par une mobilisation d'une ampleur et d'une résilience sans précédent. Ce n'est, hélas, qu'une première charge, si inspirante soit-elle, et déjà, nous mesurons combien longue et dure sera la marche vers la victoire qui saura à jamais jeter à la rue l'usurpateur capitaliste qui tient les ficelles du politique, de l'université, des médias et qui corrompt l'esprit de nos institutions collectives. Nous avons

un monde à regagner. Alors, comme disait Sylvain Lelièvre, « nous ne parlerons plus de ce pays de nos poèmes / puisque nous serons devenus ce pays même ».

Contre la « violence et l'intimidation » des corporations, nous bâtirons un socialisme proprement québécois, respectueux de l'esprit de notre peuple. Nous instaurerons la gratuité scolaire, et nos professeur-e-s seront libérés des injonctions à la performance et des injonctions légales qui veulent les empêcher d'être des passeurs d'humanité. La jeunesse est dans la mire des élites braquées contre le commun, et si elle doit un jour ultimement gagner, cette jeunesse révoltée, il lui faudra d'ici là, comme le disait Thierry Hentsch, « prendre la mesure de ce qui mérite d'être redouté » dans le rôle qu'on veut lui faire jouer au sein du grand plan des maîtres de *l'overclass* pour relancer la croissance du capital sur les cendres du lien social.

LA FABRIQUE DE L'ÉTUDIANTE ENDETTÉE

Dès le début, la hausse a été présentée comme un simple débat comptable, ou encore comme un moyen de régler un prétendu « sous-financement » des universités du Québec qui les empêcherait d'être « concurrentielles » au plan international. En réalité, le discours alarmiste des recteurs et gouvernants visait surtout à justifier une modification importante du mode de financement des universités qui entrain en rupture avec l'idéal d'universalité et la culture de services publics liés au « modèle québécois » de social-démocratie. L'instauration du principe de l'utilisateur-payeur et l'individualisation des coûts et bénéfices

de l'éducation témoignent de l'invasion de l'enseignement supérieur par ce que le sociologue Guy Rocher a appelé une « mentalité commerciale » proprement néolibérale. Ces transformations sont elles-mêmes liées plus profondément à l'évolution, aux mutations récentes du capitalisme et à ce qu'on appelle « l'économie du savoir ».

Cette expression désigne le processus par lequel la valorisation et la croissance de la valeur capitaliste, suivant le dogme néolibéral, se doivent de reposer de plus en plus sur le contrôle de l'information et des connaissances. Il ne suffit plus, par exemple, de posséder des machines très productives : il faut encore disposer de « capital humain » (main-d'œuvre) dont le savoir-faire et les « compétences » (d'où la fameuse réforme pédagogique) sont sans cesse actualisées pour maximiser l'efficience de la production de valeur. Là où l'économie classique se concentrait principalement sur le « capital fixe » (les machines) et négligeait le « facteur résiduel » qu'est la formation de la main-d'œuvre, la *new economy* est toute entière tournée vers la formation de producteurs de connaissance brevetable ou de travailleurs hautement qualifiés capables d'œuvrer dans des secteurs à « haute valeur ajoutée » (plus-value), c'est-à-dire les secteurs très profitables, mais aussi très instables et volatiles, de l'économie spécialisée (jeux vidéos, pharmaceutique, télécommunications, etc.). Voilà qui suppose un double mouvement de réorientation des finalités de l'enseignement supérieur et d'appropriation privée de la connaissance.

Cette économie du savoir s'inscrit elle-même dans ce que nous pourrions appeler, avec Maurizio Lazzarato, auteur de *La Fabrique de l'homme endetté*, « l'économie de la dette » généralisée. Nous sommes aujourd'hui entrés dans cette nouvelle forme sociale dont la figure centrale est « l'homme endetté ». Le citoyen de ce début de XX^e siècle est, dès sa naissance, esclave du crédit. Dépossédé des services publics obtenus par les luttes ouvrières antérieures, dépossédé de tout contrôle ou pouvoir politique sur sa vie, dépossédé de son temps présent et futur par le travail nécessaire au remboursement de sa dette, le nouvel *homo debitor* s'est fait voler sa vie dès le départ, et sa survie est irrémédiablement liée, enchaînée au processus de reproduction de la croissance du capital. On se surprend moins, dans un tel cadre, d'en venir à saisir que la finalité véritable des gouvernements n'est pas de renflouer les coffres des universités, mais de réduire les subventions publiques à l'enseignement pour généraliser *délibérément* le statut de débiteur aux étudiant-e-s. Cela est encore plus évident lorsqu'on considère les montants ridicules dégagés par les hausses droits de scolarité, et la facilité avec laquelle on pourrait puiser cet argent ailleurs si telle était la volonté politique. Mais justement : la volonté est bien plutôt de réformer le rapport individu-institution pour y insérer la médiation du crédit et de la finance.

C'est ainsi qu'on initie dès le début de leurs études les étudiant-e-s à la nouvelle logique financière qui régit les universités comme elle régit déjà la sphère économique. Chaque étudiant est alors confronté à une « ouverture automatique de la relation de crédit » et devient « débiteur permanent, homme endetté à vie », comme l'explique Lazzarato. L'étudiant-e, en plus d'être contraint-e de payer des intérêts, est alors inséré-e dans une « relation de pouvoir » asymétrique entre créancier et débiteur. L'endettement devient alors un formidable instrument de contrôle social pour la nouvelle gouvernementalité néolibérale : l'étudiant-e qui doit rentabiliser son « investissement dans son capital humain » pour rembourser sa dette se dirigera tout naturellement vers les domaines d'études jugés rentables, parce que bien rémunérés par les marchés après diplomation. Il en va de même pour les familles canadiennes, endettées à 160 % de leur revenu, qui n'ont pas le choix de « travailler plus pour gagner plus » et ainsi participer à la croissance écocide. Même chose pour les peuples, étranglés par la dette publique, qui n'ont d'autre choix que de se plier aux diktats d'austérité néolibéraux qui permettent de délester l'État de sa mission sociale, d'arracher aux populations locales les acquis sociaux obtenus des luttes collectives, afin que l'appareil étatique se mette à l'entière disposition de la valorisation capitaliste. (Dans le cas qui nous occupe, il s'agit de transformer l'éducation en marché afin qu'elle serve a) d'instrument de valorisation; b) de lieu de formation de sujets entrepreneurs d'eux-mêmes domptés à « l'éthique » de marché; c) éventuellement tout simplement de marché où des entreprises privées pourront vendre des services éducatifs). Et c'est sans parler de ce que l'Occident a appelé le « tiers monde », terme qui désigne l'ensemble des pays considérés comme « sous-développés » aux yeux de la machine capitaliste mondiale. Un tiers monde qui a remboursé sa dette au moins 117 fois en intérêts, mais qui continue à être soumis au joug impérial du Nord...

En somme, la généralisation de l'endettement, l'un des traits centraux du néolibéralisme, n'est donc pas un sous-produit du capitalisme, mais, comme le rappelle Lazzarato, la condition même du maintien de la croissance. En effet, c'est l'endettement comme boulet, promu avec le soutien actif des États, qui vient d'abord contraindre l'action des étudiants, des travailleurs, des ménages et des sociétés pour la baliser et l'inscrire dans la trajectoire qui correspond aux impératifs de la reproduction élargie du capital. À première vue, l'action des individus apparaît libre de contraintes, ceux-ci semblent agir de manière autonome, comme des électrons libres. Mais à y regarder de plus près, toute leur activité est orientée par l'impératif de financiariser leur vie et d'adopter les comportements prescrits par « l'économie de la dette ».

C'est ce que disait Marx à propos du travailleur « libre » : il n'appartient pas à un capitaliste en particulier et semble pouvoir changer d'emploi à son gré. Mais en vérité, il ne

peut jamais sortir du jeu pour choisir, par exemple, de ne pas travailler : il appartient alors aux capitalistes comme classe, et plus encore au procès de reproduction du capital dont il ne peut s'extraire. De même, l'étudiant-e peut bien choisir une vie de bohème dont il assumera les conséquences; dès qu'il voudra « s'intégrer » socialement, il n'aura d'autre choix que de se marchandiser comme capital humain et de participer au processus de commercialisation de la connaissance qu'est « l'économie du savoir », c'est-à-dire à la privatisation de la connaissance aux fins de la poursuite de la croissance de la valeur.

DÉTOURNEMENT DES FINALITÉS INSTITUTIONNELLES

C'est la même nouvelle normativité marchande, le même esprit commercial qui s'infiltrant aux plus hauts niveaux dans les institutions d'enseignement pour corrompre leur esprit et vocation historique et s'assurer qu'elles soient durablement soumises aux contraintes économiques. Il est désormais implicitement interdit aux professeur-e-s et aux universités d'avoir un rapport non instrumental, non marchand, non compétitif avec le savoir. Le mécanisme même des embauches à l'université s'appuie sur des évaluations du ratio de publication, sur la « performance » dans les évaluations d'enseignement remplies par les « clients », sur la capacité à développer des projets de recherche qui sauront attirer des subventions externes. On entraîne du reste les futurs chercheurs à cette dynamique dès la maîtrise dans les concours de bourses.

La mise en boucle s'opère alors parfaitement entre étudiant-e, professeur-e, université et nouvelle normativité marchande. Que cette normativité soit imposée par des partenariats directs avec l'entreprise ou par des organismes dont la façade est « publique », mais dont l'esprit est mercantile, ne change pas grand-chose à la finalité transversale qui empoisonne les systèmes d'éducation. Cela nous oblige à considérer le rôle de l'État néolibéral-capitaliste dans ce « grand jeu » : c'est lui qui met au pas l'ensemble des institutions qu'il chapeaute et qui, à titre d'organe de la puissance collective objectivée, force les établissements et les personnes à se mettre au diapason de la mobilisation totale pour la croissance. La corruption de l'université, comme l'avaient bien vu Michel Freitag et Michel Henry longtemps avant nous, n'est alors que le symptôme d'une corruption de l'ensemble des institutions modernes et de l'ensemble de la société par l'esprit du capitalisme.

Corruption, bien sûr, au sens d'immoralité des agents achetés par des pots-de-vin et des poignées de mains distribuées dans les conseils d'administration et les cocktails où grenouillent les « décideurs » autoproclamés qui n'ont d'autre talent que de vendre le commun aux corporations. Mais aussi corruption au sens plus profond du terme, une forme de corruption qui

procède d'une importante dénaturation, ou à tout le moins d'un renoncement à l'idéal de la modernité : la capacité de produire collectivement, démocratiquement et réflexivement un projet politique au profit du plus grand nombre, projet qui informerait l'ensemble des pratiques dans les institutions et dans la société civile afin d'harmoniser l'exercice de la liberté individuelle à la sauvegarde du monde commun et de l'intérêt universel.

L'économie, les économistes et les gestionnaires sont désormais au pouvoir, et toute l'action sociale se trouve ainsi soumise à des normes dictées par ce qui aurait dû en rester au stade de moyen, mais qui est devenu une fin en soi, un dogme économiste qui refuse d'être soumis à quelque précepte politique, éthique, culturel, moral, humaniste, écologique, égalitaire, etc. Laissé à lui-même, le capital ne produit aucune indication sur ce qu'il est souhaitable de faire pour rendre la vie collective juste et significative; il ne peut que produire des procédés sans cesse plus efficaces, des machines plus effrayantes, une croissance toujours plus insatiable. À l'opposé, poser des normes qui baliseraient la production, opter par exemple pour la décroissance, reconnaître des critères de valorisation non plus seulement quantitatifs, mais qualitatifs nous engageraient *de facto* sur la voie d'une nécessaire sortie du capitalisme.

Mais la puissance de l'État soumet plutôt l'ensemble des institutions à l'impératif de servir de catalyseur à l'accélération. Ainsi, il importe de travailler sans relâche à l'élimination de cette pensée economico-culturelle inhibitrice qui mine le discernement individuel au profit de la seule valorisation productive qui est exigé de chacun. Il importe également de travailler à la valorisation d'un débat public sensé, dirigé par une pensée critique fondée, afin que les finalités qui organisent l'État de droit, les pratiques sociales et la production soient remises en cause à la lumière de ce qui les motive. Car susciter depuis le berceau l'ambition et une culture de la « recherche technoscientifique » suppose d'emblée d'empêcher aux enfants l'accessibilité à une éducation « classique » ou humaniste qui serait susceptible de leur donner des scrupules au moment d'investir leur fonction destinée de « capital humain ». C'est pourquoi la tendance actuelle, liberticide, est de pratiquer, comme le disait Jean-Claude Michéa, « l'enseignement de l'ignorance » et de mettre pour cela au pouvoir de nouveaux professeurs nantis d'un curriculum adapté aux nécessités néolibérales en la personne des « professeurs-chercheurs » et des « pédagogues » « constructivistes » qui ont remplacé les livres par des « compétences » mesurables.

On oublie commodément que les maîtres, au Moyen Âge, se sont constitués en corporation de métier et ont créé des universités sanctionnées par le pouvoir, précisément pour empêcher que l'enseignement ne soit laissé aux mains d'un marché concurrentiel au sein duquel, jadis, des maîtres plus ou moins qualifiés et davantage motivés par l'appât du gain que

la transmission de la connaissance universelle fournissaient des leçons parfois peu documentées. Il s'agissait également de garantir que l'enseignement et le savoir ne puissent faire l'objet d'une utilisation purement égoïste. Le discours sur la « juste part » qui appelle l'étudiant-e à devenir une « partie prenante » qui va « cofinancer » l'enseignement avec l'État capitaliste et les corporations montre à quel point nous avons perdu toute référence à ce projet datant pourtant du Moyen Âge. Le *non-projet* actuel apparaît à certains égards relever moins de l'obscurantisme que de la pure bêtise, qui guide aujourd'hui les politiques en matière d'éducation. En effet, nous voyons ressurgir un « marché » concurrentiel de l'enseignement, une promotion active de l'égoïsme et un rapport purement instrumental à la connaissance où la recherche commune de la vérité cède la place à la production de bricolages discursifs ou techniques susceptibles de produire des effets en vertu de « projets » que rien ne lie à la pérennité du monde commun ou à la recherche d'un être-au-monde plus juste. L'innovation consiste curieusement à renoncer à ce qui allait mener à la conception moderne de l'institution universitaire, la libre transmission de la connaissance universelle, au profit d'une régression vers un marché où prolifèrent des « fournisseurs » d'enseignement qui ne répondent plus à quelque idéal, mais sont mis en disponibilité pour toutes les puissances opportunistes et les systèmes (celui de l'argent, de la technoscience, etc.) qui désirent s'en saisir.

CE QUI EST PERDU

Ce qui précède nous montre la perte de l'idéal moderne d'autonomie compris comme la capacité des sujets à adhérer à des normes sociales dont ils reconnaissent l'autorité. Désormais, la liberté n'est qu'un moyen de ruser stratégiquement pour répondre au mieux à des normes sociales d'efficience dont la prééminence ne peut pas être débattue. Il n'y a plus que liberté stratégique et adaptabilité pour les citoyen-ne-s endetté-e-s. Il ne faudrait pas pour autant comprendre que l'émancipation passe par la seule revalorisation de la capacité des sujets d'adhérer réflexivement à des normes reconnues pour leur validité. Il serait facile, en effet, d'aboutir à une revendication qui valoriserait les besoins, désirs et inclinations des sujets, et qui verrait la société comme un simple outil extérieur de satisfaction de ces inclinations. Nous aurions alors remplacé la domination extérieure de l'irréfutable contrainte marchande par le clientélisme « émanicipé ».

Nous devons pousser l'analyse plus loin pour reconnaître que ce qui est arraché aux individus et à la société n'est pas seulement la capacité de produire réflexivement des normes reconnues comme justes, mais plus encore, *le droit même de faire société autour de normes reconnues comme justes parce que porteuses d'une certaine valeur historique humaine.*

Désormais, la seule norme reconnue comme valable est celle qui sert le temps futur de la valeur financière anticipée; le passé, lui, ne semble plus porteur d'aucune signification héritée qui puisse informer le jugement.

L'individu de la nouvelle économie n'a plus de *dette de sens* envers le monde humain qui l'a précédé, ni envers la nature; il n'a de dette qu'envers le système qui lui a prêté le capital qui lui permet de devenir le débiteur à vie qui participera au processus de production de la valeur, et auquel il a déjà sacrifié son temps futur : c'est un pacte avec le diable dont l'enjeu, si l'on en croit Goethe, est toujours l'âme, mais plus encore, le *temps volé*. Le temps futur en tant que puissance potentielle d'un sujet est déterminé à l'avance, comme un agenda qu'on achèterait déjà rempli, par la nécessité de travailler-pour-rembourser.

Ce qui se perd, c'est l'espace disponible à l'érection de nouveaux projets. Mais surtout, et pire encore, l'espace nécessaire à la reconduction des façons d'être héritées (mœurs, traditions, culture, etc.) qui fondent la mémétique telle que développée Richard Dawkins et qui sont garantes de la culture. C'est donc dire qu'il est devenu impossible de continuer de se rapporter à soi-même par la médiation d'idées ou d'institutions qui nous lient à une communauté humaine d'appartenance, de culture et d'idées antérieure à la nôtre. À la dépossession de la liberté politique s'ajoute l'arrachement de la culture. Et voilà bien où commence la barbarie : quand il devient impensable pour les individus d'orienter leur liberté en réfléchissant au sens de leur action à travers un prisme qui les lierait aux autres, au social, à une certaine conception de la liberté ou de la vie bonne, à certains rôles sociaux (professeur-e, citoyen-ne, agriculteur, artiste, etc.) qui seraient susceptibles de donner un contenu éthique à leur agir.

Le seul détour par lequel l'individu est convié à sortir de lui-même est celui qui le fait entrer dans le tordeur du travail et de la finance : dans le système du capital devenu totalitaire, il est proprement interdit de faire société au sens de *revendiquer* son inscription dans un sens et un imaginaire social-historique hérités. Le passé ne recèle plus rien de vrai qui serait à ressaisir au présent, au même titre que la « vérité » ne compte plus pour la technoscience axée d'abord sur la transformation du monde; les « raisons communes » du vivre-ensemble dont s'est historiquement dotée l'humanité pourront bien être oubliées, voire même réécrites de manière révisionniste. N'était-ce pas d'ailleurs le boulot de Winston Smith dans *1984* de George Orwell? La barbarie capitaliste se manifeste ainsi par la perte de valeur de la quête de sens : chercher à comprendre ce qui nous rend humains et les raisons pour lesquelles nous vivons ensemble aujourd'hui ne vaut plus rien *en soi*, à moins de le justifier à l'aune de l'unique critère actuel de la valeur : l'argent (*if it sells...*). Il y a ainsi de la place pour le tourisme de villages d'antan avec des ferblantiers « typiques » à fausse moustache,

mais hélas plus aucun intérêt pour les poèmes de Gatien Lapointe sur le Saint-Laurent.

Voilà pourquoi il y a désormais des cours à l’université que l’on intitule candidement, sans rire, et sans doute sans relever la référence à Adorno : « Industries culturelles ». On y enseigne à gérer la marchandise qu’est devenue la culture dans un monde totalement administré. On y présente le caractère « démocratique » de la marchandise de masse versus le caractère « élitiste » de la tradition intellectuelle; le discours néo-populiste consumériste s’arrime au meilleur du contrôle social en donnant un air indésirable à ce qui rattacherait encore le savoir à quelque humanisme passé et poussiéreux.

Cela tout en susurrant à l’oreille de l’étudiant que le client est roi, et qu’il n’a pas à se sentir coupable de vouloir d’abord des cours utilitaires, faciles, et dont la principale fonction est de le mener rapidement à un emploi. Et l’on ose appeler, à des fins de marketing, cette opération fumeuse « aller à l’université », alors qu’il n’y a plus rien d’universel dans tout cela sauf l’universalité de la marchandise ubiquie et souveraine. C’est le grand mensonge de l’université de masse, le plus prestigieux des abattoirs.

La boucle est ainsi refermée : le désir égoïste irréfléchi remplace l’autonomie, une caserne remplace l’institution, l’argent remplace son esprit, et une chaîne de montage, quand ce n’est pas quelque réseau informe, remplace la société. Quant à la culture *mainstream*, totalement abâtardie, elle cède le pas à la reproduction barbare de l’esprit du capitalisme. Ce qui est perdu, c’est le lien social lui-même; la possibilité d’utiliser la connaissance pour réfléchir aux liens qui, nous unissant aux autres, à la société, à la culture et à la nature, constituent la condition nécessaire de notre subjectivité singulière. Dans une telle société, la nôtre et celle à venir, la connaissance est mise au service d’un déracinement qui fait de chacun de la « matière humaine », comme le disait Simone Weil, statut interdisant tout enracinement dans un commun quelconque, car toute notion de communauté se trouve déniée de reconnaissance.

REGAGNER LE MONDE

L’esprit qui anime la hausse des droits de scolarité est bien plus pervers qu’un simple ajustement de tarif. Ce n’est pas tant la hausse qui doit nous préoccuper que *les raisons invoquées*

pour aller de l’avant. Du côté de l’élite (économique), le désir de faire entrer le Québec dans la dynamique de la *new economy* signifie que nous devons être prêts à sacrifier la spécificité de notre système d’éducation (éventuellement, par exemple, accepter de voir disparaître les cégeps), accepter que les étudiant·e·s, le cursus, les professeur·e·s, les institutions d’enseignement soient réformés pour maximiser les résultats en recherche technoscientifique commercialisable, au service de l’accumulation capitaliste. Nous avons vu en quoi cette transformation, par le biais de l’instrument disciplinaire de l’endettement, travaille à orienter le comportement de la jeunesse afin qu’elle ne puisse même plus désirer une éducation qui l’enracinerait dans un monde commun. Cette aliénation est tragique pour tous les peuples qui sont victimes de l’acculturation qu’opère le capitalisme postmoderne; elle est particulièrement poignante pour nous, au Québec, cette « république inachevée » où la langue et la culture sont tout sauf en position de force. On nous voit déjà parlant anglais, mandarin, et pourquoi pas bientôt, le langage binaire, si cela peut nous aider à être assez polyvalent pour suivre la course folle de l’économie globale emballée. En somme, à la perte de liberté politique s’ajoute la dépossession culturelle.

À ceux qui voudraient y voir une avancée positive vers un monde « sans frontières », il nous faut hélas rappeler deux choses. D’abord, l’apparente disparition de la contrainte extérieure (institutionnelle ou nationale) se voit remplacée par une nouvelle contrainte planétarisée et intériorisée par les sujets : celle d’un monde où le capital règne sans partage et où toute utopie de changement est disqualifiée par la brutalité du réel qui ne tolère plus la discussion. Les frontières traditionnelles s’effacent au profit d’un idéal dystopique qui s’impose, celui de la frontière unifiée, mais l’aliénation ne s’en trouve que renforcée. Car il n’y a de véritable liberté qu’au sein d’un ensemble donné, à l’intérieur d’un cadre prescrit, et cela veut dire qu’en dehors de l’appartenance à une communauté humaine, une communauté de culture, une communauté politique déterminée, il n’y a pas d’individu, encore moins d’individu libre qui puisse émerger.

C’est donc dire que nous ne sommes libres que parce que nous appartenons à un monde commun envers lequel un sentiment d’adhésion se ressent plus ou moins naturellement, et c’est précisément ce monde que veut nous empêcher de valoriser la nouvelle éducation de *l’économie du savoir*. Cela ne veut

prémises | Eric Martin

pas dire que ce lien doive devenir prétexte à l’exclusion ou au chauvinisme, bien évidemment. Mais cela nous invite à remettre en question notre conception intuitive de l’individu comme monade passant contrat pour s’unir par « libre association » avec les autres. Notre liberté tient bien plutôt au fait de notre capacité et de notre volonté de reconnaître un lien social *déjà là*. Nous sommes libres de le balayer du revers de la main, nous sommes même – et surtout – libres de changer la société s’il le faut; mais la première condition d’une telle entreprise demeurera toujours de reconnaître que cette société nous est antérieure, et qu’il doit y avoir en elle quelque chose de valable, sans quoi nous ne serions pas même en mesure de la critiquer. La critique est un acte foncièrement social. Tant que nous ne nous débarrasserons pas de la fiction de l’individu néolibéral, nous aurons bien du mal à redécouvrir la nature proprement sociale de l’humain.

Les étudiant·e·s qui ont engagé le vaste mouvement de contestation du printemps 2012 ne se sont pas battus uniquement contre la hausse des droits de scolarité et pour la gratuité scolaire. Ils ont aussi mené un combat pour avoir le droit à une éducation digne de ce nom au plan du contenu, pour avoir le droit d’exprimer leur créativité, mais aussi pour avoir le droit d’hériter et de perpétuer une culture à laquelle l’élite leur enjoint de ne plus accorder aucune valeur. Ainsi, par-delà l’aspect spectaculaire de la mobilisation et du « grand refus », il faut voir à l’œuvre beaucoup plus que du ressentiment : de l’amour, et comme un désir de se raccrocher à la possibilité de faire monde commun, comme le montrent bien ces vers de « v. gallant », publiés dans *Fermaille*, la revue de poésie des grévistes :

*Le Québec est étudiant se solidarise à nouveau
mais pas le gouvernement ça crève les yeux
L’étudiant est intelligent créatif pas le gouvernement
qui ment qui radote qui vocabulaire de rien
en deux vocables redondants juste part comme anti-émeute
c’est comme ça qu’on lutte contre l’intimidation dans les écoles
L’étudiant est éduicable pacifique
pas le gouvernement qui n’a pas assez de classe sociale pour
écouter réfléchir et comprendre
et ne veut se mettre à table qu’avec sa langue de bois et ses
Québécois le gouvernement hait le Québec
qui ne peut vouloir gazer et matraquer son propre avenir
Le Québec est étudiant et il enseigne la solidarité*

*l’anti-cynisme puis marche marche marche
et ça livre du visage délivre les masques en réseaux sociaux
Ça a de la classe ça écrit et ça fermaille
ça maille ça nous rapaille ça s’étend
ça s’entend ça s’entend-tu?*

Le gouvernement, dit le poème, « hait le Québec ». Au contraire, les étudiant·e·s font preuve de créativité, de solidarité, mais plus encore : « ça maille / ça nous rapaille / ça s’étend / ça s’entend ». Ils veulent faire société. Il n’y a rien d’égoïste dans cet appel qui cherche à savoir où sont les « grégaires dispersés » qui aiment encore le monde. Le son des casseroles a déjà répondu et fait entendre le commun qui patiente en coulisse. Ce commun ne pourra pas toujours ne pas arriver, pour faire écho à Miron : « Nous entrerons là où nous sommes déjà ». Il est déjà en marche, le commun. Le conflit nous a « divisés »… la belle affaire! Bien sûr! Et cette saine mise en lumière de la contradiction, comme le disait Foglia, entre culture et inculture, entre humanité et déshumanisation est la première condition pour que soit un jour rouverte, ici comme ailleurs, l’histoire de l’aventure humaine par-delà le règne du néolibéralisme et du capitalisme charognard. Alors, nous n’aurons sans doute pas définitivement regagné le monde, mais nous aurons au moins retrouvé la possibilité d’y vivre décemment, dignement, humainement. C’est en tout cas les prémises d’une telle recherche que nous enseignerons dans les écoles de l’après-printemps.

^[1] Gaston MIRON, « L’amour et le militant », 1970

Ce que nous avons oublié

Lettre aux collègues et aux étudiants de l'université

Anne Élane Cliche

Anne Élane Cliche est professeure au Département d'études littéraires de l'UQAM. Ce texte, écrit au mois de mars 2012, a d'abord paru sur la plateforme web *Profs au carré*, puis dans *L'Action nationale*, vol. CII n° 4, avril 2012.

Dans le contexte de la mobilisation formidable des étudiants du Québec contre la hausse décrétée des frais de scolarité, il semble que le débat sur le financement de l'université soit enfin amorcé, pour la première fois depuis des décennies de transformations radicales, inaperçues de l'extérieur. Cette mobilisation étudiante est certainement historique. J'aime croire que les étudiants ne reviendront pas indemnes dans leurs classes, que déjà ils ont changé; et je souhaite que ce changement issu de l'affirmation d'une révolte contre toutes les atteintes qui sont faites depuis des années au sens même du lien social et de l'éducation, se déploie et s'approfondisse bien au-delà de cette grève générale.

J'ai donc, le 19 mars dernier, accepté l'invitation du MAPS (Mouvance associative pour le partage des savoirs) à donner une conférence dans le cadre de « l'université populaire », au bar *L'Absynthe* de la rue Saint-Denis. Je reprends ici mon propos et le développe de manière à lui donner une portée et une clarté plus grandes¹.

Je salue pour commencer le livre d'Éric Martin et de Maxime Ouellet², et celui de Normand Baillargeon³, publiés tous deux en 2011 dans l'expectative de la grève étudiante annoncée,

qui nous aident, d'une part, à déconstruire les mythes du soi-disant sous financement de l'université, et, d'autre part, à reconnaître le rôle joué, dans ce théâtre de la dérive, par les acteurs de premier plan que sont les professeurs, et par effet de conséquence, les étudiants. La réflexion ne fait que commencer. Il faudra, je suppose, du « temps pour comprendre »; comprendre ce que nous sommes en train de perdre et ce que nous avons oublié. L'humilité et la patience nous seront nécessaires.

UNE VIOLENCE SYMBOLIQUE

Les sociologues et anthropologues nous ont appris ce qu'est la violence symbolique. Ce qui la distingue des autres violences (policière, répressive, totalitaire, révolutionnaire ou terroriste), c'est qu'elle vise l'ordre symbolique, c'est-à-dire le fondement du lien social qui est le sens même du pacte, son articulation signifiante, et qu'elle ne se donne pas à reconnaître comme une violence, mais au contraire, se fait passer pour une nécessité si ce n'est une « responsabilité ». La perversion de la violence dite symbolique, c'est qu'elle arrive presque toujours à mettre à contribution ceux-là mêmes qu'elle vise. On connaît la définition qu'en a donnée, par exemple, Pierre Bourdieu qui désigne par « pouvoir de violence symbolique » tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes *en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force*.⁴ Il s'agit donc bien d'une force de contrainte *voilée* par un discours qui se donne pour légitime. Cette notion de violence symbolique désigne plusieurs

phénomènes différents qui toujours favorisent la domination d'un groupe sur un autre ou encore la stigmatisation de populations, stigmatisation qui, au cours de l'Histoire, a pu mener à la création de boucs émissaires.

La perversion de la violence dite symbolique, c'est qu'elle arrive presque toujours à mettre à contribution ceux-là mêmes qu'elle vise.

Je prendrai un exemple simple. L'invention du christianisme par appropriation et réinterprétation d'un texte appartenant à une tradition bien spécifique est une violence symbolique qui a certes donné lieu à ce qu'on appelle la civilisation occidentale, mais qui n'en est pas moins une violence légitimée comme « vérité universelle » (ce que veut dire catholique). Le « vrai Israël » (*Verus Israel*, diront les Pères de l'Église), brusquement révélé à Paul, ravi à lui-même sur le chemin de Damas, sera donc désormais, et pour des siècles, le nom donné à l'ensemble du corps chrétien. L'Islam effectuera lui aussi son coup de force six siècles plus tard en se proclamant détenteur de la version originale de l'histoire d'Abraham et de ses descendants (déclarés *muslim*, c'est-à-dire « soumis à Dieu »), en décrétant la Torah version falsifiée de la révélation à Mahomet⁵. Ces deux violences symboliques ont engendré des systèmes de croyance et de pouvoir incontestables, qui sont aussi des civilisations. L'histoire avance, pourrait-on dire, par le ressac des violences symboliques. Mais elle *avance* surtout – au sens éthique – dans la mesure où ces violences sont reconnues comme telles.

Cette reconnaissance est en effet nécessaire au remailage des cultures et des héritages. Car toute violence symbolique est d'abord une effraction *démaillante* qui procède à la déliaison, terme que Freud réservait à la pulsion de mort. On le voit, la violence symbolique structure l'histoire et nous avec elle. Il s'agit de savoir où nous en sommes et non de revenir en arrière.

La violence symbolique qui atteint l'ensemble de la communauté universitaire est repérable dans le discours qui s'est imposé à chacun des membres de cette communauté depuis plus de vingt ans et qui soutient que la recherche *subventionnée* serait le critère incontournable de légitimation

de toute recherche universitaire. C'est une violence dans la mesure où ce discours est venu littéralement défaire pour ne pas dire détruire un mode de fonctionnement et de financement fondé sur la collégialité, l'équité et le partage des responsabilités. Personne ne peut nier l'importance de subventions à la recherche. La question n'est pas là (et la violence symbolique se caractérise justement par cela qu'elle s'appuie sur une vérité reconnue si ce n'est défendue). La question est plutôt de savoir comment cette contribution de l'État (des fonds publics) aux universités a été détournée des lieux attendus de cet investissement pour devenir un enjeu de légitimation.

Depuis sa fondation, l'université assume, dans la société, une mission singulière. C'est la seule institution d'enseignement où l'on demande au professeur non seulement de transmettre un savoir déjà existant inscrit dans une tradition et participant d'une historicité – ce qui est déjà pas mal –, mais aussi de contribuer à la critique et l'élaboration de ce savoir dont il est, lui, le professeur, l'un des maillons, si humble soit-il. L'université est le seul lieu d'enseignement où l'on exige un perpétuel travail d'analyse, de développement à partir du savoir. Un professeur d'université doit rester un créateur de sens. C'est pour cela que la recherche, l'écriture, la critique, la publication, l'échange avec les étudiants et les collègues chercheurs ont toujours été considérés comme une part importante de la tâche professorale dans la mesure où c'est ce qui nourrit et soutient l'enseignement. Le service à la collectivité est le troisième aspect de cette mission qui suppose qu'un professeur n'est pas un employé de son université, mais bien plutôt son corps et son âme : il est la condition de son existence⁶. En participant à la gestion des programmes, en dirigeant ses programmes académiques, ses départements, ses facultés, en participant à son administration, il rend possible l'existence de l'université comme collectivité engagée dans la transmission du patrimoine et de la culture. Je devrais dire : « il *rendait* possible », car c'est précisément cette mission universitaire qui a été presque pulvérisée par l'entrée en force du discours d'entreprise et par l'imposition d'une rationalité instrumentale de la « gouvernance ». Les professeurs, pris en otage par les firmes comptables ou par les représentants du monde des affaires qui siègent aux conseils d'administration, ont de moins en moins de pouvoir sur leur monde qui ne sera plus bientôt, si un certain démaillage de la solidarité se poursuit, qu'une version déréalisée d'eux-mêmes.

Depuis 20 ans, il s'est produit une scission de plus en plus importante et grave entre ce qu'on appelle encore la « recherche » et l'enseignement. Les professeures et professeurs se sont mis à croire que la recherche ne faisait plus vraiment partie de la tâche pour laquelle ils sont fort bien rémunérés. Ils se sont mis à faire comme si l'octroi de subventions devait s'ajouter à leur salaire pour payer la recherche et que la valeur de cette recherche se mesurait désormais à l'obtention ou non d'une subvention. L'existence de « primes de marché » (quel marché?) négociables avec la direction de l'université (soudain métamorphosée en chef d'entreprise) en fonction de la rentabilité de la « production » ne peut que confirmer cette croyance. Je suis fière d'appartenir à un département (Études littéraires, UQAM) qui a voté très majoritairement contre les Chaires du Canada et les primes de marché, refusant de participer aux démarches qui en légitiment l'attribution. Les rares collègues de ce département qui ont voulu s'en prévaloir ont donc dû passer outre leur assemblée départementale pour faire valoir leur « droit ».

Il importe de dire que les subventions à la recherche, aux revues savantes (qui par définition ne peuvent survivre de leurs seuls revenus de ventes), à tout un ensemble de réalisations qui ne sauraient exister sans soutien public, doivent perdurer et être défendues. Cela ne veut pas dire pour autant que le mode d'attribution actuel des subventions aux chercheurs individuels ou regroupés puisse se poursuivre sans dommages irréparables – déjà parfaitement visibles – ni sans renoncer à la mission sociale de l'université. Mon « malaise » vient du fait que toutes les disciplines, et surtout celles qui depuis toujours étaient reconnues pour leur engagement critique dans la pensée et la création (philo, études littéraires, sciences politiques, arts et sciences humaines), ont intériorisé ce discours de légitimation.

Depuis 20 ans, les membres de la communauté universitaire en sont venus à trouver normal que tout acte de recherche – qu'il consiste en l'écriture d'un essai littéraire, d'une analyse philosophique ou d'une étude en histoire de l'art, travaux qui ne réclament aucun fonds substantiels –, soit par essence subventionné, à défaut de quoi il apparaît irréalisable si ce n'est dépourvu de valeur. On appellera « laboratoire » le groupe des étudiants, payés par la subvention de recherche, qui effectuera le travail bibliographique, ou encore la recherche en bibliothèque, l'établissement de banques de données, etc.; et l'on appellera « formation des chercheurs » cet engagement d'étudiants salariés pour accomplir les diverses tâches liées aux

travaux d'un professeur. Ce qui constitue normalement pour des étudiants une part de leur formation (participation à un groupe de recherche) est devenu, en raison de la rémunération de certains étudiants du groupe qui sont « rattachés à la subvention » d'un prof, un apprentissage qui participe de la désintégration de la collectivité dans la mesure où ces étudiants deviennent, sans doute innocemment, des facteurs de cette légitimation par financement surajouté. C'est ça aussi, de l'intérieur, l'économie du savoir.

Jamais, dans cet appel à la rentabilité de la parole, l'enseignement n'est pris en considération. Rappelons que 70 % de l'argent des subventions fédérale et provinciale octroyé aux chercheurs doit retourner aux étudiants sous forme de salaires (contrats de recherche, assistanats, etc.). Rappelons aussi que les étudiants sont eux-mêmes reconnus, valorisés (critères d'obtention de leurs bourses d'excellence octroyées par les mêmes organismes subventionnaires) pour leur capacité, « aptitudes », à intégrer des lieux de recherches subventionnés. Les profs se trouvent donc aux prises avec un devoir moral, puisque c'est à eux qu'il revient d'assurer un soutien financier (très partiel) aux étudiants qu'ils supervisent. Suivant cette logique, chaque collègue revendique sa participation aux demandes de subvention *au nom* des étudiants à former et à soutenir. La bonne foi n'interdit pas la collaboration aux contraintes idéologiques. Là est, malheureusement, la complexité du problème.

L'université n'est pas sous financée, elle est mal financée. Et nous avons contribué, comme nous continuons de le faire, à cette déstructuration de nos institutions fondées au départ sur la collégialité et l'équité. Des fonds de recherche faramineux sont déposés dans les coffres de l'université et ne peuvent être utilisés qu'à des fins dictées par les instances subventionnaires. Plus les professeurs sont subventionnés, plus ils dirigent de grosses équipes et d'énormes budgets, plus ils fonctionnent en PME, et moins ils enseignent, moins ils sont disponibles pour le service à la collectivité qui pourtant assure la souveraineté du corps et de l'âme de l'université.

La schizophrénie n'est pas la moindre conséquence de cette participation des profs aux diktats subventionnaires. Les demandes de subvention sont formatées à un point tel qu'il est très difficile d'échapper aux discours imposés (à leur forme qui est bien sûr aussi leur sens). Même ceux et celles qui disent ne pas y croire ou n'y croient pas, et ils sont nombreux



L'université
n'est pas sous financée,
elle est mal financée.

La résistance, c'est aussi une mémoire et une transmission.

et nombreuses – les collègues ne sont pas devenus du jour au lendemain d'inconscients bénéficiaires des fonds publics, ils savent encore, pour la plupart, reconnaître un travail à sa valeur intellectuelle –, même ceux et celles qui affirment mordre la main qui les nourrit, en obtenant ces subventions et en les gérant selon les impératifs extérieurs, participent à la déstructuration radicale du tissu collectif que constitue la collégialité. Dans les universités, la demande de reconnaissance ne connaît pas de fin. Cette posture subjective qui aliène chacun et chacune au registre de la demande (de subvention, de reconnaissance, pour ne pas dire d'amour) est à mon sens le mal le plus virulent et le moins bien « traité » de cette débâcle.

Le discours subventionnaire a trouvé sa légitimité auprès de tous, en instrumentalisant les étudiants. Mais c'est d'abord pour obtenir la bénédiction, l'admiration et la reconnaissance des pairs que ces subventions sont compulsivement demandées et compulsivement dépensées (nombreux voyages à l'étranger pour colloques pendant l'année universitaire, publications à un rythme que j'ose qualifier de pathologique). Oui, la communauté universitaire, qui n'a presque plus de communauté que le nom, est malade. Que transmet-elle aux étudiants qu'elle entraîne dans cette étonnante machine qui s'enraye maintenant sans qu'on sache pourquoi?

Le lien d'enseignement et de recherche que les étudiants et les profs peuvent avoir et qui nécessite une liberté, une relation de confiance, un transfert, à quoi s'ajoute pour les profs une éthique qui consiste à soutenir les étudiants dans leur devenir singulier; ce lien est désormais doublé très souvent d'un contrat entre employeur et employé qui brouille les enjeux, alors que les étudiants s'arriment aux objets de recherche d'un prof et sont de plus en plus « clonés » – effet direct de ce type de financement.

Hausser les frais de scolarité dans un tel contexte est une hypocrisie. Les étudiants auront de plus en plus, avec raison,

la certitude de payer pour un service, et au bout du compte ils seront tellement endettés sur le plan bancaire qu'ils pourront affirmer, sans qu'on puisse les contredire, ne rien devoir à personne. Il faut que tous nous retrouvions la liberté de penser et cela ne peut se faire qu'en réduisant les frais de scolarité et en reversant une partie des fonds de recherche dans les budgets de fonctionnement universitaire qui ne seront pas soumis au positivisme et à l'« efficience » des règles économiques.

PSYCHANALYSE D'UN TROU DE MÉMOIRE

Nous sommes actuellement au cœur d'un combat qu'il faut mener à terme et gagner. Ce que je souhaite apporter, ce sont des éléments de réflexion pour que la résistance s'installe et dure dans le temps. La résistance, c'est aussi une mémoire et une transmission. La grève étudiante nous ramène tous à ce devoir, à notre *dette symbolique*.

Cette notion nous vient de la psychanalyse. Elle a été mise de l'avant par Jacques Lacan qui l'a dégagée des analyses de Freud? Comme la violence symbolique, la dette symbolique renvoie à l'ordre symbolique qui est l'ordre du langage. Pour nous, humains parlants, le rapport au monde passe par la médiation du mot, de la représentation, du symbole, par le représentant d'un pacte, et nous sommes pour ainsi dire redevables de cet ordre qui fonde l'espèce. Les mots, la langue, ne nous appartiennent pas; ils nous sont transmis, et le seul fait d'en hériter nous fait appartenir à un ensemble. C'est le symbole qui fait l'humain, et non l'inverse. Cet ordre dans lequel nous entrons en naissant constitue notre environnement primordial duquel nous ne sortirons pas. L'énoncé de cette évidence ne vise qu'à rappeler que la parole humaine règle les échanges avec le monde et que cette parole, avant même que les lois juridiques ne soient instituées par les sociétés humaines, est régie par des lois syntaxiques, métaphoriques,

signifiantes qui m'obligent, moi, à m'assujettir à cet ordre si je veux survivre comme humain. Cet assujettissement nous fait justement sujets, porteurs d'un nom, inscrits dans une généalogie, une histoire, une culture, un discours, etc.

Rappeler qu'on est d'abord parlés par ceux qui nous accueillent et qui nous nomment, avant d'être parlant, n'est peut-être pas inutile en cette époque où l'instrumentalisation des savoirs ne va pas sans une croyance en l'instrumentalité du langage. Car cette parole, je la reçois non comme un outil dont je dois me servir, mais seulement parce qu'elle m'est *adressée*; et du seul fait qu'elle m'appelle à surgir dans le monde, elle constitue une atteinte à ma complétude. Que me veut l'Autre qui me parle? Voilà la question d'où nous venons, appelés croyons-nous à répondre à une demande dont l'objet nous restera toujours énigmatique.

Inadéquats à cet appel, nous ne rencontrerons le réel que de ce lieu du sens à interpréter. La fonction symbolique de la parole, c'est d'abord le fait que la parole, avant de dire quelque chose, ceci ou cela, a une fonction de lien; elle me lie à l'espèce et donc aux lois de cette espèce et à sa Loi fondamentale qui est celle du sens. Le cri qui, au départ de la vie, est pur cri douleur, entre dans une articulation signifiante parce que, à ce cri, répond une parole, une présence. Ainsi sortons-nous du registre du besoin en souffrance pour entrer dans celui de la demande. Demande de l'autre qui s'entend dans le double sens, objectif et subjectif. Certains en restent là. Mais devenir sujet, c'est faire un pas de plus, renoncer à vouloir être comblant pour l'Autre qui, de toute façon, est de plus en plus intériorisé et irréparable; c'est accéder au registre du désir, assumer cet impératif éthique qui consiste, comme le disait Lacan, à *ne pas céder sur son désir*, ce qui ne veut pas dire tout se permettre, mais au contraire soutenir de *ne pas répondre* à ce que je suppose être la demande de l'Autre, pour faire place à une parole inédite dont je pourrai me reconnaître responsable, et signer.

Le sens est à faire, nous en avons la responsabilité. Depuis le recul des contenus de sens prêts-à-porter qu'ont pu être certaines religions et certaines idéologies, on mesure sans doute mieux ce que cette responsabilité engage. C'est la liberté de cette obligation qui me fait paradoxalement reconnaître qu'il existe une dette symbolique par rapport à laquelle je ne suis pas libre. Il n'y a pas de mode d'emploi pour le paiement de cette dette. Et pire encore, cette dette, on ne peut la rembourser; on ne peut que la reconduire sans cesse. Que le sens soit à

faire veut dire qu'il faut l'interpréter, poursuivre l'héritage en le re-signifiant pour soi, pour la génération suivante. Qu'un enfant soit en droit de reprocher à son père de n'avoir rien assumé de ce côté, on en trouvera sans doute la preuve la plus belle dans *La lettre au père* de Kafka.

La parole nous vient avec une exigence qui est celle de la perpétuer, de le réinventer, de la transmettre comme un devoir de sens. C'est un legs universel avec lequel je dois composer pour devenir qui je suis. Cette dette symbolique, c'est la dette que nous avons tous à l'égard de la parole. L'impensable nous convie constamment à penser. De cela, nous devons aussi témoigner devant nos étudiants. Une question s'impose : Qu'as-tu fait de la parole que tu as reçue? Cette question appelle une histoire. Elle ne trouve aucune réponse dans tout ce qui me conduit à croire que c'est la société, l'institution, mes pairs qui me doivent reconnaissance.

L'université est par excellence le lieu où la dette symbolique peut être reconduite, relancée, assumée, le lieu où la parole se transmet comme devoir de *bien dire*, d'analyser, de parler juste. Or c'est le rapport à l'objet pour lui-même que nous avons perdu, l'objet du désir, ce qu'on appelle communément l'objet de « recherche », l'objet de savoir, l'objet de création, l'objet à créer, l'objet à transmettre. Je fais l'hypothèse que la course aux subventions a ce pouvoir de nous soulager, nous dispensant de la dette symbolique. Ce qui explique, si elle ne l'excuse pas, notre capitulation collective. Dans la course aux subventions où chacun ne se reconnaît plus aucune dette, mais au contraire, réclame en permanence un dû évalué à la production de sa parole, c'est notre âme que nous avons perdue, vendue. Les jeunes collègues qui arrivent dans nos départements sont souvent écrasés devant la productivité et les milliers de dollars dont reluisent les CV de leurs aînés. Leur culpabilité, leur terreur parfois est palpable, convaincus qu'ils sont de devoir élaborer des projets de recherches financables dans la langue imposée. Ma réaction est souvent de leur dire que cette culpabilité se soigne. Le traitement commence par l'effort qui consiste à se mesurer soi-même à sa juste parole et à l'aune de l'accomplissement d'un désir qui, lui, restera en souffrance s'il demeure méconnu. Le surmoi tyrannique qui les enjoint à produire et à se faire valoir au concours de la productivité se nourrit précisément de cette surenchère. Plus on lui obéit, plus le surmoi est cruel. Cela aussi, c'est la psychanalyse qui nous l'apprend, quand ce n'est pas tout simplement l'expérience. Il n'y a aucun espoir de l'assouvir. Voir Freud, « Malaise dans la culture » !

QUE PUIS-JE ESPÉRER ?

Je placerais ici une devise que j'ai faite mienne depuis plusieurs années. Elle me vient de Guillaume d'Orange qui a mené les Protestants contre l'empire catholique de Philippe II d'Espagne, au 16^e siècle (1533-1584). Mais tous les contextes de résistance aux pouvoirs établis permettent de la convoquer : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer ».

C'est dans cet esprit que j'ai entrepris d'écrire cette lettre aux collègues et aux étudiants. Bien que j'admire la grandeur de la proposition de mon collègue Normand Baillargeon avec qui je partage l'analyse d'une situation, je ne crois pas, pour ma part, ni n'aspire à un « enseignement parallèle »³. J'aime l'université telle que le Québec des années 1970 l'a inventée (c'est-à-dire l'UQAM que j'ai connue à mon arrivée comme professeure en 1992), celle-là même que nous sommes en train de désintégrer au grand complet. Il faudrait plus simplement (!) revenir à des valeurs fondamentales à l'intérieur de nos universités. Si le financement demeure nécessaire à la diffusion de la pensée, aux colloques, aux revues savantes, il est surtout essentiel pour permettre l'accessibilité des étudiants à un enseignement qui retrouverait toutes ses lettres de noblesse.

Les trois quarts des subventions actuellement attribuées en sciences humaines aux individus, aux Chaires du Canada et au FCI (Fonds canadien à l'innovation), pourraient par exemple être retournés sans grand dommage dans les fonds publics québécois pour l'éducation (juridiction du Québec et non du Canada une fois de plus immiscé dans les pouvoirs du demi-colonisé qui n'a d'ailleurs pas bronché). Cela permettrait de ne pas hausser les frais de scolarité (il s'agit de centaines de millions dispersés). Il faudrait aussi exiger que les subventions individuelles qui créent les PME à l'intérieur de l'université soient redistribuées aux endroits essentiels, et que les profs considèrent que leur mission de recherche est tout à fait bien rétribuée par leur salaire. Des fonds de recherche restreints et issus de la supervision de mémoires et de thèses, comme c'est le cas à l'UQAM, suffisent amplement à soutenir quelques dépenses et sont octroyés universellement, directement rattachés qu'ils sont à l'enseignement. Il faudrait aussi que les étudiants choisissent d'assumer courageusement leurs objets d'études au lieu de souscrire aux propositions payantes qu'on leur fait pour nourrir leurs CV et obtenir encore plus d'argent. Comme on le voit, cette réforme fait appel à une certaine

résistance qui s'appuie sur une délégitimation assumée des critères de subvention.

Je suis rattachée à un département où pendant des années, malgré l'entrée massive des fonds publics en subventions individuelles, une majorité de collègues est demeurée engagée de manière incontestable dans l'enseignement et l'encadrement intellectuel des étudiants. Cela ne change malheureusement pas la réalité d'un financement aliénant qui est devenu, au regard du discours actuel sur la hausse des frais de scolarité, indéfendable de mon point de vue. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des états généraux sur l'éducation qui proposent de revoir l'ensemble de l'idéologie associée à l'éducation, et une redistribution du financement de nos institutions. L'université ne manque pas d'argent. Elle modernise même ses locaux à même une part des budgets FCI, part que l'on ne peut utiliser ni pour la recherche, ni pour l'enseignement, ni pour les étudiants. Et ce sont les détenteurs de ces budgets, collègues de l'assemblée, qui viennent en grands princes offrir leur manne au comité de direction qui doit la recevoir avec reconnaissance. Argent offert *de force* à la communauté dans la mesure où s'il n'est pas dépensé, il retourne à l'expéditeur, ce qui apparaît, on ne sait pourquoi, comme un scandale. Le scandale est à mon sens bien plutôt dans la dilapidation de ces fonds disproportionnés par rapport aux besoins réels, alors que monsieur le ministre martèle son refrain de « la juste part ».

³ Cette conférence est disponible aux adresses suivantes : <www.youtube.com/watch?v=fV1VshL2lxg> et <www.youtube.com/watch?v=JMF0gk1tgAo>.

⁴ Éric MARTIN, Maxime OUELLET, *Université inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et de l'économie du savoir*, Montréal, Lux Éditeur, 2011.

⁵ Normand BAILLARGEON, *Je ne suis pas une PME. Plaidoyer pour une université publique*, Montréal, Éditions Poètes de brousse, 2011.

⁶ Voir Pierre BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, 1972, p. 18; et *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, Points, 2001.

⁷ Voir Daniel SIBONY, *Nom de Dieu*, Paris, Seuil, Couleur des idées, 2002.

⁸ On pourra lire sur cette question qui se formule aussi dans les universités françaises, Vincent Descombes, « L'identité collective d'un corps enseignant », intervention prononcée dans son séminaire de recherche le 16 février 2009, dans le cadre de l'initiative « Changeons le programme » par laquelle certains des enseignants de l'EHESS apportent leur soutien au mouvement des universitaires contre le projet de décret visant à modifier leur statut. En ligne : <www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20090303_descombes.pdf> — « Excusez-moi, Monsieur le Ministre, nous ne sommes pas les employés de l'université, nous sommes l'université ».

⁹ Jacques LACAN, *Le mythe individuel du névrosé* (lecture de « L'Homme aux rats »), Paris, Seuil, 2007.

¹⁰ Normand BAILLARGEON, *op. cit.*, p. 80.

LUNDI 16 AVRIL 2012 13:00 À 18:00

Tribunal Populaire

DES CONDAMNÉS D'AVANCE

SONT APPELÉS À COMPARAITRE :

JEAN CLAREST
RAYMOND BACHAND
LINE BEAUCHAMP
CHRISTINE ST-PIERRE

LES UNIVERSITÉS DU QUÉBEC ET LEURS RECTEURS :

GUY BRETON
CLAUDE CORBO
ÉLIER MONROE BLUM
DENIS BRIÈRE
ÉRIC BELAUCHE
FRÉDÉRIC LOFFY
NADIA GHAZZALI
MICHEL BELEY
MICHEL RINGUET
JEAN VAILLANCOURT
JOHANNE JEAN
MICHAEL GOLDBLOOM
LUCIE SAMOHETTE
CHRISTOPHE GUY
MICHAEL PATRY
RICIARD MARTINEAU
STÉPHANE GENDRON
ÉRIC DUHAIME
CAROLINE PROULX
ANDRÉ PRAÏTE
NORMAND LESTHER
LE JOURNAL DE MONTRÉAL
QUÉBÉCOR
LES CONGLOMÉRATS DE L'INFORMATION

LE SPVM
GÉRALD TREMBLAY
ROBERT DUTIL
VIC TOEY
GAMMA
IAN LAFRENIÈRE
LA SÉCURITÉ DU QUÉBEC

TECHOCRATIE
GOUVERNANCE
CAPITALISME
ÉCONOMIE DU SAVOIR
PATRIARCAT
DÉTOURNEMENT DE CONCEPTS

STEPHEN HARPER
JIM FLAHERTY

Catharsis populaire

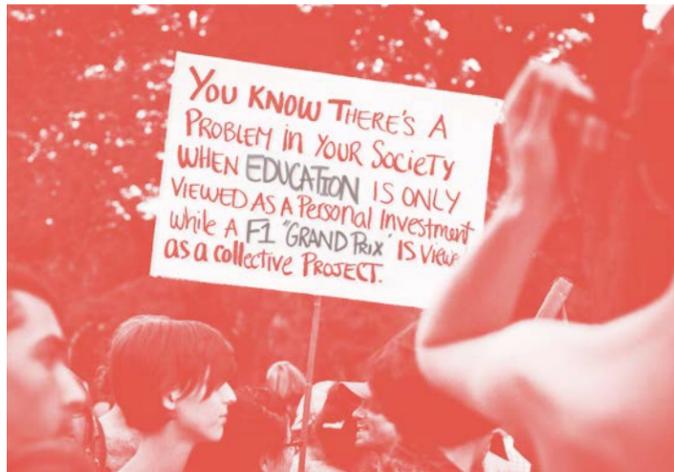
CABARET DU MILE END
5240 AVE DU PARC

www.tribunaldpopulaire2012.org

www.tribunaldpopulaire2012.org

Le viol des foules Petite histoire de la commission Creel

Normand Baillargeon



Normand Baillargeon est essayiste et professeur en sciences de l'éducation à l'UQAM. Le texte ci-après reproduit a d'abord paru sur le site *Voir.ca* le 8 novembre 2012 sous le titre « La commission Creel et le viol des foules ».

Le 11 novembre 1918 est signé un armistice qui marque le début de la fin de la Première Guerre mondiale. C'est cet armistice qu'on célèbre chaque année par le jour du Souvenir et qu'on commémore annuellement en portant un petit coquelicot, lequel, le saviez-vous, est un hommage à un poème de John Alexander McCrae (1872-1918), un médecin-poète de l'Université McGill. (La phrase « Nos bras meurtris vous tendent le flambeau / À vous toujours de le porter bien haut », qui figure dans le vestiaire du Canadien, en est tirée.) On ne le sait pas assez, mais cette terrible guerre marqua aussi le début de la propagande moderne de masse et donna naissance à une industrie aujourd'hui florissante, celle des relations publiques.

Cette histoire mérite d'être contée : il me semble en effet qu'il soit difficile de pleinement comprendre le monde dans lequel nous vivons si l'on ignore totalement ces faits. Revenons donc à l'année 1916, aux États-Unis. Le président Woodrow Wilson a été réélu, crucialement sur sa promesse de ne pas faire participer son pays à la guerre qui se déroule en Europe depuis deux ans déjà. Mais, au début de 1917, cette entrée en guerre est décidée et l'on doit donc faire accepter cette décision à une population majoritairement contre cette

politique et qui l'a expressément réaffirmé peu de temps auparavant.

Voilà une situation qui ne cessera plus de se poser dans les sociétés industrielles modernes : la démocratie étant un obstacle gênant pour l'implantation des décisions prises par une minorité qui sait ce qui est bon pour la majorité, comment la contourner?

Pour résoudre ce grave problème, Wilson mettra sur pied le *Committee on Public Information*, mieux connu sous le nom du journaliste qui le dirige, George Creel – d'où commission Creel.

En quelques mois, elle mobilisera tous les moyens possibles (radio, presse, télégraphe, affiches, notamment) pour faire changer d'avis l'opinion publique. Parmi ses innovations, ceux qu'on appellera les « *four minute men* », des personnages souvent connus de leur milieu (le médecin, l'avocat, l'instituteur) qui prononcent en public des discours de quatre minutes pour aviver la ferveur martiale. Il se prononcera, estime-t-on, plus de 7 millions de ces discours durant le travail de la commission Creel, laquelle connaîtra un immense succès et permettra aux États-Unis d'entrer en guerre. Hitler attribuera en partie la défaite de l'Allemagne à l'efficacité de la propagande américaine et n'oubliera pas la leçon le moment venu. Il ne sera pas le seul.

Parmi les membres de la commission Creel, on trouve Edward Bernays (1891-1995), double neveu de Freud et qui, avant de faire partie du comité, avait inventé diverses techniques originales de publicité associant un produit à un désir secret ou refoulé. Au sortir de Creel, il mettra ses talents au service de la fabrication de l'opinion publique par la propagande – il emploie lui-même ce mot – afin de permettre à ceux qu'il appelle la « minorité intelligente » de diriger la foule par un « gouvernement invisible ». Il nommera le service qu'il offre aux gouvernements, aux entreprises et à qui peut se le payer « les relations publiques ». Son meilleur et plus fumant coup, si j'ose dire, sera peut-être, travaillant pour l'industrie du tabac, d'amener les femmes américaines à fumer, doublant potentiellement ainsi les profits de ses clients.

La Première Guerre mondiale aura été le grand laboratoire du « viol des foules par la propagande » et aura permis de découvrir les conditions de sa remarquable efficacité. Elle aura donné le ton au siècle qui s'amorçait. L'Australien Alex Carey a bien résumé tout cela en disant du XX^e siècle que « trois phénomènes d'une considérable importance politique l'ont défini ». Le premier, disait-il, est « la progression de la démocratie », notamment par l'extension du droit de vote et le développement du syndicalisme; le deuxième est « l'augmentation du pouvoir des entreprises »; et le troisième, « le déploiement massif de la propagande par les entreprises dans le but de maintenir leur pouvoir à l'abri de la démocratie ». J'ajouterais le mot « gouvernement » à ces phrases et elles me sembleraient alors pointer vers quelque chose de très important pour la compréhension de nos sociétés.

Regardez la publicité, omniprésente. Regardez le débat sur le gaz de schiste, chez nous. Voyez à qui appartiennent la plupart des grands médias. Regardez les élections américaines. Et ayez une pensée pour la commission Creel.

Notez, enfin, qu'il n'y a aucune conspiration dans ce que je décris. Tout cela est du domaine public, bien connu si l'on prend le temps de se renseigner. Les acteurs comme leurs intentions sont transparents. Ils sont ce que présupposent les institutions qui sont les nôtres, avec le résultat qu'on peut raisonnablement en attendre. Il est relativement facile de voir tout cela, de le voir dans toute sa nudité.

Je vous assure que ce n'est pas très joli.

Moins encore si on le rapporte à un idéal de démocratie délibérative où les citoyens ne sont pas de simples spectateurs médiocrement informés, mais sont plutôt en mesure d'échanger substantiellement sur des sujets qui leur importent et de prendre à leur propos des décisions qui ont de réelles chances d'être implantées.

De la désobéissance civile *Souvenirs de printemps antérieurs*

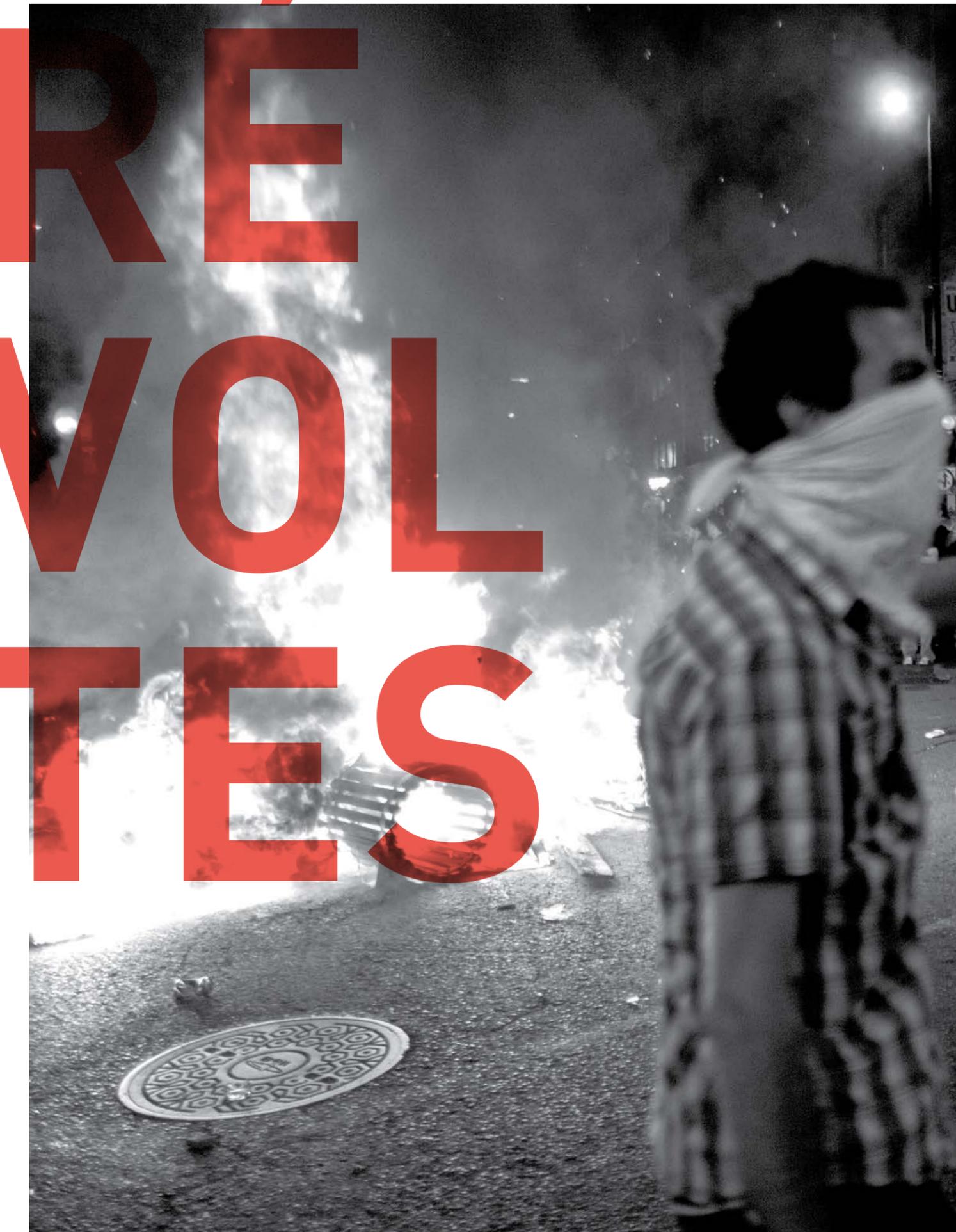
Marc-André Cyr

L'auteur est chargé de cours au département de science politique de l'UQAM. Le texte ci-après reproduit a d'abord paru sur le site *Voir.ca* le 9 novembre 2012 sous le titre « Quel jour du souvenir de quoi? »

L'incident se produit sur la place Jacques-Cartier. Recevant l'ordre de marcher, le jeune homme [qui avait entre 15 et 18 ans] sortit un revolver qu'il braqua sur l'officier. Des soldats vinrent à la rescousse de leur supérieur. Cependant quelques minutes [plus tard] l'on vit le jeune homme reculer pointant toujours son revolver. Personne n'osait tirer. À la fin, d'un bond hardi, le jeune homme se jeta au milieu de la foule où il se perdit. On le chercha, mais en vain. — *La Presse*, avril 1918.

Les amants de la guerre s'en donnent à cœur joie pour le « Jour du Souvenir ». Ils déterrent les morts d'autrefois afin de les rendre utiles aux guerres d'aujourd'hui. L'histoire est pratique. Elle permet aux puissants d'appuyer leur désir de domination sur les sacrifices passés. Des sacrifices qu'ils ont ordonnés aux pauvres de faire à leur place...

Il existe toutefois une autre histoire. Une histoire qui ne piétine pas la mémoire des victimes pour en faire de la chair à chauvinisme. Cette histoire, c'est celle des vaincus, de ceux qui ont refusé d'être des symboles - « héros » ou « victimes » - et qui se sont simplement battus pour la vie et la dignité... le plus souvent la leur.



Comme plusieurs peuples du monde, les Canadiens français ont donné leur sang lors de cette vaste boucherie internationale qu'on appelle la Première Guerre mondiale. Ils ont combattu, vécu le deuil, accepté le rationnement des ressources, la censure, acheté des bons de la victoire, etc. À partir de 1917, par contre, la coupe est pleine : scandale des écoles francophones en Ontario, histoire de corruption, mauvaises nouvelles du front, etc. Le seuil de tolérance est atteint. Le gouvernement canadien en demande toujours plus et le bon peuple, ici comme ailleurs, s'engage de moins en moins. Plus le gouvernement parle de conscription obligatoire, plus les perturbations sociales – assemblées, manifestations, émeutes – se font entendre. Le 1er janvier 1918, la Loi sur le service militaire est appliquée. La révolte, à Montréal, mais surtout à Québec, reprend alors de plus belle... Le gouvernement offre une récompense pour chaque conscrit capturé et engage des repris de justice afin qu'ils effectuent cette besogne. Les affrontements deviennent très violents : armée de fusils, de manches de hache et de sabres, la cavalerie charge la foule. Le 1er avril, un bataillon venu de Toronto fait quatre morts à Québec... Le 4 avril, le gouvernement proclame la loi martiale autorisant les militaires à détenir des prisonniers sans possibilité de mise en liberté sous caution.

LA PETITE HISTOIRE

À partir de 1917, hors des villes, des habitants vont se cacher dans les bois afin d'échapper aux *spotters* tentant de les conscrire. Ils sont armés et souvent prêts à mourir pour ne pas faire la guerre à l'étranger. À l'entrée des bois, des pancartes indiquent que la « peine de mort » attend les sbires du gouvernement qui osent s'aventurer en forêt. Femmes et enfants inventent diversions et subterfuges afin de tromper les forces de l'ordre. Les femmes prennent souvent une part active à la résistance. L'une d'elles, qui habite Saint-Achillée, non loin de Québec, raconte :

Y'avait une dame qui avait trois garçons en âge d'aller à la guerre [...] Elle avait un grand tisonnier qu'elle faisait chauffer dans son poêle, qu'elle tenait toujours rouge. Si un soldat s'était présenté à la porte pour réclamer ses garçons, c'était fini : il était marqué pour la vie au visage.

Quoiqu'inégale, la résistance à la conscription est très répandue à la campagne.

CONTRE L'ARMÉE

En ville, le mode d'action privilégié est l'émeute. Le plus souvent, les attaques sont effectuées à l'aide de munitions rudimentaires : on bombarde les militaires de légumes, d'œufs pourris, de pierres, de glace, etc. La force du nombre donne cependant aux émeutiers la possibilité de perturber, voire de blesser sérieusement les militaires. À Montréal, de nombreux affrontements ont lieu dès avril 1917. Le 24 mai, entre autres, une altercation entre un groupe de manifestants et des soldats expédie trois militaires à l'hôpital.

Le vendredi 29 mars à Québec, au cours d'une des plus importantes émeutes de cette crise, plus de 8 000 manifestants s'en prennent aux bureaux du registraire situés dans l'auditorium (maintenant le Capitole).

Au départ, la foule se contente de bombarder l'édifice de glace. Par sa bonne humeur et ses chansons, elle donne à l'événement des allures de fête populaire ou de carnaval... Rapidement, elle devient plus audacieuse. Elle met hors d'état de nuire les policiers bloquant la porte et investit l'édifice. Toujours dans la joie, elle brise le mobilier, déchire les papiers gouvernementaux ou les jette par les fenêtres et met le feu aux bureaux. À l'arrivée des pompiers, afin de préserver le brasier, des jeunes ont la bonne idée de couper les boyaux d'arrosage.

La foule, désormais évaluée à 13 000 personnes, se déplace ensuite vers le marché Montcalm où elle affronte un bataillon plusieurs heures durant. Au maire, sur place pour lire l'acte d'émeute et favoriser le disperserment, les gens crient de tirer : « On est prêt à se battre et on est prêt à mourir si c'est nécessaire! ».

CONTRE LA POLICE

La police est également une cible prisée des émeutiers. À Montréal, le 30 août 1917, après un rassemblement pendant lequel des soldats du 22e régiment invitent la foule à ne pas s'enrôler et où des orateurs prescrivent aux gens de « nettoyer leurs vieux fusils », une bagarre entre la foule de 7 000 personnes et les forces de l'ordre fait quatre blessés chez les policiers et un mort chez les civils.



À Québec, le jeudi 28 mars 1918, une foule de 3 000 personnes pourchasse des agents fédéraux qui trouvent refuge à l'intérieur du poste de police de Saint-Roch. Elle bombarde l'édifice de projectiles et finit par y entrer. Alors que les émeutiers saccagent le mobilier, les agents fédéraux prennent la poudre d'escampette par la porte arrière. Ils vont se cacher dans une école à quelques rues des lieux. Malheureusement pour eux, la foule prend connaissance de leur fuite, les rejoint à nouveau et fracasse les vitres de l'édifice. Voyant les policiers tenter une nouvelle fuite, elle se divise en plusieurs groupes afin de mieux les pourchasser. Bélanger, un policier fédéral pensant fuir à l'aide du tramway, est rapidement reconnu et roué de coups à l'intérieur du véhicule. « On a accroché Bélanger dans les chars et on l'a à moitié tué! », criaient certains. « Il a eu ce qu'il méritait! », criaient d'autres. Le tramway est renversé, détruit. L'officier est sans connaissance. Tant bien que mal, des policiers le transportent jusqu'à la demeure du docteur Émile Fortier afin qu'il reçoive les premiers soins.

Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

Au même moment, le major Arthur Evasure est battu à coups de poing alors qu'il tente de rejoindre sa voiture et, au courant de la même soirée, un détenu est libéré de force par la foule en colère.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

Toujours sincèrement dévouée aux intérêts du peuple, en dépit des clameurs de quelques écervelés qui ne savent pas lire, la « Presse » croit devoir recommander LE CALME ET LE RESPECT DE LA LOI aux gens qui croient inopportun le projet d'imposer la conscription militaire au Canada pour le service outre-mer. Que les citoyens protestent, c'est leur droit; mais qu'ils ne troublent pas l'ordre social, et nous les mettons en garde contre les irresponsables qui peuvent les inciter à des excès démagogiques. — *La Presse*, 1917.

Les journaux conscriptionnistes sont également la cible des émeutiers : les vitrines de *La Patrie*, de *l'Événement*, de

la *Gazette*, mais également de *La Presse*, qui sans être pro-conscription maintient une position de respect de la loi et de l'ordre, voleront plusieurs fois en éclats. Le 25 mai 1917 à Montréal, de même que le 29 mars 1918 à Québec, *L'Événement* et *The Chronicle* sont saccagés par les émeutiers.

Dans la soirée du 23 mai 1917, au cri de « À bas la conscription! », 3 000 personnes se réunissent au Champ-de-Mars. Ils se dirigent vers le quartier des affaires et brisent les fenêtres de *La Patrie*. Le lendemain soir, le maire de Montréal exhorte une assemblée de 15 000 personnes à faire confiance à Laurier, mais la foule, échappant à tout contrôle, parade dans les principales artères de la ville, fracasse de nouveau les vitres de *La Presse* et de *La Patrie* et s'en prend à tous les soldats qu'elle rencontre. Le 29 août 1917, encore à Montréal, une foule d'environ 1 000 personnes marche en tirant à blanc du parc La Fontaine jusqu'aux bureaux de la *Gazette* et… en casse les vitrines.

Certains vont encore plus loin dans l'affrontement. Un groupuscule armé dynamite la somptueuse résidence de Lord Atholstan, propriétaire du journal *Montreal Star*. Les « dynamitars » ont d'ailleurs effectué des vols sur le chantier de la carrière Martineau à Rosemont. Le gardien de nuit raconte comment s'est déroulée l'altercation avec cette douzaine de jeunes gens masqués :

L'un d'eux, le chef, dit : « Ne craignez rien. Nous n'en voulons pas à votre vie. Nous sommes venus ici pour nous procurer de la dynamite dont nous pourrons avoir besoin pour nous défendre et vous défendre vous-même, le cas échéant, si vous avez des enfants que l'on veut envoyer à la guerre. »

Après l'arrestation d'Élie Allumière, orateur habile et membre influent des dynamitars, les forces de l'ordre mettent la main sur plusieurs fusils, 3 000 cartouches et plus de 450 livres de dynamite. L'un des membres, un anglophone, finira par se suicider après une longue poursuite policière. Le procès des « dynamitars » va provoquer une forte sympathie populaire. Lorsqu'il débute, des manifestations de soutien ont lieu au palais de justice.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

et frères, rue Saint-Paul, emportant des centaines de fusils et des cartouches. La même journée, les autorités militaires font transporter par précaution les armes et munitions présentes dans les magasins à la citadelle. Tout est saisi.

Au retour de sa tournée, à coups de pierres, de glace et de briques, la fourragère contenant les armes en question est toutefois attaquée par une foule de 2 000 à 3 000 manifestants. Des coups de feu sont tirés par les soldats, blessant trois des manifestants, forcés de battre en retraite. Pour les forces de l'ordre, l'opération fut, semble-t-il, un succès : plus tard en journée, des émeutiers, faute d'y avoir trouvé les armes prisées, mirent le feu à une armurerie.

Plusieurs orateurs soutiennent également la lutte armée. Le 29 août 1917, lors d'un rassemblement à saveur socialiste d'environ 2 000 personnes au parc Lafontaine, M.H. Parsons soutient que « Les prisons ont des portes, et, si besoin il y a, ces portes peuvent être enfoncées […] » et s'écrie : « Si le gouvernement veut se servir de la conscription pour allumer la révolution au Canada, il pourrait bien être servi à souhait ». Pour sa part, M.F. Villeneuve, après avoir parlé de grève, affirme : « Que chacun reste chez lui et si l'on vient vous chercher chez vous, ce sera alors le temps de vous servir de vos armes. » *La Presse* affirme que pendant les discours, de jeunes gens qui passaient dans la foule afin d'amasser des armes et des munitions ont perçu l'impressionnante somme de 161 \$.

Après les discours, les manifestants descendent dans la rue aux cris de « Vive la révolution! » et « À bas Borden! » en fracassant des vitrines et en tirant à blanc. Trois jours plus tard, à la suite d'un rassemblement au Champ-de-Mars, une autre émeute mène au pillage de deux armureries et à la casse de plusieurs vitrines.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

Mis à part les armureries, d'autres entreprises sont attaquées par les émeutiers. Début septembre 1918, à Shawinigan, qui vit depuis 2 semaines des manifestations regroupant de 400 à 500 personnes quotidiennement, des émeutiers saccagent les établissements des commerçants et les bureaux de professionnels (avocats et notaires) favorables à la conscription. À Québec, le samedi 30 mars, c'est la maison d'affaire Martineau qui est attaquée, causant des dommages totalisant 1 500 \$. À Montréal, le 30 août 1917, des milliers de

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

manifestants tirent des balles à blanc et lancent des pétards avant de rencontrer la police et, dans la mêlée, brisent les vitres du magasin de MM Forte, Poirier et Duchesneau (aux coins de Beaudry et Sainte-Catherine).

Pour finir, notons que les politiciens, quoique plus rarement, figurent également parmi les cibles prisées des émeutiers. Le député Blondin, un ancien nationaliste converti en conservateur, manque de se faire jeter à l'eau par des foules en colère… à deux reprises. Ajoutons également que pendant les élections de 1917, les députés conservateurs Sévigny, Ballantyne, Doherty et Ames, de même que d'autres candidats unionistes moins importants, sont à de nombreuses reprises interrompus par des manifestants en colère. Les politiciens devront d'ailleurs suspendre les rassemblements pendant toute la durée des élections.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

Tout cela, bien entendu, n'avait aucun sens, aucune valeur, aucune éthique aux yeux des classes dirigeantes politiques et médiatiques. Les émeutiers étaient considérés comme des « voyous » et des « fauteurs de trouble ». Ils utilisaient la « violence » et refusaient de se soumettre à l'État de droit, ce qui ne peut mener qu'au chaos.

À l'époque, les bien-pensants nationalistes, progressistes, bourgeois, syndicalistes ou religieux ont à *l'unanimité* condamné la résistance active à la conscription. Seuls quelques socialistes révolutionnaires ont soutenu la protestation. Alors que les émeutes faisaient rage à Québec, même le vénéré Henri Bourassa a préféré la prière (ça ne s'invente pas!) à la désobéissance.

L'État marche sur la tête des révoltés deux fois. Une première au temps présent, avec la matraque, le fusil et le mépris. Et une deuxième, plus éloignée dans le temps, avec l'histoire, lorsqu'il se fabrique une mémoire victorieuse. Une mémoire qui lui permettra de marcher sur la tête des révoltés d'aujourd'hui.

Après la manifestation, les policiers se regroupent dans la rue. Mais le policier Bélanger n'était toujours pas au bout de ses peines… Rapidement, il est encore une fois rattrapé par les émeutiers qui cassent les fenêtres de la demeure du docteur. Lorsque l'ambulance est appelée, il faut l'intervention du vicaire et près d'une demi-heure de pourparlers avant que la foule n'accepte de la laisser passer.

RÉFÉRENCES
Archives de <i>La Presse</i> , <i>Le Devoir</i> , <i>La Patrie</i> (1917-1918). Elizabeth H. ARMSTRONG, <i>Le Québec et la crise de la conscription, 1917-1918</i> , Montréal, VLB Éditeur, 1998 [1937]. Jean PROVENCHER, <i>Québec sous la loi des mesures de guerre</i> , 1918, Montréal, Boréal, 1971.



Les moyens empruntés
étaient non-violents,
Constructifs.



Pourtant, là-haut,
on continuait à
nier droit à la
dissidence...



... À nier la
démocratie.



On disait alors :
La démocratie, ça
s'exerce aux 4 ans!



Ou encore :

Entre 2 votes, c'est
de la gouvernance!



On avait oublié
là-haut qu'on
travaillait pour
nous,
le peuple.

On voulait écarter
la dissidence.



... L'envoyer dans le
Nord au possible!



Alors cette pierre...



C'est vrai elle n'a
pas le raffinement
d'un dans une
case...

... Mais j'ai le
sentiment que ça
en disait long...

... Que c'était
politique...



Moi la démocratie,
j'y crois / j'y tiens.
Si on s'y attaque,



je vais la défendre,
Et de
tout mon
être.



Il y a trois sortes
de violence. La 1^{ère}
institutionnelle, celle
qui légalise et
péripétue dominations,
oppressions et
exploitations, celle qui
écrase des millions
d'hommes dans ses
rouages.

La seconde est la
révolutionnaire qui
naît de la volonté
d'abolir la première.



La troisième est la
violence répressive,
qui a pour objet
d'étouffer la seconde
en se faisant
l'auxiliaire et la
complice de la
première violence, celle
qui engendre toutes
les autres.

Il n'y a pas pire
hypocrisie que de
n'appeler violence que
la seconde, en
feignant d'oublier la
première qui la fait
naître et la
troisième qui la tue.

Excusez-moi de vous déranger : confessions d'une étudiante docile Ou Le complexe de Chrysothémis

Marie Parent



Marie Parent poursuit actuellement un doctorat en études littéraires à l'UQAM. Le texte qui suit a d'abord fait l'objet d'une conférence prononcée dans le cadre de l'événement *Mots et images de la résistance III*, le 23 mai 2012. En ligne : <<http://miresistance.com/>>.

Agir n'est pas un choix mais une fureur.
— Victor-Lévy Beaulieu

À deux ou trois reprises dans des manifestations, j'ai pu lire sur des pancartes ce slogan : « Excusez-nous de vous déranger, on essaie juste de changer le monde. » Dans le même esprit, une photographie publiée sur le blogue « Les pancartes de la GGI », administré par Benoît Melançon, montre une banderole affichant ces mots : « Désolé pour le bruit, mais on a des enfants ». Ces deux slogans m'ont fait sourire parce qu'ils font écho, je l'avoue, à un malaise mêlé de culpabilité que j'ai dû apprendre à surmonter tout au long de cette grève. C'est donc plus un témoignage qu'une analyse que je vais livrer ici, en vous partageant les hauts et les bas de mon apprentissage de la dissidence.

Je peux affirmer aujourd'hui que je ne suis plus docile depuis le 13 février 2012. Mais l'envie de rechuter est forte. La dissidence ne m'est pas naturelle. Je suis une bonne élève, je respecte scrupuleusement les consignes, les règles, les lois. Et même si le développement de l'esprit critique est inscrit au plan de

Ce qui me dérange de la grève...

C'est la violence.



Je déteste ça, la violence.

C'est que ça coûte cher.



Et c'est encore nos taxes qui vont payer pour ça.

C'est de la faire subir aux contribuables.



Les étudiants ne visent pas les bonnes cibles.

C'est la place qu'elle prend dans les médias.



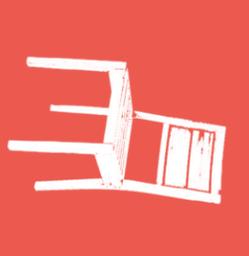
À un moment donné, on a envie d'entendre parler d'autre chose.

C'est que ça fait du bruit.



Je manque des blagues à la télévision.

C'est l'acharnement. C'est chaque soir.



C'est debout toute la nuit.

cours à l'université, même si on y fourbit ses armes pour lutter contre les discours du pouvoir, ce n'est pas entre ses murs qu'on apprend concrètement à se lever et à dire non, à sortir dehors, crier, bloquer le passage aux automobilistes, réveiller les bébés, écœurer le bon monde. Je dirais même qu'à force d'être sur les bancs d'école, le corps se raidit, devient frileux. On enfle la prudence comme une p'tite laine, le vêtement le plus confortable de l'intellectuel.

« On essaie juste de changer le monde », dit le slogan, déjà je hausse les sourcils. Tout au long de la grève, je n'ai pu cesser de me demander ce que j'en attendais. Je n'en attendais pas grand-chose. Pour moi, il s'agissait surtout de prendre position, prendre position comme ça, sans conséquence. Le 14 février, j'ai écrit à mon directeur de recherche pour lui expliquer ma position sur la grève : « Jean Charest dit à la population que les étudiants sérieux et intelligents sont d'accord avec la hausse, que ceux qui chiâlent, ce sont les hippies, les paresseux, les marxistes-léninistes. Il n'est pas question que les gens pensent que la hausse est normale, que les étudiants 'ordinaires' trouvent la hausse normale. » Je croyais que nous, quelques centaines d'étudiants ordinaires, signalerions notre désaccord de manière bien inoffensive, pendant quelques semaines, juste pour dire qu'on s'est montré la face, qu'on a fait notre show. Je dois avouer que je suis entrée en grève avec un sourire en coin. J'ai toujours été méfiante face au discours militant, à sa rigidité, à son manque d'autodérision – on ne niaise pas avec les luttes sociales. On ne peut pas être militant au deuxième degré. J'affichais ce détachement ironique qui, paraît-il, est caractéristique de ma génération, je traînais partout ma petite moue sceptique comme un accessoire *trendy*. Je ne criais pas de slogan – sauf une fois, dans une manif où je me suis retrouvée toute seule parmi un groupe d'étudiants en droit qui criaient « les juristes en câlisse », parce que ça m'apparaissait suffisamment décalé pour être drôle. J'allais manifester, mais je n'allais certainement pas me mettre à espérer que quelque chose change, que les gens comprennent ce que nous faisons. Je n'allais certainement pas espérer quoi que ce soit et risquer d'en souffrir.

« Excusez-moi de vous déranger » : vous avez raison, on ne changera absolument rien. Ça ne vaut pas la peine de mettre la ville sans dessus dessous, ça ne vaut pas la peine de vous lever de votre divan. Nous, les étudiants, mettons en scène notre indignation pour quelques instants, regardez-bien, ce sera *cute*, ce sera créatif, quand ce sera fini vous pourrez applaudir et rentrer tranquillement chez vous.

Je relisais récemment la pièce *Cabaret neiges noires*, dont le prologue, écrit par Dominique Champagne, décrit précisément l'intention qui me semblait présider à cette grève :

Donc ce spectacle-là n'aucun sens
Je veux pas dire qu'on a pas cherché
Depuis des mois à y donner un sens
À ce spectacle-là
Je veux pas dire que c'est volontaire
Si ce que vous allez voir est insignifiant
Allez surtout pas croire
Qu'on a la conscience tranquille
De faire ce qu'on fait là on sait très bien
Que l'artiste a une responsabilité
Envers la société dans laquelle il vit
Mais on sait qu'on a failli à notre tâche
Et nous préférons vous en aviser

La scène est à Montréal
Et ce que nous allons jouer ce soir
Chacun est libre d'en penser ce qu'il veut
Ou – ce qui serait plus normal
Dans l'état actuel des choses –
De rien penser du tout

(Après tout on est dans un pays libre
Puisque la scène est à Montréal
Libre de dire et de penser n'importe quoi
Parce que de toutes façons
Personne veut rien savoir

Mais ça c'est un autre problème
Pis on rentrera pas là-dedans)
Ami public
La scène est à Montréal dans un cul-de-sac
Et si nous savons notre devoir d'artiste
De vous en faire sortir de ce cul-de-sac
Ou à tout le moins bien humblement
De tenter de faire jaillir une parcelle
D'étincelle au bout du tunnel
Eh bien malgré toute notre bonne volonté
Nous ne savons pas comment

La scène est à Montréal
C'est le début de l'hiver
Et s'il est vrai que c'est dans la nuit
La plus noire que les étoiles
Nous apparaissent le mieux
Ce soir il neige de la neige noire
Dans le ciel de Montréal
Avec une légère odeur de pourri
Qui plane au-dessus de nos têtes

Le bar est là
Bonne soirée quand même

Il me semble que quelque chose a changé depuis la fin de l'hiver 2012 à Montréal. Je me suis mise à crier des slogans, j'ai commencé à mal dormir. Il se peut même que je me sois mise à espérer quelque chose. Vers la fin du mois de mars, on a commencé à entendre au Téléjournal : j'appuyais les étudiants jusqu'à ce qu'ils bloquent la rue où je travaille, le pont, le métro, la tour de la Bourse, j'appuyais les étudiants jusqu'à ce qu'ils me dérangent, jusqu'à ce qu'ils forcent l'entrée du politique dans mon quotidien fermé à double tour, alors que j'arrivais très bien à m'en passer. Je les trouvais créatifs les étudiants, mais là, ils exagèrent.

« Excusez-nous de vous déranger » : excusez-nous de monopoliser le Téléjournal de 22 heures. Il ne faudrait surtout pas que la rage, l'angoisse débordent de la case horaire des tribunes téléphoniques, il ne faudrait surtout pas s'indigner autrement que seul devant sa télévision, il ne faudrait pas en devenir insomniaques. Les vertus réconfortantes du lait chaud sont limitées en contexte de crise.

Quand on dit que les étudiants prennent les travailleurs, les Montréalais, le Québec au complet en otage, faut-il comprendre que c'est parce qu'il n'est plus possible de ne rien en penser du tout, de cette grève? Pris en otage de la pensée et de son exigence. Coincé dans un duel politique, il faut choisir son camp. Dans ce pays libre, on est libre de n'avoir aucune opinion, on est libre de ne pas s'intéresser aux affaires sociales, même qu'on est plus parlable, quand on n'en pense rien, des décisions du gouvernement. C'est tellement plus convivial, une soirée sans accrochage, sans débat, on joue-tu aux cartes? Ça dort tellement mieux après.

Je comprends ça, en fait. On m'a enseigné que c'était pas beau, la chicane. Ça fait mal, de renoncer à son confort intellectuel et affectif. C'est difficile, de prendre un conflit en pleine tronche, de l'amortir avec son corps et sa tête, de le sentir, de le laisser nous traverser. J'ai le réflexe de me retirer, de battre en retraite, de me faire accroire que je peux résister en catimini dans mon salon, dans le silence. Sans déranger.

Comme Chrysothémis à sa sœur Électre, je me convie à la prudence :

Dans la tempête, j'aime mieux plier les voiles, et ne pas poursuivre un ennemi que je ne puis atteindre. [...] si je veux conserver ma liberté, je dois obéir à ceux qui ont la puissance. [...] Ta vie serait douce si tu savais écouter la raison. [Je veux t'apprendre] à céder à la puissance. [...] crains que ton imprudence ne cause ta perte.

C'est que ça ne se ferme plus
la gueule.



Ce qui me dérange de la grève,

C'est la grève.



Et plus loin, Chrysothémis en rajoute : « Ne vois tu pas la faiblesse de ton sexe et la supériorité de tes ennemis? [...] Rappelle ta raison, et que ta faiblesse t'apprenne enfin à céder à la puissance. »

Pourquoi hurler, gémir tous les soirs, entretenir la grogne des souverains et de leurs sujets? Pourquoi, demande le chœur à Électre, « appeler de tes vœux la souffrance »?

Depuis le 13 février 2012, j'apprends à résister à la voix de Chrysothémis, que l'on entend si clairement à travers la rumeur sociale. J'apprends une forme de courage que je n'avais jamais eu à tester auparavant. Le courage de prendre les choses au sérieux, juste pour voir de quoi le monde aura l'air.

Qu'est-ce que j'attends de cette grève? Certainement pas quelques dollars en moins sur ma facture. J'attends que l'on redonne droit de cité à la colère, qu'on lui ouvre nos têtes et nos corps, pour en tirer toute l'énergie à laquelle nous avons renoncé depuis trop longtemps. Qu'on fasse durer cette colère, qu'on ne l'abandonne pas dans la rue, avec les pancartes et les cuillers de bois cassées, pauvre résidu d'une frénésie passagère.

Je me répète les paroles intransigeantes d'Henry Miller dans *Le cauchemar climatisé*, je recueille toute la fureur et le dégoût qu'a fait naître en lui son périple à travers les États-Unis, et c'est cette colère qui me tient :

Bref, ce sont les aveugles qui guident les aveugles. Et c'est ainsi que l'avenir, qui nous talonne, se trouve avorté, bousculé, étouffé, mutilé, anéanti parfois et que se crée l'illusion d'un univers einsteinien ni chair ni poisson, un monde de courbes infinies qui mènent au tombeau, ou à l'asile de vieillards ou de fous, ou au camp de concentration, ou dans les tièdes replis du parti démocrate-républicain. C'est ainsi que des fous se dressent pour restaurer l'ordre et la légalité à coups de hache. Quand des millions de vies humaines ont été sacrifiées, quand nous sommes enfin parvenus à les assommer, nous respirons un peu plus à l'aise dans nos cabanons capitonnés. Dans ces conditions, c'est un repos bien sûr, que d'écouter Mozart [...]. Si vous avez les moyens de consacrer dix ou vingt-cinq dollars par jour à payer une âme compréhensive pour écouter vos doléances, on peut alors vous réadapter au rythme insensé de la vie que nous vivons et cela vous épargnera l'humiliation de devenir un adepte de la Science Chrétienne. Vous pouvez, à votre choix, faire ravalé votre moi ou vous le faire arracher, comme un oignon ou une verrue. Vous pourrez alors savourer Mozart davantage encore, et aussi les roucoulements de Tetrazzini ou les berceuses de Bing Crosby. À condition de ne pas la prendre trop au sérieux, la musique est un merveilleux calmant.

« Puisque devenir conscient, c'est très dangereux, nous dit Miller. Cela veut dire que vous souffrirez davantage encore. »



*« Qu'on fasse durer cette colère,
qu'on ne l'abandonne pas dans la rue,
avec les pancartes et les cuillers de bois
cassées, pauvre résidu d'une
frénésie passagère. »*



Lettre à un vieil ami

Raymond Bock

Raymond Bock est écrivain et bientôt détenteur d'un diplôme de maîtrise en création littéraire de l'UQAM. Ce texte a précédemment paru dans la revue *Liberté*, no 298, décembre 2012, sous le titre « Lettre à un ami policier ».

26 mai 2012

Cher M***,

Il y a très longtemps que je n'ai pas eu de tes nouvelles. Comment ça va? De mon côté, je t'avoue que c'est plutôt difficile. Le conflit politique est pénible à plusieurs égards et me pèse, émotivement, physiquement, intellectuellement, artistiquement. Tu te rappelles peut-être qu'en 2004 j'ai commencé des études en littérature à l'UQAM. Après huit ans, je suis en train de les terminer. Il se passe beaucoup de choses en huit ans, des blessures, des ruptures, des décès, plusieurs déménagements. J'ai maintenant un petit gars, deux ans et demi passés, écoeurant, tu me dirais sûrement qu'il me ressemble, après l'avoir pris pour une fille car il a les cheveux longs et tout le monde s'y trompe. Moi, j'ai perdu pas mal de cheveux, surtout au front. Quand le conflit que nous traversons sera derrière nous, si une telle chose survient un jour, je déposerai mon mémoire de maîtrise. J'avais déjà pas mal de soucis avec le sujet, mais les événements du printemps me rajoutent quelques embûches. Vois-tu, j'écris de la fiction, mais je dois aussi écrire un essai, dans lequel je réfléchis aux paradoxes de l'engagement politique des écrivains.

Mettons-le au plus simple : je m'interroge sur la part individuelle que chacun amène à la collectivité et la part collective qui existe en chacun. Tu peux t'imaginer que les temps présents, s'ils m'éloignent de mon travail en saturant mon esprit (il est plutôt difficile de lire ou d'écrire dans le hululement des sirènes), m'imposent dans la réalité ce sujet qui demeurerait, il faut l'admettre, plutôt abstrait, plutôt livresque, très historique, donc appréhendé à rebours. Des libres penseurs en vue se plaisent à dire des étudiants qu'ils sont gâtés pourris et ne se tapent ces temps-ci qu'un beau congé et de belles marches de santé; je te garantis qu'ils apprennent beaucoup plus présentement, à propos de la société dans laquelle ils vivent, que dans un quelconque cours réformé d'éducation à la citoyenneté. Je ne t'écris pas en leur nom, et je ne parlerai pas non plus pour *nous* ou pour *tous*. Je ne parlerai jamais qu'en mon nom. Je remercie bien des gens de m'avoir appris à le faire. Mes parents et leur bibliothèque en premier lieu. Plusieurs écrivains. Et beaucoup, beaucoup de profs, du secondaire au deuxième cycle des études universitaires, certains devenus des amis.

Tu sais, M***, il m'arrive de penser à toi. Pas très souvent; rarement, même. Mais toute personne qu'on a côtoyée significativement dans sa vie laisse une trace en mémoire, et il arrive que, lorsque je regarde un match de water-polo à la télé durant les Jeux olympiques ou lorsque je sors à la piscine faire quelques longueurs, mon passé ressurgisse; je vais à sa rencontre d'une certaine manière, et à la tienne aussi, parfois. Je t'avoue que je conserve de toi la meilleure impression, comme sauveteur, comme supérieur, comme entraîneur,

comme coéquipier. Tu as toujours été à mes yeux un homme intègre et juste, un homme intelligent avec un excellent sens de l'humour. Des qualités que tu as encore, j'en suis certain, et que tes collègues d'aujourd'hui apprécient sans aucun doute. À l'époque, tu entrais à Nicolet et tu voulais devenir enquêteur dans les narcos. On était tous d'accord pour dire qu'arrêter des salopards qui se font des millions, des milliards, en vendant de la merde à des gens malades, était une bonne chose. Vous étiez plusieurs à vous diriger vers la carrière de policier. Je comprends tout à fait comment des sauveteurs peuvent se sentir appelés par cette vie. Les sauveteurs font exactement ça, servir et protéger. Ils font respecter des règlements, même ceux qui sont contestables (et il y en a beaucoup), parce que c'est leur job. Ils expulsent les contrevenants, l'adrénaline fuse quand vient le temps d'intervenir. Ça peut griser. Tu te rappelles les deux petits frères que j'ai sortis du douze pieds, un été, au grand soleil? Moi, je me souviens de ta petite, qui n'aurait pas dû oser le tremplin d'un mètre. Sur ces coups-là, c'est vrai, on a bien agi, courageux, vertueux. Presque des héros, au fond, même si c'était la moindre des choses. Je ne m'étonne pas non plus que plusieurs de nos coéquipiers se soient dirigés vers la carrière de policier. Le water-polo est un sport incroyablement violent malgré sa beauté et sa finesse, joué par des colosses toujours prêts à en découdre virilement, qui ne reculent pas devant le défi, un sport idéal pour quiconque veut sublimer colère et rage. Ce sont des candidats parfaits pour brasser du camarade. Le sport en général est un excellent exutoire pour la violence. Pas seulement parce qu'on file doux, après l'effort, quand on est gorgé d'endorphines. C'est un des rares domaines où la violence est permise et même encouragée. La société s'est ménagé quelques espaces où la violence fondamentale des humains peut s'exprimer, une sorte de cheminée, une soupape nécessaire. Les sports en sont. Les arts aussi. Pas étonnant qu'on réchappe nombre de jeunes à problèmes par la boxe ou la poésie.

Comme je te le disais plus haut, je m'intéresse aux paradoxes. C'est sans doute parce que je suis moi-même paradoxal, et je te fais l'aveu suivant : les policiers, je ne les apprécie qu'en des moments précis et ponctuels, par exemple lorsqu'ils arrêtent des meurtriers et des violeurs, ou lorsque je *dois* faire appel à eux, ce qui ne m'est pas arrivé souvent. Le reste du temps, ils m'inquiètent. Les policiers ne sont pas qu'en attente d'un appel à l'aide. Ils sont en quête, ils traquent le crime comme le sauveteur scrute sa piscine à la recherche d'une entorse au règlement, et bien que je sois le gars le plus honnête au monde (dressé par la loi et la morale, qui informe la caissière quand elle lui remet trop de monnaie, qui ne déclare que ce qu'il s'est effectivement fait voler, alors qu'il aurait vraiment besoin, pour son travail, d'un nouveau portable, et pour son plaisir, d'une nouvelle guitare), j'ai systématiquement l'impression que les policiers que je croise dans la rue me considèrent comme un criminel en puissance. Tu sais, comme quand on traverse les douanes? On est propre. On se sent sale.

Je pense qu'il y en a un bon paquet parmi les policiers qui aiment le crime, le souhaitent, sûrement même le provoquent. Au fond, que seraient-ils sans lui? Que vaudraient-ils, ne serait-ce que symboliquement, pour la société? Mais il y en a, de vrais bons policiers. La mesure et la rationalité, qui font tellement défaut ces temps-ci, exigent qu'on l'admette. Quand on se côtoyait, je me disais que tu en serais un excellent. F*** aussi, tellement doux, tellement bon. Un gars vraiment généreux. Je suis convaincu qu'il fait bien son travail. Pour D***, je l'ignore, je ne l'ai pas connu suffisamment, mais j'ai aussi un bon souvenir de lui. J***, par contre, un minable trou du cul que je ne veux plus jamais croiser ne serait-ce qu'en civil au supermarché, je considère qu'avec une arme à la ceinture, il est un danger pour les citoyens.

Je te confie que lorsque je t'ai vu dans un énième vidéo nous montrant la violence démesurée et hors de contrôle que tes collègues et toi exercez libéralement sur tout un chacun par les temps qui courent, mes bons souvenirs ont fait place à une colère extrêmement puissante. Je t'ai insulté très brutalement. J'ai arrêté l'image et je t'ai gueulé après pendant quinze bonnes minutes, à travers l'écran de mon ordi, j'en ai eu mal à la tête, ma blonde capotait. Une chance que mon petit dormait dans sa chambre à l'autre bout de la maison, loin de ma colère. Plus tard dans la journée, ma furie s'est calmée et a fait place à une grande tristesse. Dans ce vidéo, tu n'étais pas en train de tirer une fille par les cheveux, d'en traiter une autre de « crise de gouine », de poivrer un caméraman ou de matraquer un quidam qui sortait des Foufounes électriques au mauvais moment. Tu ne faisais que refuser de t'identifier. Parmi toutes les entorses au code de déontologie que les policiers québécois commettent ces temps-ci, c'est sûrement la moins grave. Mais elle trahit quelque chose de fondamental et ton regard triste, ta moue, ta façon de regarder ailleurs le prouvent par mille : vous avez peur. Vous êtes terrorisés. Que t'aurait-il coûté de décliner ton nom? Pas grand-chose, au fond, et ce geste t'aurait honoré : je m'appelle M*** et je vous demande de circuler. Pas de plainte à redouter. Un peu de respect à récupérer. Même que, si tu avais décliné ton identité comme l'exige ton code de déontologie, tu ne te serais probablement pas retrouvé dans le vidéo. Ne comprenez-vous pas que ce ne sont pas vos bons coups qui font les manchettes? Ne réalisez-vous pas le renversement qui a eu lieu et que c'est vous, désormais, qui êtes scrutés par la population, comme les baigneurs sont scrutés par les sauveteurs? Tu n'étais pas dans l'escouade antiémeute. Malgré ton casque, tu portais l'uniforme habituel bleu pâle du spvm. Même si, quand je t'ai vu refuser de t'identifier, je me suis emporté en te sommant de me dire comment tu te sentais à poivrer tout le monde, à briser des côtes et des bras en donnant la bastonnade tant souhaitée par les libres penseurs en vue, à tirer des explosifs dans les foules, rien ne me prouve que tu l'as fait un autre soir, et en cela ton honneur et mes souvenirs sont presque saufs. Mais tu formais un périmètre derrière lequel plusieurs (plusieurs!) de tes collègues menottaient une

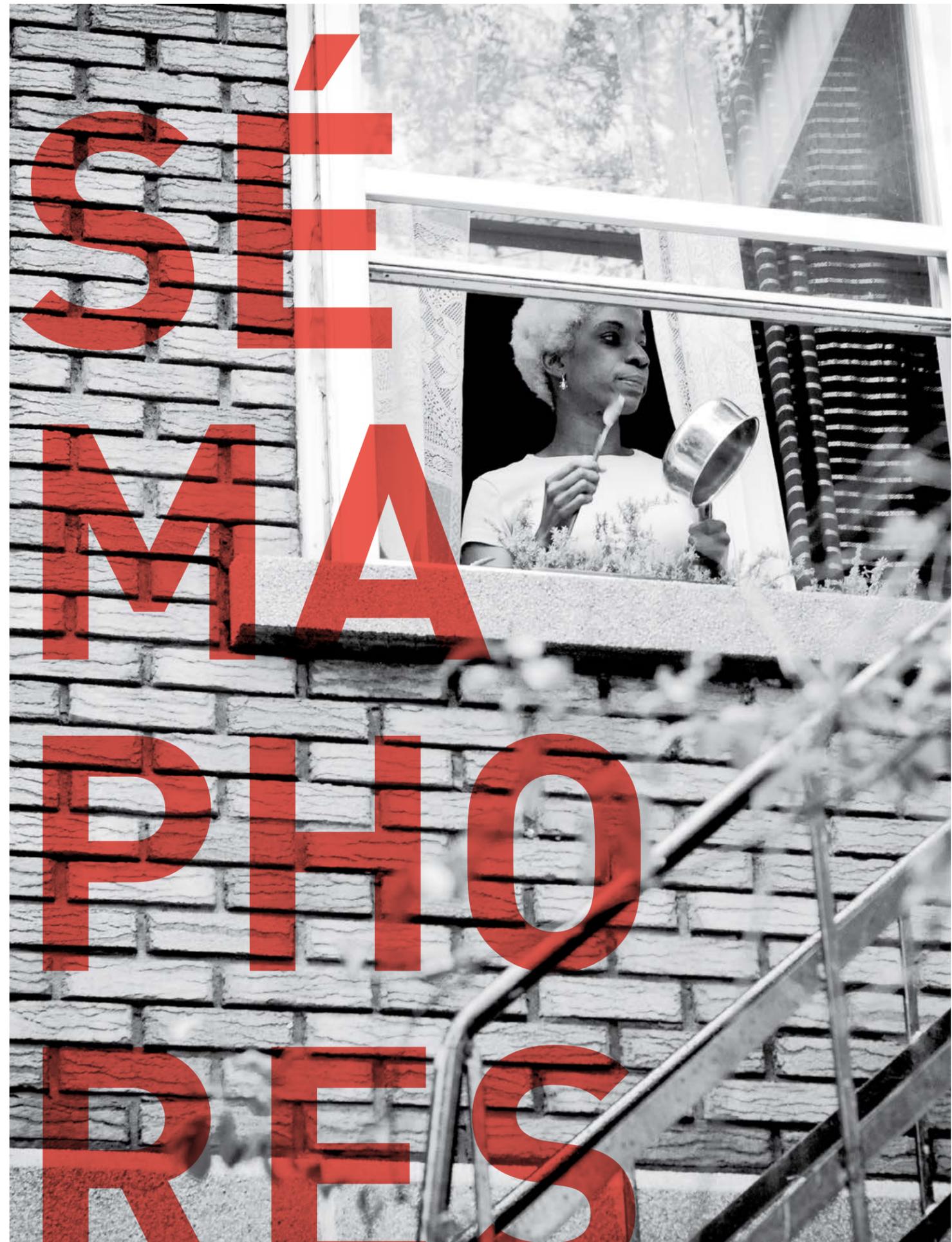
jeune femme habillée pour un party dans une discothèque, en la plaquant très fort contre un mur et en lui criant après pour des raisons inconnues, mais qui, on va se l'avouer, n'avaient évidemment rien à voir avec une quelconque menace pour l'ordre public, et tu te sentais complice de ce dérapage. J'ai vu tes yeux tristes. Tu n'es pas d'accord avec ce qui se passe. Mais tu t'exécutes, c'est ta job. Je me demande comment vous vous sentez quand, vers trois heures du matin, vous retournez ensemble dans vos quartiers prendre une douche et vous changer dans le vestiaire, gorgés d'endorphines. Y en a qui jubilent, c'est sûr. L'impunité, ça donne du courage noir aux mauvaises âmes. Ça corrompt les bonnes. Comme la loi de Charest et Legault restreint les libertés fondamentales du peuple, elle autorise du même coup le laxisme déontologique des forces de l'ordre. Tu comprends ce que je veux dire? Un plateau de la balance est alourdi, l'autre est allégé. Alors tes collègues, dans le vestiaire, tout contents et imbus de leurs nouveaux pouvoirs, blaguent à propos des gazelles qui fuient dans les documentaires du *National Geographic*. D'un côté le bétail. De l'autre, les chasseurs. Ils font un pool pour récompenser celui qui aura fait, à la fin du conflit, le plus d'arrestations, celui qui permettra à la Ville de récupérer le plus d'argent en contraventions : « Hey, G***, t'es en avance! Dix-neuf communistes à terre, plus deux mille quatre cent soixante-sept piastres pour notre overtime! » Mais y en a aussi qui rentrent contrits et piteux, c'est certain. Ça les démonte de faire la job sale d'un mafieux en panique. Je pense que tu fais partie de ceux-là.

Et malgré ma colère, malgré mon indignation totale devant ce qui se produit, je suis content de t'avoir vu dans ce vidéo. L'image que les médias renvoient de la répression policière fait de vous des robots sans âme, habillés pour l'hécatombe, en pelotons qui s'avancent au pas cadencé, qui frappent, gazent et tirent à bout portant (avec un arsenal incroyablement puissant, mais non létal, ne vous inquiétez pas) sur des gens sans protection. Des robots sans âme qui ne diront jamais non parce qu'ils sont programmés pour ça, parce que la pyramide pointe vers le haut, et que c'est de là que vous vient le programme de la soirée, le programme de la vie. Mais ton visage, tes yeux tristes, surtout, ont ramené un peu d'humanité sous l'armure. Vous pensez à votre famille, à votre endettement démesuré, à votre hypothèque, à vos paiements de char, à votre salaire, à la honte des mesures disciplinaires, à l'esprit de corps du clan. Vous êtes prisonniers de votre condition et il est tout simplement inconcevable pour vous de refuser les ordres. Vous êtes comme tous les autres travailleurs, dépendants de votre emploi, pour lequel vous vous compromettez qu'importe vos valeurs, ou mieux, pour lequel vous *modifierez* vos valeurs : vous êtes de la classe moyenne. Tout cela est d'une incroyable tristesse, oui. Tes yeux le confirment. Moi-même, j'ai pleuré plusieurs fois dans les dernières semaines. J'oscille entre l'abattement abyssal et la fureur. Charest est un menteur et un voleur, ça, tout le monde

le sait. Mais au mensonge et au vol s'est ajoutée l'agression, et ça, c'est un crime impardonnable. Je trouve inqualifiable que des hommes comme toi ou F*** se trouvent contraints de le perpétrer en son nom. Et le pire dans tout ça est que les Québécois ont une conscience politique et historique si faible que ce pourri a des chances de s'en tirer quand même. Ce serait le bout. Mais c'est possible. L'establishment en serait très content, et ses estafettes travaillent vigoureusement pour que ça se produise.

M***, tu as choisi l'anonymat et je te comprends. Un nom est difficile à porter, j'en sais quelque chose. Dans ma colère, mon réflexe a été de déposer une plainte, mais j'ai plutôt choisi de m'adresser par cette lettre à l'homme qui se cache sous ton titre. Je ne fonde aucun espoir en cette adresse, en sa capacité de te toucher. Je l'essaie quand même, ne serait-ce que pour me soulager. Les institutions du SPVM, du SPVQ, de la SQ, du SPVG, du SPS, alouette, sont définitivement entachées par ce que j'ai vu durant ces derniers mois. Mon opinion à leur endroit n'était pas très élevée; maintenant, elle est irrécupérable. Mais les individus qui font partie de ces institutions peuvent encore mériter mon respect. Il s'agit de s'interroger sur la part individuelle que chacun amène à la collectivité et la part collective qui existe en chacun. La tâche est lourde, mais on peut essayer. Peut-être est-ce même un des effets collatéraux de la littérature, qui pourtant, on le sait, est en soi inutile et n'a de compte à rendre à personne. J'espère qu'un jour on se croiera de nouveau, peut-être au supermarché, peut-être dans la rue, quand tu me hélaras, la main sortie par la fenêtre de ton véhicule de patrouille, et que nous parlerons de tout ça tranquillement, en riant si possible, et peut-être aussi de ces tournois que nous avons gagnés et perdus ensemble il y a si longtemps.

Courage, mon ami.





Héraldique des armes

Quelques considérations sur le carré rouge et ses affinités idéologiques

François D. Prud'homme

François D. Prud'homme est diplômé en création littéraire, en scénarisation cinématographique et en études classiques. Depuis janvier 2013, il poursuit ses études en sémiologie à l'UQAM.

Les images les plus belles sont souvent des foyers d'ambivalence.
— Gaston Bachelard¹

Symbole polysémique par excellence, le carré rouge véhicule une charge imaginaire assez vaste pour pouvoir être interprété avec une grande liberté. Il tire paradoxalement tout son sens d'un bassin de connotations si anciennes que sa signification échappe à ses créateurs et devient vite ambivalente. À partir de la polysémie du carré, et en lui conjoignant les différentes interprétations prêtées à la couleur rouge, il devient possible de déployer toute la puissance mobilisatrice de cette arme symbolique.

Le carré est, selon une étude de Gérard de Champeaux et Dom Sébastien Sterckx, l'un des quatre symboles fondamentaux avec le centre, le cercle et la croix². Dans plusieurs traditions ésotériques ou religieuses orientales et occidentales, la genèse de notre monde est représentée comme une suite de régénérations illustrée par la procession de ces quatre symboles. La dernière mutation est représentée par le carré, qui symbolise la matérialité

de la terre, une fois séparée du ciel (le cercle), et divisée en ces quatre points cardinaux (la croix) par son créateur (le centre). Dans cette perspective,

[l]e carré est une figure anti-dynamique, ancrée sur quatre côtés. Il symbolise l'arrêt, ou l'instant prélevé. Le carré implique une idée de stagnation, de solidification ; voire de stabilisation dans la perfection [...] Tandis que le mouvement aisé est circulaire, arrondi, l'arrêt, la stabilité s'associent avec des figures anguleuses, des lignes heurtées et saccadées³.

À la lumière de cette interprétation, on peut se demander pourquoi les étudiants en grève n'ont pas revendiqué le cercle comme figure symbolique de la cause qu'ils défendent. Le cercle renvoie à la voûte étoilée, au mouvement et au destin, et donc, par analogie, à l'avenir et à la jeunesse ; il serait par extension un symbole de changement et de renouvellement, qu'on serait en droit d'attendre d'un collectif étudiant qui descend dans les rues pour exiger une voie vers le progrès. Mais la petite pièce de feutrine rouge n'est pas, comme le veut la croyance populaire, un symbole créé à dessein pour le mouvement étudiant. La recherche sociohistorique permet de dater du 5 octobre 2004 la première apparition du symbole carmin, lors de la présentation des membres du Collectif pour un Québec sans pauvreté, qui s'opposait alors au projet de loi 57 sur l'aide sociale, devant la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale⁴. Le carré rouge appelle ainsi à la présentation devant une instance faisant figure d'autorité.

Repris l'année suivante par un premier mouvement de grève étudiante amorcé contre une coupe de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études imposée par le gouvernement Charest, le carré rouge, affublé du slogan « Carrément dans le rouge », devient aussitôt l'emblème d'un mouvement contre l'endettement étudiant. En d'autres termes, ce deuxième mouvement devient l'amplification du mouvement initial contre l'appauvrissement social déjà amorcé en commission parlementaire.

Cette utilisation extensive du symbole rejoint par analogie les connotations d'interdiction, de sacrifice et de limite, condensées dans la couleur rouge sombre, d'où « le rouge des feux de circulation routière, » nous rappelle le *Dictionnaire des symboles* de Chevalier et Gheerbrant⁵. Les auteurs font encore la distinction entre le rouge vif et le rouge foncé : le premier incitant à l'action, en tirant son énergie de la couleur du feu, est proche du soleil par analogie d'effet, symbole diurne et tonique, et le second, le rouge foncé, qui devient par opposition et antinomie symbole de mort, nocturne et passif.

Une deuxième ambivalence sémantique de la couleur rouge peut encore être relevée dans une autre affinité connotative avec le mouvement étudiant. Dans plusieurs traditions, en effet, le rouge est la couleur du combat :

[...] incarnant la fougue et l'ardeur de la jeunesse, le rouge est aussi et par excellence, dans les traditions irlandaises, la couleur guerrière [...] Ainsi, avec cette symbolique guerrière, semble-t-il bien que perpétuellement le rouge soit l'enjeu de la bataille [...] tant de drapeaux rouges, flottant au vent de notre temps, le prouvent!⁶

Dans un contexte de lutte, la couleur rouge devient alors signifiante d'action, et ultimement, de survie. Elle renvoie au sang qui coule sur les champs de bataille, mais aussi, par extension, à ce signifié passif par excellence, le sang qui circule dans les artères pour oxygéner un corps entier – à l'image de la jeunesse étudiante qui descend comme un seul homme dans les rues à la nuit tombée, pour affronter l'escouade antiémeute du SPVM. L'action urbaine vise pareillement à donner une ampleur sociale et un plus grand souffle médiatique au mouvement de contestation, par le militantisme actif.

Dans cette perspective historique, le carré rouge épinglé sur le cœur n'est pas sans rappeler le miraculeux Carillon de Sacré-Cœur, drapeau national des Canadiens français, certes adopté par la société Saint-Jean-Baptiste en 1926, mais circulant déjà clandestinement dans la population dès le milieu du XIX^e siècle : le Carillon-Sacré-Cœur d'azur à croix d'argent, écartelé de fleurs de lys,

chargé d'un Sacré-Cœur-de-Jésus entouré de rameaux d'érable, et couronné d'une flamme, aurait, comme bannière guerrière et selon la légende, son origine historique dans la mythique bataille de Fort Carillon⁷.

Cette frontalité du symbole central, le Sacré-Cœur, qui remplacera sémantiquement le visage ornant auparavant le centre du drapeau, en fait au sens noble une *arme*, un emblème qui représente, par métonymie, l'ensemble d'une personne physique ou morale – le mouvement contre la hausse, par exemple, dans le cas qui nous intéresse. Le symbole se trouve encore affecté par la qualité de son support textile; il devient le signe extérieur d'une vérité intérieure. De prime abord, le carré rouge représente certes le mouvement étudiant contre la hausse, mais il renferme aussi l'idée du ralliement entier d'une armée derrière les principes qu'il entend défendre. Cependant qu'à son époque, le Sacré-Cœur manifestait déjà, dans le domaine du sensible, un invisible privilège de naissance, celui de la filiation, dans le cas du carré rouge, les idées progressant avec l'époque, nous préférons désormais parler de filiation de pensée, d'affinités idéologiques dans le combat politique.

⁵ G. BACHELARD, *La terre et les rêveries de la volonté*, Paris, Éditions Corti, 2004, p. 15.

⁶ « ...le centre est avant tout le Principe. La Polaire fournit l'expression naturelle la plus éclatante de ce symbolisme [...] Le cercle est le deuxième symbole fondamental. Les astres circumpolaires en dessinent incessamment la figure sacrée dans le ciel [...] Autour de l'étoile fixe, le cercle fixe de chaque étoile apparaît comme la première manifestation du Point primordial [...] Les deux derniers symboles fondamentaux sont la croix et le carré [...] Ces deux symboles corrélatifs de la croix et du carré sont universellement reconnus comme des symboles parfaits de la terre. Nous entendons par terre tout ce qui s'oppose au céleste transcendant [...] La figure carrée, et plus précisément l'équerre qui en est l'élément fondamental, matérialise symboliquement deux directions spatiales ; c'est le système bien connu des coordonnées cartésiennes [...] La croix est encore cette figure qui joint deux à deux les points diamétralement opposés, communs au cercle et au carré inscrit. » – G. DE CHAMPEAUX & D. S. STERCKX, *Introduction au monde des symboles*, Saint-Léger-Vauban, France, Zodiaque, 1966, p. 23-31.

⁷ *Ibid.*, p. 30-31.

⁸ V. GAUDREAU, « Le tour du carré rouge », *La Presse/Le Soleil*, 31 mars 2012. En ligne : <<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201203/30/01-4511226-le-tour-du-carre-rouge.php>>, page consultée le 10 septembre 2012.

⁹ J. CHEVALIER & A. GHEERBRANT, *Dictionnaire des symboles*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 831.

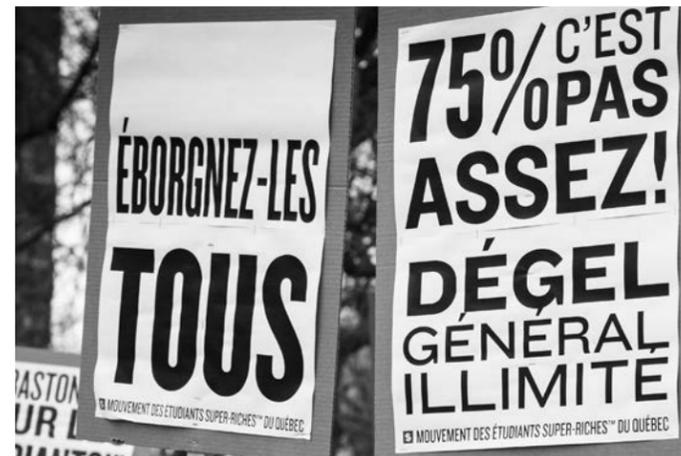
¹⁰ *Ibid.*, p. 832-833.

¹¹ C.-J. MAGNAN, *Le Carillon-Sacré-Cœur, drapeau national des Canadiens français*, Québec, L'Action catholique, 1939, p. 39.

L'envers du rouge

Quelques considérations sur le carré vert et la polarisation politique

Anne-Marie David



L'auteure étudie la littérature à l'Université de Montréal.

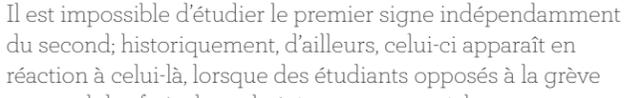
Celui qui ne connaît que ses propres arguments connaît mal sa cause.
— John Stuart Mill, *De la liberté*, 1859.

Le thème choisi peut sembler hors sujet – ou à tout le moins un brin dysphorique – dans le cadre d'un dossier dont le titre comme le contenu affichent ouvertement une prédilection iconographique pour le rouge. Qui plus est, il est indéniablement difficile d'accorder une très grande crédibilité à ceux qu'on a appelé les « verts » et à leur carré. Lorsqu'il est devenu de notoriété publique que le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ) n'avait jamais existé à l'extérieur des réseaux sociaux, ses « porte-parole » se sont faits très discrets, tandis que le pionnier de la judiciarisation du conflit, Laurent Proulx, s'avérait un « fainéant¹ » hors pair en abandonnant le cours pour lequel il avait obtenu une injonction. Pourtant, en dépit de ce manque criant d'organisation – et parfois d'arguments pour étayer leurs positions² –, ces « verts » ont par moments pris une réelle importance au cours du « printemps érable », et ce en premier lieu dans le discours de leurs adversaires, ceux qu'on désignera par commodité comme les « rouges ». Ils y deviennent repoussoirs, voire réceptacles de haine : « Je vous déteste », conclut par exemple à leur endroit Murphy Cooper,



alias « Le Détesteur », dans l’exercice d’exécration qu’il leur a dédié sur *Nightlife.ca*⁸. Cette force insufflée au carré vert, toute péjorative et fantasmée qu’elle soit, montre que la figure a une place – excentrée, s’entend – dans l’imaginaire de la grève. Il est conséquemment utile et nécessaire de dégager les significations plurielles qu’elle se donne et qu’on lui prête, pour arriver à une appréhension globale de l’effervescence sociale qui a durablement secoué le Québec.

Le carré vert, en effet – et dans une certaine mesure la multiplication des quadrilatères de feutre en général : on en a vu apparaître au fil des semaines des variantes blanches, bleues, roses, jaunes, brunes, noires! – est une caractéristique distinctive de la grève de 2012. Car si cette dernière appelait à ses débuts les comparaisons avec celle de 2005, elle a gagné peu à peu une ampleur qui, en sus de sa durée, la différencie nettement de sa devancière. Des enjeux plus nombreux et plus profonds, des débats de société plus larges, des oppositions plus franches : 2012 accoucha d’un contexte extrêmement divisé, en somme, au sein duquel les carrés multicolores ont surgi comme autant de matérialisations plastiques de la polarisation du conflit. Le carré vert en vint ainsi à cristalliser la négativité du carré rouge, son « frère ennemi » étudiant avec lequel il entretient une relation à la fois antagonique et complémentaire.



FORMES SYMÉTRIQUES

Il est impossible d’étudier le premier signe indépendamment du second; historiquement, d’ailleurs, celui-ci apparaît en réaction à celui-là, lorsque des étudiants opposés à la grève et au gel des frais de scolarité commencent à le porter en février 2012 (peu après le déclenchement de la Grève générale illimitée). C’est alors pour eux une manière de donner « le feu vert » à la hausse et de manifester, du même coup, leur refus des positions incarnées par la couleur complémentaire. Se définissant ainsi par rapport au carré rouge, cependant, ils déplacent rétrospectivement la signification initiale de ce dernier. En 2005, les grévistes empruntaient ce qui était alors l’emblème du mouvement Pour un Québec sans pauvreté afin de signaler que leurs comptes en banque à eux aussi étaient « carrément dans le rouge », résultat d’une précarité estudiantine autoproclamée relayée par l’acronyme de l’ancêtre de la CLASSE, la défunte CASSÉE⁴. Mais depuis l’apparition du carré vert, ces étudiants pauvres, fauchés, cassés, sont devenus les partisans d’un « feu rouge », soit d’un arrêt.

Au long de la grève, ce statisme artificiellement prêté au carré rouge, en opposition à une plus grande mobilité de son contraire, est retransmis – sans grande surprise – par le discours gouvernemental et une bonne part des médias : il s’enchâsse alors dans un argumentaire antiégalitariste qui cherche à déboulonner les prétentions progressistes du mouvement



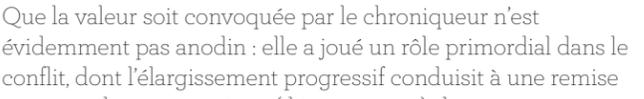
étudiant. En introduction du « Devoir de philo » du 17 mars 2012, Jean Laberge se livre à une réflexion symptomatique de cette tendance : « Si l’on me demande pourquoi je porte un carré vert, je réponds qu’au feu vert, on avance et qu’au rouge, on *s’immobilise*. Qui veut *immobiliser* le Québec?

Les ‘anti-hausse’ feraient-ils *régresser* la société québécoise? Selon nous, le philosophe britannique Derek Parfit (1942) aurait tendance à le penser⁵. »

Les étudiants en grève se voient cantonnés dans un rôle de refus – qu’ils choisissent évidemment en partie eux-mêmes, avec des mots d’ordre tel « Bloquons la hausse » – qui ne comporte pas de versant affirmatif. Dès lors, l’une des visées du mouvement est de renverser ce jugement imposé à la fois par soi et par les autres, en brandissant bien haut la dimension positive du carré rouge. Marc-André Cyr, un chroniqueur du *Voir* favorable à la cause, entre dans ce jeu lorsqu’il analyse une dialectique du oui et du *non* à l’œuvre, selon lui, dans les positions étudiantes : « Au départ, donc, un cri strident : ‘Non!’ […] Autrement dit, chacun des ‘non’ porte en lui mille ‘oui’. Derrière le ‘non à la hausse’ se trouve l’accessibilité, voire la gratuité scolaire [...]. Derrière ce ‘non aux injonctions’ se trouve [*sic.*] le droit de grève et la démocratie directe, etc⁶. »

Les orientations discursives des carrés en présence semblent donc se repousser mutuellement autour d’un axe qui serait celui du zéro ou encore de la neutralité idéologique : chacun essaie d’occuper le pôle positif – qui fait avancer les choses, qui fait progresser la société – tout en reléguant son adversaire dans le camp négatif, celui de l’immobilisme et de la stagnation sociale.

Qui a raison? Étant donné la proximité encore très grande de l’objet-grève et les passions politiques qu’il exacerbe, il est extrêmement difficile de tenter une réponse non partisane. Indispensable, pourtant, puisque l’opération nécessite l’étude de l’opinion adverse, ce qui contribue à enrichir la compréhension qu’on a de la nôtre : seule la confrontation des idées entre elles préserve la vitalité de toute pensée. Pour réaliser – de façon bien partielle – ce débat, je propose d’examiner le fonctionnement de la réflexion sémantique qu’on a vue agissant entre carré vert et carré rouge, et ce au moyen d’un des exemples amenés par Cyr : la démocratie.



DÉMOCRATIE AU PLURIEL

Que la valeur soit convoquée par le chroniqueur n’est évidemment pas anodin : elle a joué un rôle primordial dans le conflit, dont l’élargissement progressif conduisit à une remise en cause de notre système (démocratique) de gouvernement. De manière plus ciblée, la relation établie dans l’extrait cité entre l’opposition aux injonctions des « rouges » et leur



revendication d’une démocratie directe m’intéresse ici, car ces mêmes injonctions peuvent elles aussi être appréhendées en tant qu’indice d’une conception particulière de la démocratie⁷. Il m’apparaît en effet que l’idéal supposément partagé prend des formes différentes selon qu’il est revendiqué par les « rouges » ou les « verts », lesquelles fondent des visions antinomiques des rapports de l’individu à la collectivité à laquelle il appartient. D’un côté, les demandeurs d’injonctions considèrent les décisions prises en assemblées générales et les concernant comme les produits de ce qu’André Pratte appelle la « tyrannie d’une minorité⁸ » et en combattent le bien-fondé à l’aide d’arguments d’inspiration libertarienne. Dans cette optique, la liberté du sujet individuel prime sur la volonté commune, ce qu’exprime bien le détournement du slogan syndical « *So-so-so! Solidarité!* » en « *Sau-sau-sau! Sauvons la session!* » : l’impératif abstrait et fédérateur est délaissé au profit d’une demande particulière concrète. « Vouloir interdire l’accès [aux cours] des étudiants non contestataires mérite donc un carton rouge pour déni de démocratie⁹ », explique Laberge, puisque ceux-ci sont individuellement justifiés d’aller à l’encontre d’une grève qu’ils ne reconnaissent pas. Or – et c’est là que le bât blesse –, ces mêmes « verts » anti-solidaires qui reprochent aux étudiants mobilisés d’imposer leurs idées au mépris d’une hypothétique « majorité » critiquent du même souffle leur opposition à un « gouvernement élu ».

Ce dernier ayant été l’objet d’un suffrage universel, tout citoyen se devrait de respecter ses résolutions, loi spéciale comprise – « il s’agit là d’une procédure parfaitement démocratique parce que le gouvernement gouverne avec la *légitimité* qui l’a mis au pouvoir¹⁰ » – quitte à en appuyer un autre la prochaine fois s’il n’est pas content. Mais de quel droit, alors, un étudiant peut-il rejeter ce même processus lorsqu’il régit les assemblées de son association? La réponse courante à l’objection – sous des couvertes démocratiques, ces assemblées ne le sont pas *vraiment* – est fallacieuse, ne serait-ce que parce qu’elle se base sur la dénonciation de certains procédés, comme le vote à main levée¹¹, également pratiqués en caucus politiques par ce même gouvernement. Le pragmatisme douteux dissimule le substrat idéologique qui fonde le paradoxe : tenir un double discours sur la démocratie, c’est accepter de moduler sa valeur selon les niveaux où elle est exercée, ce qui revient à reconnaître l’existence de plusieurs démocraties pour en discréditer une partie. Or, nier ainsi l’essence singulière du concept contrevient à sa définition. Le pouvoir (*krátos*) n’appartient pas au peuple (*dêmos*) si les voix de certaines de ses instances sont rejetées au profit de certaines autres : cette primauté et cette disqualification sont plutôt la preuve d’une stratification hiérarchique au sein dudit peuple, anti-démocratique en soi.

La démocratie dont se targuent les « verts » est exclusivement parlementariste et elle néglige certains de ses propres fondements, tandis que les « rouges » – du moins selon Cyr –, défendent les principes de la démocratie directe. Si l’affirmation



n’a certes jamais eu la même valeur d’une association à une autre, il demeure que l’ensemble du mouvement étudiant prône un processus de consultation véritable. Le manifeste de la CLASSE publié en juillet dernier fait ainsi la promotion d’un mode décisionnel communautaire, décentralisé dans l’espace et le temps : « Notre vision, c’est celle d’une démocratie directe sollicitée à chaque instant. C’est celle d’un Nous qui s’exprime dans les assemblées : à l’école, au travail et dans les quartiers. Notre vision, c’est celle d’une prise en charge permanente de la politique par la population, à la base, comme premier lieu de la légitimité politique¹². »

La « légitimité », strictement gouvernementale chez Laberge, est l’affaire de tous pour la CLASSE : « la population » devient l’institution politique première, dans une inversion complète (encore une) du principe de représentativité électorale mis de l’avant par le philosophe « vert ». Car ce précepte est dépeint de manière délétère par les militants étudiants – si « leur démocratie [...] ne se vit qu’une fois tous les quatre ans », c’est qu’elle est habituellement morte –, qui y voient plutôt un cycle immuable et lénifiant : « elle ne sert trop souvent qu’à changer les visages¹³ ». Il est dès lors impossible de raccorder les deux conceptions politiques proposées, qui procèdent en fait de manières radicalement différentes – « horizontale » et « verticale », pour reprendre un vocabulaire en vogue – d’articuler l’individuel et le collectif.



COLLECTIVITÉS ANTITHÉTIQUES

Dans un beau texte paru en juin sur le blogue *Profs contre la hausse*, Judith Trudeau et Stéphane Chalifour, professeurs de sociologie et de sciences politiques au Collège Lionel-Groulx, posent que « les événements qui ont scandé l’actualité entre février et juin 2012 témoignent de la rencontre inédite dans l’histoire de la modernité québécoise entre l’individu et le collectif. » En résulte l’émergence d’« un NOUS aux contours fluides¹⁴ », proche sans doute de celui qu’appelle le manifeste de la CLASSE, censé rassembler sans les contraindre les volontés plurielles qui l’animent. Le carré rouge, un *symbole* à la connotation ouverte – son histoire est antérieure à la grève et, dans le sillage de cette dernière, il est devenu l’emblème d’une contestation plus étendue – représente bien cette entité rhizomique à laquelle il renvoie sa propre souplesse sémantique. En contrepartie, le carré vert n’a jamais été qu’un signe au champ référentiel restreint, un simple *code*. Comme tel, il correspond adéquatement au JE limité qui s’en revendique et à la démocratie promulguée par ses porteurs : une démocratie soumise à l’idée de liberté individuelle, coupée d’un horizon véritablement collectif.

Si les deux figures participent d’un imaginaire commun de la grève, comme je l’ai posé plus haut, force est de constater qu’elles ne parlent pas du tout le même langage : à travers

les opinions politiques divergentes, ce sont des façons de concevoir le réel et le politique qui s'affrontent. Le fossé – Jean-François Lyotard dirait le « différend » – est à la base d'un antagonisme qui semble insurmontable, car il « ne [peut] pas être tranché équitablement faute d'une règle de jugement applicable aux deux argumentations¹⁵ ». Cette incompréhension profonde entre les partis en présence reflète curieusement celle qui règne au cœur même de l'objet du litige, l'université. La mutation qu'elle subit et qui va s'accéléralant sous la pression néolibérale serait en effet imputable au choc de modèles institutionnels incompatibles, dont la victoire progressive de l'un – nouveau ou « américain » – sur l'autre – dit « classique » – serait à l'origine de ce que Michel Freitag identifiait dès 1995 comme son « naufrage¹⁶ ». La mésentente règne à tous les étages du conflit et la bataille sémiotique des carrés rouge et vert n'en est qu'un visage : une manière de concevoir nos rapports les uns aux autres et au savoir est en jeu.



¹ Jacques VILLENEUVE lors du Grand Prix de Formule 1 de Montréal en juin 2012, à propos des étudiants en grève (dont l'auteure).

² Les articles d'Arielle GRENIER dans le *Huffington Post* sont particulièrement révélateurs à cet effet. Spécialement « La démocratie étudiante à coups de akis sac [sic.] et bombes puantes » (21 avril 2012). En ligne : <http://quebec.huffingtonpost.ca/arielle-grenier/democratie-etudiante-bombes-puantes_b_1442624.html>.

³ Murphy COOPER, « Le Détesteur : le carré vert est le nouveau Ed Hardy », *Nightlife.ca*, 29 mai 2012. En ligne : <<http://www.nightlife.ca/divertissement/le-detesteur-le-carre-vert-est-le-nouveau-ed-hardy>>.

⁴ Les deux associations furent tour à tour des regroupements provisoires formés par l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) en contexte de grève. La CLASSE désignait la Coalition large de l'ASSÉ tandis que la CASSÉE se préférait Coalition de l'ASSÉ élargie : les deux acronymes renvoient sensiblement à la même réalité pratique, mais leurs connotations onomastiques sont très différentes.

⁵ Jean LABERGE, « Le Devoir de philo – Derek Parfit porterait le carré vert », *Le Devoir*, 17 mars 2012. En ligne : <<http://www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo/345283/le-devoir-de-philo-derek-parfit-porterait-le-carre-vert>> (je souligne). L'article, dans lequel les étudiants pauvres sont notamment comparés à des enfants handicapés, a suscité de vives réactions dans le milieu philosophique : si les arguments de l'auteur (qui enseigne lui-même la philosophie au collégial) sont parfois douteux, son utilisation du prioritarisme le serait tout autant et dénaturerait la théorie de Parfit.

⁶ Marc-André CYR, « Crier plus fort », *Voir.ca*, 21 juin 2012. En ligne : <<http://voir.ca/marc-andre-cyr/2012/06/21/crier-plus-fort/>>.

⁷ C'est du moins l'idée que j'ai tenté de développer dans un texte publié en mai dans *Fermaille* et auquel j'emprunte dans les lignes qui suivent.

⁸ Si l'expression est souvent revenue sous sa plume durant la grève, c'est en particulier le titre de son éditorial du 30 avril 2012. André PRATTE, « La tyrannie de la minorité », *La Presse*. Disponible en ligne : <<http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/andre-pratte/201204/30/01-4520255-la-tyrannie-de-la-minorite.php>>.

⁹ Jean LABERGE, « Carton rouge aux rouges : déni de démocratie », *En quête de sens* (blogue de l'auteur), 13 avril 2012. En ligne : <<http://enquetedesensjl.blogspot.ca/2012/04/carton-rouge-aux-rouges-deni-de.html#comment-form>>.

¹⁰ *Ibid.* Je souligne.

¹¹ Dépréciation toujours assaisonnée d'une bonne dose de condescendance ironique, comme l'a prouvé à maintes reprises Richard MARTINEAU : « Démocratie express : comment compter des centaines de mains levées en moins de dix secondes (un tour de passe-passe particulièrement ingénieux qui a stupéfié David Copperfield lui-même). » – « The Gabriel Nadeau-Dubois World Tour », *Le Journal de Montréal*, 13 juillet 2012. Disponible en ligne : <<http://www.journaldemontreal.com/2012/07/13/the-gabriel-nadeau-dubois-world-tour>>.

¹² « Nous sommes Avenir. Manifeste de la CLASSE », 12 juillet 2012, p. 2. Disponible en ligne : <http://issuu.com/asse.solidarite/docs/manifeste_classe/7>.

¹³ *Ibid.*, p. 3.

¹⁴ Stéphane CHALIFOUR et Judith TRUDEAU, « Rouge comme un printemps », *Profs contre la hausse*, 17 juin 2012. En ligne : <<http://profscontrelahausse.org/billets/rouge-comme-un-printemps/>>.

¹⁵ Jean-François LYOTARD, *Le différend*, Paris, Minuit, 1983, p. 9.

¹⁶ Michel FREITAG, « Le naufrage de l'université », dans *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec-/ Paris, Nuit blanche-/ La découverte, 1995, p. 27-71.

CUTV : The Revolution will be Televised

Sandrine Champigny

L'auteure étudie le journalisme à l'UQAM.

Au centre d'une crise sans précédent au Québec, les médias se sont lancés de tous les côtés pour réussir à couvrir ce qu'ils ont convenu d'appeler le Printemps érable. Mais au milieu de la mêlée, un petit joueur, invisible ou presque avant que le rouge n'envahisse les rues, s'est démarqué. Tellement démarqué que certains des plus gros joueurs qui ont voulu suivre le conflit en direct se sont tournés vers le média universitaire en question, CUTV, s'arrogeant parfois même illégalement ses images.

La Concordia University Television était toujours au premier plan, de jour comme de nuit, avec des caméramans dévoués, qui se mêlaient aux manifestants et allaient de l'avant, comme personne des grands réseaux n'a osé le faire. Être au service de l'information, voilà le cœur de la mission de la télévision universitaire, mandat qui s'est cristallisé durant la grève. Plus en marge de la marée rouge, issue d'une université anglophone, frange moins militante, sinon pas du tout du mouvement étudiant, CUTV s'est pourtant sentie interpellée par ce qui se déroulait dans les rues de Montréal. « CUTV est une télévision étudiante, au service des étudiants, et quand nous avons vu ce qui se passait, ce que les étudiants faisaient pour tenter d'annuler la hausse des frais de scolarité, nous nous sommes lancés dans la masse », explique Laith Marouf, le directeur de CUTV. Comme la majorité du financement de CUTV est issu

des cotisations étudiantes, la télévision communautaire se devait de représenter ses donateurs. « Nous voulions donner une voix médiatique aux étudiants », poursuit le directeur de la station.

La grève aura été un véritable combat pour CUTV, qui tenait à être de toutes les manifestations. D'ailleurs au plus fort de la grève, alors que faisait rage la violence lors notamment du Congrès du PLQ à Victoriaville ou du Salon Plan Nord au Palais des congrès à Montréal, l'auditoire de la station Internet avoisinait les 100 000 « connectés ». Pourquoi s'investir autant? Parce que, comme le clame haut et fort CUTV, « The revolution will be televised ». Ce mantra, que la station défend haut et fort, reste d'actualité, même si la grève est terminée. « Nous pensons encore que la révolution sera télévisée. L'avenir de la télé n'est pas menacé, avec la diffusion sur Internet, l'accès est partout », indique Laith Marouf. Reste à étendre la révolution partout également.

Site officiel de CUTV : <<http://cutvmontreal.com/>>.

COMPLÉMENT D'INFORMATION :

Le Collectif 22, « CUTV, Montréal : La télévision étudiante socialement engagée », *Mediapart*, 31 mai 2012. En ligne : <<http://blogs.mediapart.fr/blog/collectif22/310512/cutv-montreal-la-television-etudiante-socialement-engagee>>.

Rabbit Crew

Du port du masque et de quelques pratiques médiatiques pernicieuses

Mathieu Rolland

Suite à ses études cinématographiques, Mathieu Rolland étudie la traduction à l'Université Concordia. Il est le chef du pupitre cinéma pour l'Artichaut.

Si vous avez été présent lors des nombreuses marches du printemps passé, il vous est fort probablement arrivé d'apercevoir au-dessus de la masse manifestante les oreilles de lapin du *Rabbit Crew*. Armés d'un masque blanc, de longues oreilles, de blousons à l'effigie de lapins et de beaucoup d'attitude, les membres du *Crew* se sont très vite taillé une place dans l'imaginaire visuel du mouvement de protestation. Certains ont critiqué leur ludisme et leur désinvolture, sous prétexte qu'ils nuisaient à la cause, d'autres les ont pris trop au sérieux. Pour la majorité, le *Rabbit Crew* aura été un collectif critique, original et rassembleur.

Dans un petit café déprimant, j'ai rencontré deux des membres du *Crew* (qui désirent rester anonyme) afin d'obtenir leur point de vue sur leur implication durant la grève.

Les membres du *Rabbit Crew* étaient à la base tous des amis qui, dès le début de la grève, se sont mobilisés. Ils ont fondé le Fil rouge, une initiative ayant pour but de faire circuler de l'information et d'établir des contacts entre les différents groupes militants. Très vite, certains membres du groupe ont senti qu'ils pouvaient faire plus, ou, du moins, faire quelque chose de différent. Ils se reconnaissaient peu dans les initiatives

des autres groupes et cherchaient à militer avec les armes qu'ils connaissaient, à savoir l'humour, l'animation et, je cite, « les conneries ».

Les lapins sont ainsi apparus pour la première fois lors de la Grande Mascarade. Selon le *Crew*, c'était un moment difficile pour les manifestants : le gouvernement refusait depuis des semaines de rencontrer les étudiants, on méprisait de plus en plus le mouvement dans les médias, il faisait encore froid et on sentait les militants très fatigués. Le *Rabbit Crew* aura permis de désamorcer ce passage à vide en investissant l'image du mouvement par l'humour et la satire. Pour le *Crew*, il est alors devenu important « de retirer un peu de pression, d'avoir un relâchement et d'essayer de s'amuser malgré les temps difficiles et la situation complexe ».

L'autodérision, les conneries et l'attitude *gangsta* auraient pu, d'une certaine façon, nuire au groupe, et minorer leur message. En réalité, ils n'ont jamais cherché à porter un message, du moins, pas au départ. C'est-à-dire que la démarche des lapins était purement instinctive; ils évoluaient au jour le jour, selon les développements du conflit. Leur place, disant, était dans la rue, et leur véhicule était l'humour. Aucun compromis ne devait être fait.

Le premier « gros coup » du *Rabbit Crew* a été la diffusion sur le web de la vidéo d'un faux kidnapping. Il s'agissait d'une capsule humoristique les mettant en scène. Très vite, les médias se sont approprié la vidéo et elle est devenue virale. On faisait allusion à des étudiants simulant un kidnapping

Durant les manifestations, la police nous surveillait comme si on était des Black blocs. Mais en réalité, c'est complètement débile.



Qui se déguiserait en lapin rappeur pour aller casser des vitrines ou attaquer du monde?

sur le net. Il était même question d'une enquête de la Sûreté du Québec à ce sujet. Les médias et le gouvernement cherchaient à discréditer le mouvement, à le diviser, à lui faire mauvaise presse de manière systématique en l'associant à des tendances extrémistes et dangereuses. Les lapins alors ont refait le coup du faux kidnapping, mais cette fois avec Gabriel NadeauDubois comme victime. Le seul fait que les médias aient accordé autant d'importance à ces vidéos et qu'elles aient été utilisées pour parler de violence et d'intimidation démontre bien le manque de discernement ou la vilénie du consortium médiatico-politique et, incidemment, la pertinence de la satire du *Rabbit Crew*.

Le *Rabbit Crew* a d'ailleurs plusieurs fois été associé dans les médias à « l'intimidation et la violence ». Je leur ai demandé s'il ne s'agissait pas d'une conséquence de leur attitude *Gansta Rap*. « Non, pas réellement. C'est vrai qu'on a beaucoup parlé de la 'violence' durant la grève et, d'une certaine façon, c'est vrai aussi qu'il pouvait y avoir quelque chose d'intimidant dans nos déguisements. Durant les manifestations, la police nous surveillait comme si on était des *Black blocs*. Mais en réalité, c'est complètement débile. Qui se déguiserait en lapin rappeur pour aller casser des vitrines ou attaquer du monde? Il y avait cette ambiguïté dans notre image, on reprenait les codes de violence dont les médias faisaient mention, mais d'une manière tellement absurde que c'en était ridicule. »

Et qu'en estil du port du masque? À un certain point au cours de la grève, ce sujet occupait pratiquement tout l'espace médiatique. À lui seul, il était devenu le symbole de « l'intimidation » et de « la violence » (deux termes qui ont tellement été galvaudés qu'ils n'ont dorénavant plus de sens). Pendant que l'exmaire Tremblay proposait son projet de loi municipale sur l'interdiction du port du masque, les médias télévisuels présentaient en boucle des images, souvent spectaculaires, de manifestants masqués dans des situations de confrontation face aux forces policières. Mais ces images, et surtout les commentaires les accompagnant, étaient, de l'avis de nombreux militants, bien peu représentatives de ce qui se passait véritablement dans la rue. Sans connaissance des causes, on affirmait souvent qu'il s'agissait de « membres » du *Black bloc*.

Comment le masque a-t-il pu devenir pour les uns un symbole d'agression, et pour les autres de résistance? Selon le *Rabbit Crew*, le masque était un agent unificateur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils n'ont jamais divulgué les noms de leurs membres. De cette façon, le *Crew* demeurait un ensemble, un symbole. D'autant plus que, durant le conflit, on tentait systématiquement de personnaliser le débat afin de diaboliser le mouvement en s'attaquant aux franges les plus intransigeantes ou à ses représentants – Gabriel NadeauDubois en tête de liste. Cette personnalisation permettait d'alimenter les attaques personnelles, les frustrations, et cela, au détriment

des idées politiques et des revendications sociales dont se nourrissait la lutte. Audelà du pragmatisme le plus élémentaire voulant que le masque représente la meilleure façon de se prémunir contre le profilage politique qu'a exercé tout au long du conflit le SPVM – qui doit avoir accumulé des centaines d'heures d'enregistrements vidéo tournées plus ou moins furtivement par la porte coulissante de leurs minifourgonnettes, le masque devait offrir une protection contre cette tendance pernicieuse à la diabolisation individuelle dont ont fait montre aussi bien le gouvernement Charest que les chroniqueurs les plus vils des chaînes privées. Le masque réduisant le caractère individuel de l'activiste au profit du collectivisme de l'action, les idées devaient dès lors prendre le haut du pavé; le message devait triompher sur ses messagers. Mais la police a préféré y voir la multiplication des menaces individuelles plutôt que l'émergence d'une souveraineté collective des revendications, aussi bien en ce qui a trait aux finalités qu'aux moyens.

Lorsque je leur ai demandé ce qui adviendrait désormais du *Rabbit Crew*, ils m'ont répondu à la blague (je crois) qu'ils se voyaient comme les *Avengers*; ils se réuniront le jour où le monde aura besoin d'eux*. L'entrée du terrier n'est pas bouchée.



* Le *Rabbit Crew* a été aperçu récemment lors de la manifestation *Idle no more* pour la défense des droits des autochtones qui a eu lieu à Montréal le 11 janvier 2013 et plus récemment encore lors des manifestations en marge du Sommet sur l'éducation à Montréal en février 2013.



1-Produire
la ou les
affiches,





2- Faire de la colle,

- 1 part de farine pour 2 parts d'eau
- + 1 cuillère de sucre
- Mijoter (feu moyen) jusqu'à épaississement
- + 2 parts d'eau
- Laisser mijoter

3- S'équiper ;

- Brosse/pinceau
- Seau pour la colle
- sac pour affiches.



Mais prenez bien garde à la POLICE !



Hé Hé

4- Diffuser →



Grève et web Usages et libertés du réseau

Gabriel Vignola

L'auteur poursuit sa maîtrise en études littéraires à l'UQAM. Il agit à titre de chef de pupitre à la section musicale pour l'Artichaut.

Pour bien des Québécois, l'expérience de la grève a principalement été médiatisée par les réseaux sociaux. Si, de prime abord, l'impact de ces nouveaux moyens de communication a été positif, cela cache peut-être un revers de la médaille beaucoup moins reluisant. Cette tentative de retour critique sur le phénomène est née d'une discussion que j'ai eue avec Laurier Rochon, développeur web québécois qui a observé la grève depuis les PaysBas, alors qu'il y complétait sa maîtrise en design média et communication à la Piet Zwart Institute de Rotterdam.

En 2010, Hillary Clinton déclarait, à propos des réseaux sociaux : « Information freedom supports the peace and security that provide a foundation for global progress. [...] We want to put these tools in the hands of people who will use them to advance democracy and human rights¹. » De telles considérations semblent en effet se vérifier dans les événements qui ont marqué le Québec au printemps dernier.

Lorsque la grève a été déclenchée en février 2012, beaucoup d'étudiants comme moi peu impliqués dans leurs associations ou dans le milieu militant sont d'abord restés assis bien confortablement à la maison. Voyant toutefois l'ampleur qu'a

ensuite pris le conflit, certains ont alors cherché une façon alternative de s'impliquer. On aurait pu le prévoir, mais une forme indirecte de travail s'est vite affirmée comme essentielle au mouvement : celle de recueillir et diffuser l'information sur les médias sociaux.

Ainsi, beaucoup ont trouvé un véhicule idéal pour rendre facilement accessible l'information disponible à droite et à gauche sur le web grâce à ces plateformes que sont Facebook, Twitter et YouTube. Par conséquent, les réseaux sociaux en sont venus à concentrer une masse d'articles, vidéos, et autres nouvelles produites par les médias de masse (*La Presse*, *Le Devoir*, *TVA*, *RadioCanada*, etc.), les organisations et institutions directement impliquées dans le conflit (CLASSE, FEUQ, FECQ, gouvernement, partis politiques, universités), mais aussi par une multitude de blogues et autres médias, *mainstream* ou alternatifs, établis en totalité ou en partie en ligne (*Voir*, *l'Actualité*, *IRIS*, *Profs contre la hausse*, etc.). Le web s'est donc vite transformé en un espace privilégié où un débat réel – puisque effectué en marge du cadre institutionnel et médiatique traditionnel réservé à une certaine élite – devenait possible, un débat s'appuyant sur cette masse d'informations, mais aussi sur les commentaires et statuts des usagers.

D'abord relais d'informations et d'opinions de première importance, les réseaux sociaux s'affirmèrent également comme l'outil incontournable pour l'organisation et la mobilisation, permettant de joindre des acteurs éparpillés un peu partout dans la province. Si cela a d'abord permis d'engendrer certaines des plus grosses manifestations de l'histoire du Québec, au fur et à mesure que la tension grimpeait, la dénonciation de la répression policière permise par le virtuel s'est avérée capitale. Cette violence, beaucoup de Québécois ne l'auraient jamais crue possible dans un État dit démocratique tel que le nôtre. Dans cette foulée, les téléphones cellulaires – transformés de nos jours en caméras vidéos portatives –, joints à cet espace de diffusion important qu'est YouTube, se sont avérés d'une importance capitale, sans compter le rôle central joué par CUTV, mais aussi, dans une moindre mesure, par le compte Twitter du SPVM, source pratique d'informations lors des nombreuses manifestations qui ont alors secoué la ville. C'est d'ailleurs sur Facebook que sont nées « les casseroles », point culminant du Printemps québécois. Dès lors, plusieurs quartiers de la ville ont vu nombre d'individus, étudiants et non étudiants, dont plusieurs étaient jusqu'alors restés en marge du mouvement, envahir les rues dans une volonté de faire retentir, à coups de cuillères, la voix des citoyens, une voix trop souvent ignorée par la classe politique.

En ce sens, il serait peut-être possible de considérer que l'efficacité du web en moment de crise provient avant tout de sa structure particulière, une structure qui, d'un certain point de vue, pourrait être comparée à celle promue par la CLASSE. En effet, dans un article intitulé « Net Gain », publié par *Edge* en 2011, le célèbre biologiste spécialiste de l'évolution Richard Dawkins écrit : « The Web is a work of genius, one of the highest achievements of the human species, whose most remarkable quality is that it was constructed not by one individual genius such as Tim Berners-Lee or Steve Wozniak or Alan Kay, nor by a topdown company such as Sony or IBM, but by an anarchistic of largely anonymous units located (irrelevantly) all over the world.² » En dehors des considérations sociobiologiques sous-jacentes à son propos, il me semble que Dawkins soulève ici quelque chose de très intéressant : Internet se serait développé selon un modèle anarchisant.

Cela n'est pas sans rappeler le modèle d'organisation horizontale de la CLASSE, une organisation qui cherche à décentraliser la prise de décision de façon à impliquer autant que possible tous les membres de toutes les associations étudiantes qui la composent. Dans cet ordre d'idée, Internet serait structuré de façon analogue à la forme que tend à prendre les organisations contestataires contemporaines; il favoriserait donc l'établissement d'un réseau de contacts entre des acteurs décentralisés de manière à permettre la mobilisation d'un certain nombre d'individus autour d'une cause donnée, la diffusion d'informations au sein de ce groupe ainsi que la mise en place d'actions concrètes. L'organisation du groupe se faisant de manière implicite, chaque acteur se trouve ainsi occuper une position plus ou moins (in)définie au sein de l'ensemble.

Pour Ramesh Srinivasan, « Social media thus lies at the heart of both sides of the network. It can generate the weak-tied awareness that then enable social roles and associated organization to emerge out of a complex, seemingly disorganized network. Or it can empower a smaller group of coordinated activists to hone their message, cultivate their strategy, and then reach out to larger groups of potential followers.³ » Les réseaux sociaux me semblent, durant la grève, avoir engendré ces deux phénomènes à la fois – l'agglomération informelle d'électrons libres peu impliqués dans l'action, mais agissant à titre de relayeurs d'informations; et l'organisation concrète des militants activistes, souvent proches de la CLASSE, mais néanmoins autonomes dans le choix des gestes posés. Ainsi, comme le défend Laurier Rochon, l'engagement indirect des citoyens en tant que relayeurs d'informations sur le web au sein d'un réseau de militants est



Le *web* est un objet de consommation qui a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques.

Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée.

Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

Il est clair que cette pratique a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques. Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée. Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

La description du développement d'Internet qu'a faite Richard Dawkins pour *Edge* n'est en effet pas aussi d'actualité que l'on aimerait le croire. Laurier Rochon explique : « Le Web des années 80-90 était véritablement décentralisé et plutôt anonyme, ce qui n'est plus le cas du tout aujourd'hui. Le web, à ses débuts [...] était génial en sa capacité d'inciter chaque usager à construire ses propres outils et encourageait par conséquent une décentralisation de l'information. Les données de chacun résidaient habituellement sur leur système local, le réseau étant un simple moyen de transport (mais comment efficace!) pour échanger avec les autres. »

De nos jours, le web devient de plus en plus un objet de consommation. L'anarchie originelle du réseau est mise à mal par toutes ces interfaces hyper simplifiées – iPhone et consorts – facilitant l'accès au réseau. La complexité du système est désormais déléguée au réseau lui-même et n'est plus d'emblée contrôlée par l'utilisateur. Cela permet de proposer des produits capables d'attirer une clientèle ayant une piètre compréhension du fonctionnement réel des technologies utilisées. La conséquence importante d'un tel modèle de fonctionnement est que l'information se concentre désormais et de façon croissante en ligne, dans le « nuage » (ou « cloud computing »), c'est-à-dire sur les serveurs des fournisseurs de services, et ce, au détriment de la décentralisation à la base d'Internet. Cette importante transformation rend caduque la vision d'un web anarchisant telle que décrite avec enthousiasme par Richard Dawkins, du moins en menace la persistance.

Bien entendu, Facebook, Twitter, YouTube et consorts participent à cette dynamique de concentration. « Des compagnies comme Apple font tout en leur pouvoir pour diviser la population en 'développeurs' de produits et 'consommateurs' de produits. Les consommateurs sont strictement défendus de comprendre la technologie brevetée qu'ils utilisent, puisque ce serait leur donner énormément de pouvoir », explique Rochon. À l'inverse de ce qui a été postulé plus tôt, les réseaux sociaux tiendraient donc leur efficacité en moment de crise du fait qu'ils offrent un environnement

simple à utiliser par un maximum d'individus, permettant ainsi une diffusion à grande échelle d'idées à l'intérieur d'un réseau centralisé puisque contrôlé par un nombre limité d'acteurs, soit quelques multinationales dont le succès est fondé sur le génie de programmeurs gardant l'essentiel de leur travaux secret et le plus souvent sous brevets d'entreprise.

Le mouvement étudiant a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques. Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée. Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

Dès lors s'ouvre un monde de possibilités. Un monde où l'élite économique peut tirer profit de l'information ainsi stockée, mais aussi où la classe politique peut être tentée d'utiliser ces informations à des fins d'espionnage et de contrôle. Il n'est d'ailleurs pas anodin de constater que, dans le *Transparency Reports*⁴ de Google, le nombre de demandes d'accès à l'information effectuées par les gouvernements mondiaux est en constante croissance et que, si le nombre reste peu élevé au Canada (cinquante et moins à chaque tranche de six mois), il l'est davantage dans certains États comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Inde, le Brésil et les États-Unis. Le gouvernement américain a déposé près du tiers des demandes pour les six premiers mois de 2012, demandes qui ont, dans 90 % des cas, été acceptées. Pour Google, cette augmentation est surtout le fruit des services supplémentaires offerts par la compagnie. Il n'en reste pas moins que cela est à même de soulever, à juste titre, nombre d'inquiétudes. Comme l'évoque Lawrence Lessig, « commerce has come to the rescue of regulability⁵ », cela en uniformisant les pratiques sur le web et en concentrant l'information en certains de ses points.

Dès lors, une surveillance de l'activité des utilisateurs devient réellement possible, surveillance qui se ferait, de prime abord, en étroite collaboration avec l'entreprise privée. Les inquiétudes soulevées plus tôt sont d'autant plus fondées que l'essentiel des points où se concentre l'information sur Internet ne sont pas les réseaux sociaux en tant que tels, mais les serveurs qui les soutiennent, serveurs liés l'un à l'autre par un immense réseau de fibre optique. Or, comme l'a soutenu récemment William Binney, un éminent mathématicien et cryptographe travaillant pour la *National Security Agency* (NSA) américaine, le FBI collecterait de l'information à même le réseau, en se connectant directement à la fibre optique liant les centres nerveux de l'Internet aux États-Unis. L'agence fédérale arriverait ainsi à récolter et accumuler une quantité incroyable de données, courriels ou autres, et ce, sans discrimination aucune quant à la provenance des renseignements⁶.

Le mouvement étudiant a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques. Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée. Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

Il est clair que cette pratique a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques. Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée. Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

L'omniprésence de la technologie dans nos vies nous porte à négliger, voire même à volontairement ignorer les implications politiques des dispositifs favorisant la convergence des flux d'informations. Or, les risques de dérive sont bien réels. À l'heure actuelle, la confiance des citoyens envers Internet ne repose que... sur la confiance qu'ils entretiennent en tant que consommateurs envers leurs fournisseurs de produits et services Internet, puisque rien ne nous démontre la fiabilité et la sécurité du réseau. Or, ces derniers tentent néanmoins de se faire valoir en tant que gardiens rassurants, offrant des forfaits de « protection » (consistant ni plus ni moins en l'ajout de logiciels antivirus dont l'efficacité est parfois questionnable), argument vendeur lorsque vient le temps de choisir son fournisseur. De là l'exigence de voir se constituer une réelle culture technologique au sein de la population, une culture qui irait plus loin que le fait de connaître la dernière vidéo devenue virale sur le web. Une culture et une éducation qui permettraient à tous les citoyens de comprendre un peu mieux les fondements technologiques des outils de communication contemporains, et qui permettraient d'appréhender cet envers de la médaille que constitue l'univers hermétique des développeurs engagés par les firmes à brevets.

C'est d'ailleurs avec une grande naïveté, voire une complète imprudence, que les jeunes Québécois ont utilisé les nouvelles technologies lors de la grève étudiante, une insouciance permise par la relative santé de notre démocratie. Une naïveté que les jeunes Tunisiens, Égyptiens ou Syriens ne peuvent se permettre; l'engagement politique sur les réseaux sociaux est pour eux très risqué, comme en témoigne les nombreux cas d'arrestation, de poursuite, voire de blocage complet du réseau Internet comme dans le cas de la Syrie récemment⁷. Plus près de chez nous, aux ÉtatsUnis, plusieurs individus se revendiquant du collectif Anonymous ont été, au cours des dernières années, poursuivis par les autorités américaines et parfois emprisonnés – attaque frontale envers cette contreculture encore peu connue qu'est l'*hacktivism*e. On constate donc que le discours entretenu par Hillary Clinton est très simplificateur. Non pas qu'elle ait tort dans l'absolu; le problème réside plutôt dans le fait que de telles positions contribuent à entretenir une vision idéaliste des nouvelles technologies, une vision souvent bien éloignée de la réalité.

Le mouvement étudiant a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques. Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée. Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

À la lumière des faits ici avancés, la question demeure : comment préserver le droit à l'usage, parfois naïf, des réseaux sociaux et de l'Internet en général à des fins politiques?

Le mouvement étudiant a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques. Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée. Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

Il est clair que cette pratique a permis au mouvement étudiant d'atteindre les dimensions que nous lui connaissons, mais cela pourratil, dans un avenir prochain, se répéter? L'avenir du développement d'Internet est incertain, et ce combat pour la liberté en ligne s'érige en paradigme, Anonymous faisant figure de pionnier dans la défense des droits numériques. Laurier Rochon formule un souhait, celui de voir l'approche « 'opensource'⁸ se répandre sur le marché des technologies grand public dans un avenir rapproché, surtout pour sa sécurité accrue. Lorsque de grandes compagnies emmurées dans leurs forteresses se font voler des données numériques, où que leurs serveurs sont infiltrés (pensez à Sony), elles ne font pas du tout pitié. Souvent ces compagnies utilisent des algorithmes de sécurité désuets (LinkedIn [et Twitter] dernièrement) ou simplement des technologies dépassées et personne ne peut questionner leurs choix, puisqu'ils ne divulguent aucune information de cette nature. » La bataille est loin d'être gagnée. Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

Elle fait d'ailleurs largement écho à une lutte beaucoup plus large, fondée sur la nécessité de voir émerger une exigence de transparence et d'intégrité au sein de l'élite au pouvoir, condition préalable à une démocratie travaillant réellement dans le sens du bien commun.

L'omniprésence de la technologie dans nos vies nous porte à négliger, voire même à volontairement ignorer les implications politiques des dispositifs favorisant la convergence des flux d'informations. Or, les risques de dérive sont bien réels. À l'heure actuelle, la confiance des citoyens envers Internet ne repose que... sur la confiance qu'ils entretiennent en tant que consommateurs envers leurs fournisseurs de produits et services Internet, puisque rien ne nous démontre la fiabilité et la sécurité du réseau. Or, ces derniers tentent néanmoins de se faire valoir en tant que gardiens rassurants, offrant des forfaits de « protection » (consistant ni plus ni moins en l'ajout de logiciels antivirus dont l'efficacité est parfois questionnable), argument vendeur lorsque vient le temps de choisir son fournisseur. De là l'exigence de voir se constituer une réelle culture technologique au sein de la population, une culture qui irait plus loin que le fait de connaître la dernière vidéo devenue virale sur le web. Une culture et une éducation qui permettraient à tous les citoyens de comprendre un peu mieux les fondements technologiques des outils de communication contemporains, et qui permettraient d'appréhender cet envers de la médaille que constitue l'univers hermétique des développeurs engagés par les firmes à brevets.

C'est d'ailleurs avec une grande naïveté, voire une complète imprudence, que les jeunes Québécois ont utilisé les nouvelles technologies lors de la grève étudiante, une insouciance permise par la relative santé de notre démocratie. Une naïveté que les jeunes Tunisiens, Égyptiens ou Syriens ne peuvent se permettre; l'engagement politique sur les réseaux sociaux est pour eux très risqué, comme en témoigne les nombreux cas d'arrestation, de poursuite, voire de blocage complet du réseau Internet comme dans le cas de la Syrie récemment⁷. Plus près de chez nous, aux ÉtatsUnis, plusieurs individus se revendiquant du collectif Anonymous ont été, au cours des dernières années, poursuivis par les autorités américaines et parfois emprisonnés – attaque frontale envers cette contreculture encore peu connue qu'est l'*hacktivism*e. On constate donc que le discours entretenu par Hillary Clinton est très simplificateur. Non pas qu'elle ait tort dans l'absolu; le problème réside plutôt dans le fait que de telles positions contribuent à entretenir une vision idéaliste des nouvelles technologies, une vision souvent bien éloignée de la réalité.

^[1] Hillary RODHAM CLINTON, « Remarks on Internet Freedom », discours prononcé le 21 janvier 2010 au Newseum's Walter and Leonore Annenberg Theater, Washington DC. Disponible en ligne, U.S. Department of State : <http://www.state.gov/secretary/rm/2010/01/135519.htm>.

^[2] Richard DAWKINS, « Net Gain », in John Brockman (éd.), Is the Internet Changing the Way You Think?, Edge Foundation, Harper Perennial, 2011, p. 9.

^[3] Ramesh SRINIVASAN, « Say You Want to Tweet a Revolution? », En ligne : http://ramesh-srinivasan.org/2010/09/28/say-you-want-to-tweet-a-revolution/>.

^[4] Voir : Google Transparency Report. En ligne : <http://www.google.com/transparency-report/>.

^[5] Cité dans Laurier ROCHON, The Dictator's Practical Internet Guide to Power Retention (mémoire de maîtrise), Rotterdam, Piet Zwart Institute. Disponible en ligne : <http://pwd.io/guide/>.

^[6] William BINNEY, « 'Everyone in US under virtual surveillance' - NSA whistleblower », RT, 4 décembre 2012, révisé le 5 décembre 2012. En ligne : <http://rt.com/usa/news/surveillance-spying-e-mail-citizens-178/>, consulté le 11 janvier 2013.

^[7] Pour plus d'informations sur la surveillance et la propagande Internet entretenues par divers gouvernements totalitaires à travers le monde, voir Laurier Rochon, op. cit.

^[8] Les logiciels « open source » sont des logiciel libres de droits, développés par des communautés de programmeurs travaillant sur un code source en libre accès, permettant à quiconque de l'utiliser et le modifier à sa guise.



Ma journée en prison pour avoir lu 1984 dans le métro

Maryline Veilleux

Ce texte a d'abord paru sur la page Facebook de l'auteure.

En ce dimanche 10 juin 2012, j'ai tenté de participer à une manifestation consistant à me déplacer pendant quelques heures du métro Berri au métro Jean-Drapeau en vue de manifester pacifiquement mon désaccord face au Grand Prix de Formule 1, événement qui prône ce que je considère être des idéologies sexistes.

Vêtue d'une robe fleurie et d'un sac rempli d'objets dangereux tels qu'une pomme, une bouteille d'eau et trois livres, j'ai voulu pointer du doigt la haute présence policière et l'attitude frôlant le terrorisme du SPVM depuis le début du conflit en lisant calmement 1984 de George Orwell, un roman d'anticipation présentant une société aux prises avec un régime policier totalitaire.

Après m'être fait fouiller par un policier à mon arrivée au métro Berri-UQAM, j'ai pris place dans un wagon en direction de la station Jean-Drapeau, mon livre à la main. Lors de mon retour vers le centre-ville, j'ai lu face à un policier et une femme à lu avec moi, par-dessus mon épaule.

Nous avons été photographiées et le policier, voyant que nous étions deux dangereux personnages, a appelé son équipe en renfort pour nous accueillir en bonne et due forme à Berri. Avec les autres passagers du wagon, nous avons été placés face contre mur et nous avons ensuite été amenés à l'extérieur, par les sorties de secours, où on nous a

dit de ne pas revenir sous peine d'être arrêtés.

Aucune réponse lorsque j'ai demandé ce qu'il y avait de mal à lire dans le métro.

J'ai commis un acte irréparable de désobéissance civile en redescendant dans la station et en retournant lire dans un wagon. Lorsque les policiers m'ont vue manger ma pomme, ils m'ont crié qu'ils reconnaissaient mes tatouages et m'ont interceptée. J'ai demandé ce que j'avais fait de mal, autre que de lire pacifiquement, et j'ai eu pour réponse que j'avais désobéi à leurs ordres. J'ai reposé ma question, à savoir ce qu'il y a de mal à lire, et je n'ai pas eu de réponse.

On m'a mise en état d'arrestation et les deux policiers se sont fait un chaleureux high five pour se féliciter de leur bon travail. On m'a amenée, telle une criminelle, au centre de détention du SPVM au centre-ville de Montréal, où on m'a photographiée sous toutes les coutures. Après avoir enregistré tous mes effets personnels, les policiers m'ont conduite à la cellule 52, laquelle contenait déjà trois autres femmes.

J'ai passé la journée derrière les barreaux, autour d'une toilette sale, couchée sur un banc, sans savoir quand j'allais être relâchée, pour avoir lu dans un wagon de métro et pour avoir récidivé à cet acte révolutionnaire. Vers 15h30, j'ai été libérée avec un constat d'infraction me disant que tout ce cirque avait eu lieu pour un refus de circuler.

État policier? J'ai honte de mon Québec.

*PHÉNOMÈNES DIFFÉRENTS
QUI TOUJOURS FAVORISENT
LA DOMINATION D'UN GROUPE
SUR UN AUTRE OU ENCORE LA
STIGMATISATION DE

STIGMATISATION QUI*



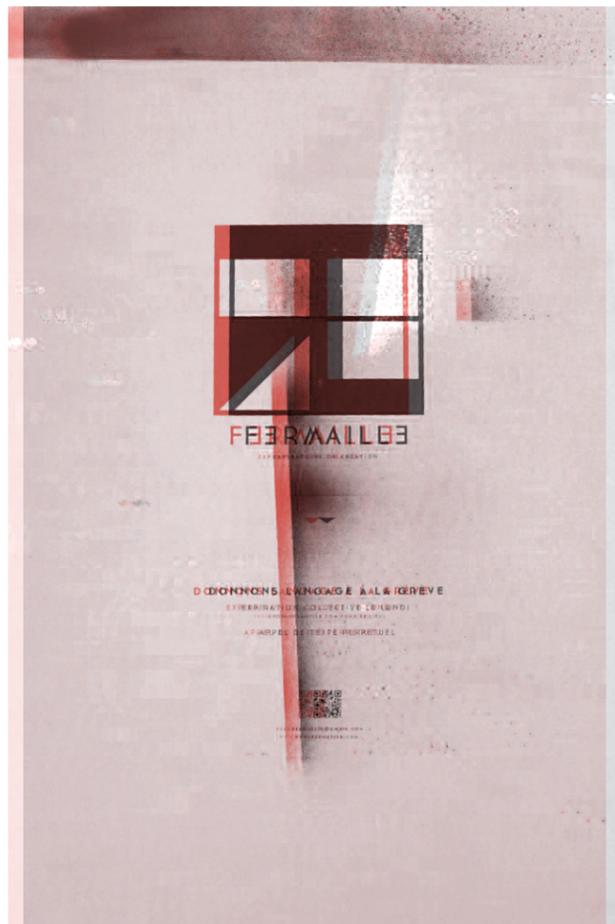
Fermaille, expiratoire de création; ouvroir de résistance poétique

Zéa Beaulieu-April

L'auteure est diplômée de l'UQAM en études littéraires. Elle poursuit actuellement ses études en sémiologie au sein de la même université. Zéa Beaulieu-April est à l'origine, avec plusieurs collègues, de l'initiative littéraire *Fermaille*, une revue qui aura fait paraître, hebdomadairement tout au long de la grève, 18 numéros.

C'est un lundi, le 23 avril 2012, que nous avons lancé le dixième *Fermaille*.

C'était un numéro comme un autre, je veux dire, ce n'était qu'un *Fermaille* de plus, mais celui-là était particulièrement vivant, particulièrement sensible. Ses pages sentent la peur, la colère, la violence. Cette odeur nous collait à la peau depuis quelques jours déjà. Si bien, qu'au lancement nous ne la remarquions plus. La violence des dernières manifestations nous surprenait. Nous n'avions pas encore l'habitude d'attraper la main d'un ami poivré pour le sortir de la masse, ni de la sensation et de l'odeur des gaz lacrymogènes. Nous n'avions pas encore l'habitude d'être brusquement pris en souricière par la police, ni d'être coincés dans les vagues de la foule lorsque les premières grenades assourdissantes éclatent. Plusieurs de mes amis étaient victimes d'insomnie. Ils passaient de longues nuits à regarder les vidéos de manifestations, il y en avait toujours un nouveau à visionner. Je ne sais pas ce qu'ils y cherchaient. Déjà, j'avais l'intuition qu'il n'y avait rien à comprendre. Cette violence, qui avait toujours eu pour nous une connotation exotique, s'était maintenant installée dans nos rues.



*les mains blessées
les mains qui les soignent
les mains qui tenaient le bâton
moites et tremblantes*

Je ne lisais plus les journaux, je tremblais suffisamment. Il y avait toujours quelqu'un pour m'informer et j'en savais souvent trop. Les événements rapportés avec la prétendue et blessante objectivité des journalistes, les commentaires des chroniqueurs et des spécialistes qui ne mettaient pas le nez dehors, même les lettres ouvertes des indignés; rien de tout cela ne m'intéressait vraiment. Il faut dire que je lisais chaque jour les textes qu'on nous envoyait. C'est là, dans ces mots, que j'ai vécu la grève. Ceux qui ont lu les *Fermaille* savent qu'on n'y trouvait pas que de simples commentaires sur la hausse. Il y avait bien plus que ça derrière nos sorties répétées dans les rues. On y réfléchissait l'hérité, la mémoire et l'identité. On y tentait une syntaxe de la rue, du pays. On y soulignait l'insuffisance des discours dominants, la puissance d'une parole vraie. On y rêvait, aussi, il me semble, avant de s'insurger à nouveau.

*toi tu ne veux plus dormir
les songes t'ont saisi
suffisamment*

*tu as rêvé un monde éblouissant
et tu nous es revenu
aveugle et effondré*

La fatigue laissait sa trace sur les visages que j'aimais. Mes amis étaient plus pâles, leurs yeux plein d'ombres. Nous avions l'air étrange des bêtes traquées. La situation en menait certains à l'indignation, d'autres au désespoir. Ceux dont je faisais partie cherchaient la beauté avec encore plus d'appétit. J'avais besoin d'événements. Les instants forts étaient d'autant plus qu'ils étaient partagés. C'était la première fois que j'expérimentais un tel sentiment. C'était donc ça, qui se cachait derrière le « nous »? Ce fameux pronom que nos professeurs de poésie avaient proscrit. Méfiez-vous du « nous », dans vos textes, ça sonne faux, moralisateur, qu'ils disaient. Et ils avaient raison... Avant ce printemps. C'est ce qu'on réalise quand on reprend les revues et qu'on voit tous ces « nous » vibrants. Chacun d'eux est à la fois une expérimentation et une affirmation, une question et sa réponse. Sur eux, nous buttons et nous nous relevons. *Fermaille*, elle-même, est un « nous » qui se construit, qui se découvre. C'était parfois si fort, qu'on tentait, avec beaucoup d'acharnement, de nous monter les uns contre les autres. On nous épuisait, on nous parlait de nos différences. Je n'entrevois (et n'entrevois) pas de situation miraculeuse. Il faut simplement réapprendre à vivre. Ensemble.

*tends l'oreille
nos pas t'appellent du possible
d'une même insomnie*

Notre petite communauté n'était pas banale. Je n'ai jamais eu la chance de tomber sur un regroupement de gens aussi passionnant et coloré. Chaque personne qui gravite autour de *Fermaille* a une histoire intéressante à raconter, une vision du monde unique, une façon de s'exprimer qui sort de l'ordinaire. À nous tous, nous avons fait le tour du monde. En cumulant le savoir et les spécialités de chacun, on bâtirait une bien étrange, mais riche encyclopédie. Il y a là des individus de talents, des êtres capables, de jeunes hommes et de jeunes femmes que je voudrais suivre toute ma vie. Des gens à l'esprit indépendant, ouvert, vif, fertile. Ils sont souvent artistes ou intellectuels, mais bien peu encore s'assument comme tels. Tous sont curieux et vivants. La sollicitude nous a rendus débrouillards, inventifs, mais angoissés. Troublés, assaillis de doutes, mais dotés d'espérance. Un ensemble de caractères extraordinaires qui laissent leur trace chaque semaine dans nos pages.

Aux revues hebdomadaires leurs lancements hebdomadaires. Les soirées de *Fermaille* étaient l'occasion parfaite pour nous retrouver en dehors de tout ce qui devait prendre la forme d'un combat. Nous étions plusieurs à attendre les lundis comme le pansement sur la plaie. Il fallait une source à notre entrain, à notre résistance, à notre courage et à notre foi. Nous avons certainement été privilégiés de nous rencontrer chaque semaine, mais nous *devions* nous rencontrer chaque semaine. Peu importe la fatigue, les lundi soir, nous ne dormions pas.

*faisons semblant d'être cette jeunesse dont ils parlent
maniaques au matin d'une sève sans fatigue
faisons semblant d'ignorer la peur
soyons le danger où le doigt pointe*

Je me souviens du premier lancement, au Ste-Élisabeth. Je ne crois pas que dix personnes soient passées prendre des revues. Il y avait de l'action sur Ste-Catherine, en face du pavillon DS et Julien ne tenait pas en place. Il trouvait incohérent que nous soyons là, à l'intérieur avec nos revues, alors que dehors, il y avait de l'action. Pendant toute la grève, ce paradoxe nous a suivi. Pouvions-nous écrire, alors que d'autres marchaient, alors que d'autres prenaient les coups et surtout, alors que d'autres étaient lus? Je crois que nous nous intéressions moins aux réponses qu'aux questions. C'était notre nouvelle nourriture. Ce qui me tourmentait le plus était la possibilité de garder l'esprit collectif même après la grève. Il est peut être encore trop tôt pour en parler, mais je crois qu'effectivement, il y a des sentiments qui ne nous quitteront plus. J'espère aussi que nous continuerons d'écrire dans l'urgence, gratuitement. Que nous continuerons à prendre la parole. Pas seulement pour défendre ceci où dénoncer cela, mais aussi pour nous battre un peu avec les mots. Les tordre pour leur faire dire l'incompréhensible. Ça pourrait nous sauver.

*juste pour cela
juste pour cette porte qui s’ouvre
ça valait la peine*

Pour le dixième lancement de Fermaille, Jean-Philippe, Philippe, Tristan, Julien et moi avons décidé qu’il était temps de nous mettre un peu en danger, de confronter l’habitude. Nous n’avions pas le droit au confort, le mouvement ne le permettait pas. Après cinq lancements de suite au pub l’Île Noire, nous devons changer de terrain. Il nous fallait un lieu fort, nous avons eu la Fonderie Darling.

Les textes du dixième numéro portent la marque du doute et de la méfiance, l’ombre d’une menace. La préface est un commentaire d’Anne Élane Cliche, *Résistance VF*. Notre équipe trouvait nécessaire de donner cette place au texte, espérant qu’il aurait le même effet sur les lecteurs qu’il avait eu sur nous. J’étais hantée par une phrase en particulier : « Le sujet, le sujet d’une parole vraie, c’est celui qui n’a pas peur de désirer ». Il fallait convoiter plus que ce qu’on nous enfonçaient de force dans la gorge. Ce qui est magnifique, c’est d’oser trouver les mots de notre affirmation, les laisser s’assembler comme ils le demandent et découvrir notre poésie, celle qui marquera notre histoire et notre génération. Nous n’étions pas les premiers à rêver d’une langue qui nous appartiendrait, ni à croire qu’elle finirait par nous définir. Nous lisons beaucoup de poésie québécoise et avons toujours assumé nos liens avec les poètes qui nous ont précédés. Chaque semaine, nous choisissons des extraits qui faisaient écho à nos obsessions. Nous nous permettions cette fois de clore la revue avec un poème de Miron, pour « ce peuple qui n’en finit plus de naître ».

*mon cœur agit
de la même sève
à ça d’être illuminé
par la destination*

À la Fonderie Darling, le soir du dixième lancement, nous sommes complètement bouleversés par la grandeur et la beauté des lieux. La galerie expose les œuvres d’un artiste torontois, Abbas Akhavan. Le hasard fait bien les choses : l’œuvre d’Akhavan s’articule autour des thèmes du conflit et du pouvoir. Un énorme ballon à air chaud remplit à lui seul la moitié de la salle d’exposition. Il gonfle graduellement, s’étend en hauteur, puis s’affaisse au sol très lentement avant de se gonfler à nouveau. Nous installons le micro juste devant le ballon. Un souffle, une respiration, c’était exactement ce dont nous avons besoin.

C’est Julien qui lance le bal des lectures. Pour accéder au micro, ceux qui s’y présentent doivent montrer sur un escabeau plus ou moins stable. Aucun confort. Je trouve tout le monde très courageux. J’avais envie de partager un texte de Marianne

Cohn, une poète de la résistance juive : « Je trahirai demain, pas aujourd’hui ». J’ai tout juste l’âge qu’avait Cohn lorsqu’elle est morte assassinée par les nazis. Ce texte me troublait, me trouble encore. Il faut le lire. Je n’en dirai rien.

En y repensant bien, personne n’est parvenu à s’habituer à la galerie cette soirée-là. Cette place prend au ventre. Avec les musiciens, avec les projections vidéo, avec les sérigraphies créées spécialement pour l’occasion par l’École de la Montagne Rouge, avec ce ballon immense et jaune qu’on entendait se gonfler et dégonfler, la dixième soirée de Fermaille fut définitivement perturbante. Ce fut la plus réussi, la plus en accord ce que pouvait être Fermaille lorsqu’elle était radicale. L’événement.

*on a allumé un feu
la chair en cendre
j’attends qu’un vent m’emporte
la fenêtre est ouverte*

En surface, nous semblions réunis pour donner suite aux actions de grève. J’ai tendance à inverser les causes et les conséquences. J’ai tendance à croire que ce mouvement aura servi à nous réunir. Nous n’étions pas dans le combat avec Fermaille, mais dans une forme d’accomplissement. Je crois aux paroles d’Alexis :

Ce n’est pas ni de nouer ni de tendre les armes. ce n’est pas de défaire la douleur commune. ce n’est pas pour la suite du monde. c’est pour que la mort s’en aille.

C’est un lundi, le 23 avril 2012, que nous avons été les plus vivants.

Le soleil se gonflait, se dégonflait, la nuit tombait, la nuit se gonflait. Qu’allions nous devenir que nous n’étions pas déjà?

Maille à Part : Quand le tricot prend la rue

Une militante maille-à-partiste

Si vous êtes passés par Montréal en saison de grève, vous les avez sûrement vus, les carrés rouges tricotés aux poteaux du centre-ville. Vous l’avez vue, la grande courtepointe rouge dans les manifestations. Vous les avez peut-être même vus à l’œuvre, ces tatoueuses et tatoueurs du mobilier urbain, ces pourchasseresses de beauté éphémère, ces artistes politiques, ces féministes, qui se tiennent au chaud par leur travail collaboratif. Vous connaissez donc, de près ou de loin, le travail ludique de Maille à Part, collectif montréalais œuvrant dans le tricot-graffiti. Des artistes textiles qui ont maille à partir avec le patriarcat, le capitalisme et la hausse des frais de scolarité, qui ne font toutefois pas tout à fait bande à part, puisque la collaboration aide à tisser les mailles serrées de la solidarité.

LE TRICOT POUR REFORMER LE TISSU SOCIAL

Dès le début de la grève étudiante, et même avant, en janvier 2012, Maille à Part a entrepris la confection d’une œuvre collective d’envergure. Durant des ateliers de tricot-discussion, les grévistes et autres sympathisants étaient conviés à venir discuter de leur expérience, les membres apprenaient les rudiments du travail des aiguilles aux novices, invitaient chacun à produire un carré rouge de laine, et cousaient ensemble tous ces produits idiosyncratiques en une seule et unique production, un carré rouge de carrés rouges, supérieur à la somme de ses parties; une doudou pour les mois d’hiver de la justice sociale. La courtepointe est devenue à la fois l’emblème et l’étendard du collectif. Elle est devenue le

fondement et le centre des ateliers estivaux de Maille à Part, au sens le plus physique du terme, puisque les participants s’assoiaient sur elle et autour d’elle. Dans sa métamorphose la plus récente, la courtepointe, doudou moelleuse, est devenue une bannière revendicatrice. « LA LUTTE COMMENCE » sont les mots qu’on peut lire en lettres blanches en son centre. Les plus chanceux auront vu la courtepointe être droppée du viaduc Masson, le 30 août dernier, au-dessus de l’avenue Papineau.

Elle est supérieure à la somme de ses parties, car les personnes qui ont rendu possible sa confection sont considérablement plus nombreuses que celles qu’il faut pour la tenir étendue, ou que celles qu’elle peut abrier : des gentilles sympathisantes en fournissant le matériel rouge; des novices motivés récitant « une à l’endroit, une à l’envers » avec application et ostentation; des tricoteuses confirmées qui, venues prêter main-forte dans le tissage révolutionnaire, participaient aux discussions sur la grève et ses enjeux. Finalement, tous les membres du collectif ont rafistolé ensemble les pièces de la courtepointe, se reconnaissant participer au grand tout. De sorte que, bien que ce projet soit lui-même d’envergure, lent et laborieux du point de vue matériel, il fut également, et de manière plus significative, le lieu de tissage d’une étoffe autrement plus serrée, celle qui unit entre eux les artistes, les humains, les espoirs et les rêves, les peurs et les appréhensions, les expériences et les points de vue, les passions et les désirs. C’est la genèse d’un magnifique *tissu social*.

UN TRICOT INTERGÉNÉRATIONNEL

Maille à Part a tissé ces liens non seulement avec et entre des grévistes, mais a aussi bénéficié d'unions plus improbables, comme lors de ses rencontres avec des retraitées de Tétreaultville. D'abord indignées par le gaspillage de laine que le tricot-graffiti encourt, ces gentilles mamies qui se rencontrent tous les vendredis pour tricoter des habits pour les enfants dans le besoin finirent par se rallier à la cause étudiante au fil des discussions : « On pensait que les étudiants étaient pour la plupart en colère et voulaient casser des vitres. Depuis qu'on vous connaît, on voit bien qu'à la télévision, on ne nous dit pas tout. » Ces rencontres furent pour les membres du collectif non seulement agréables mais également enrichissantes. Ces dames avaient un million de choses à raconter, toutes plus intéressantes les unes que les autres. Elles venaient de villes et de milieux différents, avaient vécu sur des fermes, travaillé dans des usines, été chefs de famille et élevé seules des enfants à une époque où les femmes n'avaient pas le droit de voter. Elles ont voyagé au bout du monde et nourri de leur amour la génération qui les a suivies, celle qui a précédé la nôtre. L'isolement entre les générations, en a-t-on conclu, est une puissante arme du système capitaliste tel que nous le connaissons.

Si les gentilles mamies rencontrées par le collectif ont changé de point de vue sur ces jeunes qui déambulaient dans les rues en hurlant, si elles ont admis mieux saisir les enjeux de la lutte, ce n'est probablement malheureusement pas le cas d'un grand nombre de personnes âgées, isolées de nous comme nous le sommes d'elles, observant les grévistes à travers un écran de verre ou un écran plasma, les voix des médias de masse enterrant les slogans et les discours. C'est fondamentalement et pragmatiquement le tricot lui-même et la forme « guérilla » que le collectif lui a donnée qui a permis cette brèche dans les discours et une meilleure compréhension chez les aînés des enjeux de la lutte.

REVENDECTION DE L'ESPACE PUBLIC ET ANTICAPITALISME

Le 27 mars 2012, au cœur de la grève, la laine prit possession de trois statues, celles de Marguerite Bourgeoys et de deux enfants qu'elle semble guider¹. Si le gouvernement a cru bon de couler une réplique du corps de cette femme dans le métal, c'est vraisemblablement parce qu'elle a été la première à défendre l'accès universel et public à l'éducation, en Nouvelle-France, il y a de cela trois siècles. Le tricot-graffiti, contrairement à d'autres formes d'art de rue, a la particularité de ne pas altérer son support. Ainsi, il peut tout à fait rendre hommage, en attirant l'attention sur une cause. Marguerite Bourgeoys et ses deux élèves, tous affublés d'un carré rouge, ont attiré l'attention et créé un lien entre le personnage historique et la cause des



grévistes. De fait, cela affirme également que les statues sont des objets de l'espace public qui peuvent être investis au même titre que les bancs publics, les trottoirs et les parcs, et ce, non seulement de la façon prescrite, mais également comme bon nous semble. Ces espaces appartiennent aux citoyennes et citoyens, et il importe de se les réapproprier. Maille à Part a voulu rappeler que ces statues, comme la plupart des structures de l'espace public, ne sont pas des idoles inviolables qu'il faut admirer avec stupeur et déférence.

Le tricot-graffiti s'oppose à logique capitaliste. La laine, même artificielle, est un produit de luxe. Les tricot-graffiteuses doivent investir de l'argent dans leur matériel et du temps dans la confection des œuvres. Car le tricot est un processus lent et les œuvres des tricot-graffititeurs exigent des heures de travail. Mais le concept d'*investissement* est ici peu approprié. Les tricot-graffitis sont des œuvres d'art de rue extrêmement éphémères. Il suffit souvent d'un passant colérique, d'une agente de sécurité qui a des « ordres à suivre » pour que quelques coups de ciseaux anéantissent des dizaines d'heures de travail. Il suffit souvent d'une seule journée de pluie ou d'un soleil trop plombant pour leur faire perdre leur forme, leur couleur et leur position. Rien ne dure! Et les *tags* de tricot-graffiti ont une durée de vie particulièrement limitée.

Alors que la logique de la consommation aux pays merveilleux de l'économie de marché prétend vendre le *rentable*, le *durable*, l'*économique* et nous procurer l'*efficacité*, la *liberté*, le *sans-souci*, les membres de Maille à Part sont convaincus qu'installer des œuvres conçues pour ne pas durer, c'est s'opposer à cette logique, c'est tenter de créer une brèche dans ce cercle vicieux. Puisque nous avons tous subi la désillusion et la déception, puisque nous savons maintenant que le *durable est plutôt durable-dans-une-certaine-mesure-c'est-à-dire-jusqu'à-l'obsolescence-soigneusement-programmée*, que la *liberté* – de *consommer* – est le résultat de l'autosoumission – *au marché du travail salarié* – et de l'obligation de gagner sa vie, afficher en

public, dans des couleurs vibrantes de beauté, un « gaspillage » complètement délibéré de ressources et de travail, c'est refuser la peur du manque, la peur du besoin qui demeure insatisfait, ces moteurs de notre économie sociale.

Par ailleurs, son caractère éphémère démarque également le tricot-graffiti des autres formes d'art de rue. Les artistes du graffiti traditionnel s'efforcent souvent de choisir le bon emplacement et les bons matériaux pour que leur œuvre reste visible le plus longtemps possible, ce qui est généreux, puisqu'un plus grand nombre d'individus peuvent ainsi l'admirer. Seulement, sans prétendre que cette forme d'art demeure inscrite dans une logique de coûts-bénéfices, elle n'a peut-être pas pour objectif, comme c'est le cas du tricot-graffiti, de la contester. Le travail de Maille à Part, comme beaucoup d'autres formes d'art, oppose en soi une résistance au système de marché, tout simplement en ayant pour but la production de biens qui ne sont pas des marchandises, et qui sont produites pour leur valeur esthétique et leur valeur symbolique et non leur valeur marchande. Maille à Part croit que la marchandisation de l'art, sa spécialisation, son confinement à une élite artistique dans nos sociétés occidentales freinent la création chez les gens qui ne sont pas des artistes de carrière, ce qui, pensons-nous, est absolument absurde. Si les enfants dessinent à cinq ans et en retirent plaisir et satisfaction, pourquoi n'en serait-il pas de même à vingt-cinq, à cinquante-cinq ans? Si le tricot-graffiti se veut un art de rue facile et accessible dans sa confection, c'est d'autant plus vrai que ceux qui le pratiquent cherchent rarement à se composer un style personnel reconnaissable, ce qui entre également en contradiction avec le milieu de l'art « d'élite ». Sans s'offrir comme une panacée aux fatigués de l'efficacité à tout prix et autres nihilistes de la rentabilité, le tricot-graffiti demeure un exutoire valable pour la contestation de l'état économique des choses; une ligne souple, douce et réconfortante, au goût d'autodétermination et, en raison de son caractère illégal, il constitue également un refus de se soumettre.

LE TRICOT FÉMINISTE

Maille à Part est un collectif de confession féministe. L'utilisation d'un médium traditionnellement pratiqué au féminin et l'exposition de celui-ci dans la sphère publique, sphère qui fut longtemps exclusivement masculine et qui demeure encore dominée par des mécanismes issus du patriarcat, consiste en soi en une revendication de reconnaissance envers les activités traditionnellement féminisées. Maille à Part revendique le tricot comme mode d'expression artistique. Le travail textile, effectué par les femmes dans la plupart des sociétés, demeure perçu davantage comme un *artisanat* plutôt qu'un *art* comme le sont les arts visuels tels que la peinture et le dessin, et encore moins comme une stratégie subversive comme l'art de rue. Cette demande de

reconnaissance est un objectif féministe en soi pour le collectif.

Le collectif reste d'ailleurs, à quelques délicieuses exceptions près, exclusivement composé de personnes de sexe féminin. Tout égalitaire que notre monde se croie, il semble que les hommes ne se sentent pas interpellés par la révolution par la laine. Toujours est-il que cette réalité fait de Maille à Part un collectif majoritairement composé de personnes qui ont en commun le fait de ne pas être privilégiées par leur genre (et d'une minorité qui, consciente de ses privilèges, souhaite les abolir), en lutte contre les mécanismes d'oppression capitalistes et patriarcaux. La composition humaine du collectif est donc également en soi propice au développement de ses idées féministes. Celui-ci se propose aussi de participer explicitement et concrètement à des luttes féministes. C'est dans le cadre de la contestation du projet de loi fédéral M-312 prôné par le gouvernement conservateur que Maille à Part a entamé la production de vulves et utérus en laine et invité ses sympathisants à faire de même. Une partie d'entre elles ont été confectionnées spécialement à l'intention des députés conservateurs en faveur d'un débat sur « la redéfinition de la notion d'*être humain* », dans le cadre d'un projet plus large qui consistait à envoyer des organes génitaux féminins artificiels à ces députés avec la mention « En voici un pour vous, laissez les nôtres tranquilles ». Parmi les projets les plus récents de Maille à Part, on compte également les tricots de soutien aux musiciennes féministes russes de Pussy Riot, sous la forme d'événements « Tricotez une cagoule pour les Pussy Riot » et la participation à des assemblées populaires, de plus en plus nombreuses dans les quartiers montréalais depuis l'été dernier.

Les raisons qui poussent les artistes de tricot-graffiti à exposer leur art en public sont nombreuses, multiples et parfois même contradictoires. La pratique est diverse et ne recherche ni consensus ni compétition entre les groupes et les individus qui l'exercent. Essentiellement relié aux luttes anticapitalistes et féministes, le tricot-graffiti est également un lien au double fil entre l'individualité et la collectivité, entre les idiosyncrasies et la prise en charge d'un avenir commun. Maille à Part tire sa toile avec conviction et espère avoir apporté chaleur, amour, création et réconfort au mouvement du printemps dernier.

Site web du collectif : <http://maillapart.blogspot.ca/>.

¹ L'œuvre est située dans le Vieux-Montréal, à l'angle nord-est de l'allée des Huissiers qui longe le côté est du palais de justice. Sculpteur : Jules LASALLE. Inauguration : 1988. Le monument est dédié à la mémoire de Marguerite Bourgeoys, qui a ouvert la première école de Montréal et fondé, en 1670, la Congrégation de Notre-Dame.

citoyen-ne-s – ont pris parole de manière informelle, proposant, dans un « exposé » d’environ quinze minutes, une autre manière de comprendre la grève, de l’habiter; une autre manière de la lire, de l’analyser. Ainsi s’est érigé contre la langue de bois libérale un autre discours : celui tissé à même l’actualité de la grève, à même le vécu de la grève, et les œuvres inspirantes (cinématographiques, littéraires, picturales, philosophiques, etc.) de ceux et celles qui nous ont précédé-e-s.

Les soirées se sont poursuivies. C’est au café-bar de la Cinémathèque que nous nous sommes installé-e-s un peu avant l’été. Le projet de loi 78 venait d’être adopté sous le titre *Loi permettant aux étudiants de recevoir l’enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu’ils fréquentent*. « L’accessibilité aux études » signifiait maintenant la même chose que « l’accès aux locaux d’enseignement ».

À la genèse de ce projet, *Mots et images de la résistance*, il y essentiellement deux motifs : d’abord, ce désir de s’assurer, à chaque rencontre, que nous étions tous et toutes *encore là*, ensemble *physiquement*, mais aussi *en prise* sur le langage; ensemble à refuser et dénoncer les agressions systématiques du Parti libéral envers le langage; ensuite, le besoin de retourner à des œuvres, canoniques ou non (mais souvent elles l’étaient), pour comprendre comment d’autres avaient pensé, écrit, vécu la résistance. En effet : quels écrivains, quelles auteures relit-on lorsqu’on manifeste chaque soir, place Émilie-Gamelin? Quels films, quelles œuvres picturales revoit-on lorsqu’on passe nos journées devant un écran, à faire des allers-retours compulsifs entre la télé, les infos, les réseaux sociaux? C’était dans la filiation des luttes passées qu’allait s’inscrire la nôtre, notre « pratique » de la résistance.

Le 21 novembre 2012 s’est tenue, devant une foule compacte et attentive, la dernière édition de *Mots et images de la résistance*. Six soirées, 45 présentations, des milliers de mots écrits et partagés.

Cette série d’événements aura été à l’image de cette grève qui nous a habité-e-s, un espace multiforme, traversé par autant de discours, d’émotions, d’actions; par autant de désirs et de déceptions que de colères. Il aura réussi à créer, nous semble-t-il, un lieu de paroles et de rencontres en marge de la rue et de l’université, où nous avons retrouvé sans contrainte le plaisir de la parole donnée et de la connaissance gratuite.

Et ce que Mots et images de la résistance aura été, pour nous organisateurs et organisatrice, au-delà de ces réflexions plus théoriques, ce sont les rencontres que nous y avons faites, la présence du public dont le nombre chaque fois nous émouvait drôlement; ce sont l’excitation et l’inquiétude que provoquaient la recherche effrénée de participant-e-s; c’est une atmosphère singulière, dense, traversée par une joie d’être ensemble, d’être là, dans l’expression éclatante d’un « nous ne partirons pas¹ ».

ONT PRIS PART À MOTS ET IMAGES DE LA RÉSISTANCE :

Louis-Daniel Godin-Ouimet · Michel Lacroix ·
Anne Elaine Cliche · Marie-Hélène Constant ·
Céline Philippe · Pierre Lefebvre · Dominic Hardy ·
Julien Lefort-Favreau · Martine Delvaux ·
Simon Levesque · François Jardon-Gomez ·
Jean-Benoît Cormier-Landry · Émile Bordeleau-Pitre ·
Dominique Garand · Guillaume Denault ·
Samuel Mercier · Antonio Dominguez-Leiva ·
Jean-Philippe Chabot · Emmanuelle Caccamo ·
Geneviève Lafrance · Anthony Glinoyer ·
Nicholas Dawson · Samuel Archibald ·
Catherine Lavarenne · Carole Poliquin · Marie Parent ·
Denis McCready · Alain Farah · Rachel Nadon ·
Ianik Marcil · Samuel Saint-Pierre · Martin Jalbert ·
Olivier Choinière · Marie-Christine Lemieux-Giroux ·
Camille Toffoli · Jérémie Battaglia ·
Jean-François Hamel · Ian Olivieri · David Widgington ·
Evelyne Vigneux-Salesse · Maude Lavasseur ·
Elisabeth Nardout-Lafarge ·
Hadi Qaderi · Aude Maltais-Landry · Stéphane Lépine

Site web : <<http://miresistance.com/>>.

¹ Jacques BRAULT, « Patience », *Poèmes choisis (1965-1990)*, Éditions du Noroît, p. 55-58.

Chers camarades

Stéphane Lépine

Homme de théâtre longtemps associé à la metteure en scène Brigitte Haentjens et auteur prolifique en ce domaine, conseiller littéraire auprès de l’Orchestre symphonique de Montréal et de la Société d’art vocal de Montréal, Stéphane Lépine est également chargé de cours à l’École supérieure de théâtre et au département d’Études littéraires de l’UQAM. Le texte qui suit a d’abord fait l’objet d’une conférence prononcée dans le cadre de l’événement *Mots et images de la résistance* qui eut lieu au café-bar de la Cinémathèque québécoise, le 21 novembre 2012. En ligne : <<http://miresistance.com/>>.

Chers camarades,

Oui, j’ose ce mot, camarades! S’il est malheureusement associé dans l’esprit de bien des gens à un honteux passé marxiste-léniniste ou au vieux Péquiste de Mononc’ Serge, à des dérives atroces de l’Histoire et aux « idéaux de la révolution déformés par l’usage », comme le disait Heiner Müller, ce mot, camarade, a encore du sens pour moi. Il me rappelle Bernard-Marie Koltès et sa pièce *La nuit juste avant les forêts*. Il me rappelle cet homme sans nom, sans attaches, incapable de se faire une place dans la société où il a pourtant été accueilli, cet homme honni, proscrit, errant dans la ville et cherchant un gîte pour passer la nuit :

« [...] pour que cette fois je te retrouve toi, de l’autre côté du coin, et que j’ose crier : camarade!, que j’ose prendre ton bras : camarade!, que j’ose t’aborder : camarade, donn-moi du feu, ce

qui ne te coûtera rien, camarade, sale pluie, sale vent, saloperie de carrefour, il ne fait pas bon tourner ce soir par ici, pour toi comme pour moi, mais je n'ai pas de cigarette, ce n'est pas tant pour fumer que je disais : du feu, camarade, c'était, camarade, pour te dire : saloperie de quartier, saloperie d'habitude de tourner par ici... »

« Je vous écris pour prendre congé. Oui, je m'en vais. En vous quittant, je me quitte moi-même. Enfin... ce n'est pas encore chose faite, bien sûr, mais je vais essayer, j'essaie déjà de partir, de me départir d'un encombrement qui dure depuis une trentaine d'années. Depuis que j'ai voulu, un jour d'adolescence, devenir écrivain. [...] Vous savez, mes amis, ajoutait-il, souvenez-vous, notre recherche éperdue d'un lieu habitable nous a mobilisés au-delà de toute expression. J'éprouve justement le besoin de prendre du recul et d'interroger l'impénétrable de notre désir. »

Camarade! Un mot synonyme de solidarité, d'union contre l'adversité, de coudes serrés, d'espoir plein nos... poches crevées.

Chers camarades,

Ne me demandez pas ce soir de vous éclairer sur la noirceur actuelle. Je me contenterai de « jouer le rôle modeste de veilleur », à l'exemple de mon ami et maître André Major, lui qui notait en conclusion de ses carnets de l'année 1994 (réunis sous le titre *L'esprit vagabond*): « il y a tant d'éclaireurs parmi nous qu'il faut bien que quelqu'un se contente de veiller, tandis que tombe la nuit ». Puis, pour reprendre les mots de l'écrivain et essayiste Pierre Ouellet, qui enseigne à l'UQAM, au département d'Études littéraires, « l'écrivain (j'aurais envie pour ma part d'ajouter : l'homme, la femme, le citoyen, le veilleur) ne marche plus devant, flambeau en main, nous éclairant, mais craque dans notre dos une allumette mouillée, qui nous fait voir, quelques instants, le sombre avenir qui nous attend, illuminé par cette faible lueur que le poème et le roman, derrière, loin derrière, entretiennent encore, gardant un peu de soufre entre [les] doigts ». C'est donc, oui, un modeste veilleur qui se présente devant vous ce soir : l'homme privé, privé de plus en plus de l'essentiel, privé de communauté, et qui se réjouit de l'invitation lancée par Rachel Nadon (salut camarade!) à se prononcer dans le cadre de *Mots et images de la résistance*, qui se réjouit que de tels lieux de résistance, aussi fragiles soient-ils, puissent exister encore.

Nous vivons actuellement des temps complexes, où les valeurs que nous pensions solides, supposées fonder notre société démocratique, sont remises en question. La tentation est grande, dans ce contexte, de prendre congé. Je me souviens, c'était en 1979, au début de ma vie adulte et de mon parcours intellectuel. Je rentrais à l'Université de Montréal, cette université située entre l'Oratoire et le cimetière, là où, pour la première fois, j'ai compris ce que signifiait la lutte des classes, là où, malgré mon inconfort, malgré le sentiment de ne pas y être à ma place, je rencontrais des hommes qui furent pour moi des phares et des repères : le philosophe Claude Lévesque, mort plus tôt cette année, Pierre Gravel, et le poète Jacques Brault, qui alors, dans un texte désormais passé à l'histoire, disait souhaiter prendre congé. Je cite un extrait de ce texte :

« Je vous écris pour prendre congé. Oui, je m'en vais. En vous quittant, je me quitte moi-même. Enfin... ce n'est pas encore chose faite, bien sûr, mais je vais essayer, j'essaie déjà de partir, de me départir d'un encombrement qui dure depuis une trentaine d'années. Depuis que j'ai voulu, un jour d'adolescence, devenir écrivain. [...] Vous savez, mes amis, ajoutait-il, souvenez-vous, notre recherche éperdue d'un lieu habitable nous a mobilisés au-delà de toute expression. J'éprouve justement le besoin de prendre du recul et d'interroger l'impénétrable de notre désir. »

Jacques Brault écrit ces mots à l'aube du premier référendum. Il est alors accusé de lâcheté. Comme s'il n'y avait qu'une forme de combat, comme s'il n'avait pas le droit de se retirer dans ses terres pour préserver l'essentiel : son rapport à l'écriture, à la littérature. Il parlait déjà de « notre recherche éperdue d'un lieu habitable ». Je reviens régulièrement à ce texte. Toujours partagé entre la tentation du repli et l'engagement. À un moment de ma vie, je suis parti, comme bien d'autres avant moi. Comme certains signataires du *Refus global*, comme Gabrielle Roy, Anne Hébert, Marie-Claire Blais, Jacques Poulin, Alain Grandbois et combien d'autres. Le Québec me tuait. Comme mon camarade l'écrivain et essayiste Yvon Rivard, « je commençai[s] alors à me demander si cette difficulté ou cette impossibilité d'habiter, de posséder et d'exprimer son propre espace n'était pas quelque chose de foncièrement québécois ». « Partir pour être soi. Partir pour ne plus être soi », dit pour sa part mon autre camarade Régine Robin. Je suis donc parti. Je suis allé voir ailleurs si j'y étais. Et j'y étais. C'est Heidegger qui écrivait – et sa pensée a été reprise par quantité de gens – que l'une des conditions que l'on doit tous remplir pour parvenir chez soi, dans ce qui nous est propre, c'est le voyage à l'étranger. Pas n'importe quel voyage cependant, pas n'importe quel pays étranger. Il s'agit de ce pays-là qui m'est étranger, mais qui est le seul par lequel il est inscrit que je doive passer pour parvenir chez moi, dans ce qui m'est propre.

Il est alors accusé de lâcheté. Comme s'il n'y avait qu'une forme de combat, comme s'il n'avait pas le droit de se retirer dans ses terres pour préserver l'essentiel : son rapport à l'écriture, à la littérature. Il parlait déjà de « notre recherche éperdue d'un lieu habitable ». Je reviens régulièrement à ce texte. Toujours partagé entre la tentation du repli et l'engagement. À un moment de ma vie, je suis parti, comme bien d'autres avant moi. Comme certains signataires du *Refus global*, comme Gabrielle Roy, Anne Hébert, Marie-Claire Blais, Jacques Poulin, Alain Grandbois et combien d'autres. Le Québec me tuait. Comme mon camarade l'écrivain et essayiste Yvon Rivard, « je commençai[s] alors à me demander si cette difficulté ou cette impossibilité d'habiter, de posséder et d'exprimer son propre espace n'était pas quelque chose de foncièrement québécois ». « Partir pour être soi. Partir pour ne plus être soi », dit pour sa part mon autre camarade Régine Robin. Je suis donc parti. Je suis allé voir ailleurs si j'y étais. Et j'y étais. C'est Heidegger qui écrivait – et sa pensée a été reprise par quantité de gens – que l'une des conditions que l'on doit tous remplir pour parvenir chez soi, dans ce qui nous est propre, c'est le voyage à l'étranger. Pas n'importe quel voyage cependant, pas n'importe quel pays étranger. Il s'agit de ce pays-là qui m'est étranger, mais qui est le seul par lequel il est inscrit que je doive passer pour parvenir chez moi, dans ce qui m'est propre.

Dans mon cas, ce pays-là fut l'Allemagne, l'Allemagne de l'Est, je tiens à le préciser. Car il y a bien deux Allemagnes et le mur n'est pas tombé, contrairement à ce que certains essaient encore de nous faire croire. J'étais allé une première fois à l'Est – là où le soleil se lève – en 2000 et c'est alors que j'avais découvert la ville de Dresde(n), ville qui est devenue mienne à partir de 2003.

Depuis dix ans, cette ville m'a transformé et m'a mis au monde. Mais pourquoi revenir sans cesse à Dresde, comme tant d'autres artistes qui me sont infiniment chers et qui ont été pour ainsi dire sauvés par Dresde, de Bernardo Bellotto, dit Canaletto le jeune, à William Forsythe, en passant par

Friedrich Schiller, Carl Maria von Weber, Richard Wagner, Richard Strauss, Henrik Ibsen ou Samuel Beckett, qui y a eu l'idée d'*En attendant Godot* en voyant un tableau de Caspar David Friedrich, mort à Dresde. Dresde a attiré sous son ciel nuageux nombre de compositeurs, de peintres, d'écrivains, de chorégraphes, qui ont trouvé là un lieu favorisant la création. Mais moi qui ne suis pas un artiste, je suis devenu

Dresdois pour des raisons intimes, en partie inexplicables, et parce que c'est une ville de résistants et la ville de Victor Klemperer. Victor Klemperer est cet homme qui, dans son journal, l'un des plus importants du XX^e siècle avec ceux d'André Gide, de Gombrowicz, de Torga et de Pavese, a témoigné de la montée du national-socialisme à Dresde et de la victoire progressive de l'ombre. Je le cite :

« Je n'écris pas l'Histoire. Mais cette amertume, plus forte que je n'aurais cru pouvoir encore l'éprouver, je me dois de la noter. C'est une ignominie qui augmente de jour en jour. Et tout le monde se tait et courbe l'échine... [...] Ce qui me frappe le plus, c'est que l'on soit à ce point aveugle face aux événements. [...] L'idée de la mort me tient entre ses griffes et ne me lâche plus un seul instant. [...] Tout ce que j'avais tenu pour non allemand, la brutalité, l'injustice, l'hypocrisie, la manipulation des masses jusqu'à l'ivresse, toutes ces choses fleurissent ici. [...] Parodiant Lessing – Qui ne perd pas la raison devant certaines choses n'a pas de raison –, j'ai dit : Qui a le cœur en paix de nos jours n'a pas de cœur. [...] On ne peut pas vivre normalement dans des temps anormaux. [...] Est-ce l'hébètement, la philosophie, l'âge, ou le sentiment de vivre dans un temps de déroute absolue? Je n'ai plus désormais que des accès de dépression, je laisse les choses aller leur cours, et j'éprouve même pour quelques heures une véritable joie de vivre. »

Lors de chacun de mes séjours à Dresde, je vais déposer une pierre sur la tombe de Victor Klemperer dans le petit cimetière de Dölszchen. Il est pour moi un exemple de résistant, à la fois lucide et pugnace, qui, malgré les accès de dépression, malgré cette certitude qu'on ne peut pas vivre normalement dans des temps anormaux, continue à croire que l'ombre jetée par le manteau de Méphisto, comme dans *le Faust* de Murnau au cinéma, ne saurait couvrir toute une ville, tout un pays, toute une civilisation, toute une culture. On m'a souvent dit que j'exagerais lorsque j'osais comparer ce qu'a vécu Victor Klemperer et ce que nous vivons aujourd'hui au Québec. Ces gens ont raison. Cela est incomparable et il y a même quelque chose d'ignoble à oser mettre en parallèle les deux réalités. Mais il n'en reste pas moins que le journal de Klemperer nous appelle à la vigilance, à ne jamais perdre la réalité des yeux.

Il est alors accusé de lâcheté. Comme s'il n'y avait qu'une forme de combat, comme s'il n'avait pas le droit de se retirer dans ses terres pour préserver l'essentiel : son rapport à l'écriture, à la littérature. Il parlait déjà de « notre recherche éperdue d'un lieu habitable ». Je reviens régulièrement à ce texte. Toujours partagé entre la tentation du repli et l'engagement. À un moment de ma vie, je suis parti, comme bien d'autres avant moi. Comme certains signataires du *Refus global*, comme Gabrielle Roy, Anne Hébert, Marie-Claire Blais, Jacques Poulin, Alain Grandbois et combien d'autres. Le Québec me tuait. Comme mon camarade l'écrivain et essayiste Yvon Rivard, « je commençai[s] alors à me demander si cette difficulté ou cette impossibilité d'habiter, de posséder et d'exprimer son propre espace n'était pas quelque chose de foncièrement québécois ». « Partir pour être soi. Partir pour ne plus être soi », dit pour sa part mon autre camarade Régine Robin. Je suis donc parti. Je suis allé voir ailleurs si j'y étais. Et j'y étais. C'est Heidegger qui écrivait – et sa pensée a été reprise par quantité de gens – que l'une des conditions que l'on doit tous remplir pour parvenir chez soi, dans ce qui nous est propre, c'est le voyage à l'étranger. Pas n'importe quel voyage cependant, pas n'importe quel pays étranger. Il s'agit de ce pays-là qui m'est étranger, mais qui est le seul par lequel il est inscrit que je doive passer pour parvenir chez moi, dans ce qui m'est propre.

C'est à Dresde, au fil de séjours répétés dans cette ville rasée par les bombes alliées dans la nuit du 13 au 14 février 1945 et *wiederaufgebaut*, reconstruite, que j'ai com-prises, que j'ai prises avec moi, que j'ai assimilées, fait miennes les œuvres et la pensée de Heiner Müller et de Christa Wolf, deux exacts contemporains : Müller né à Eppendorf en Saxe en janvier 1929, Wolf deux mois plus tard à Landsberg an der Warthe, un territoire polonais qui appartient aujourd'hui à l'Allemagne de l'Est. Müller et Wolf sont deux résistants. Qui ont vécu sous deux dictatures : le fascisme et le communisme. Qui, dans leurs œuvres (fictions, essais ou témoignages mêlés), ont tenté d'y voir clair dans les situations, dans les êtres et en eux-mêmes. Qui ont, au fil du temps, posé un diagnostic, témoigné des événements, des faits politiques les concernant, de l'état de ce pays utopique qu'était la République démocratique allemande, des « idéaux de la révolution déformés par l'usage », de l'effondrement de la RDA, puis de la transition vers une société soi-disant libre : « *Heil Coca-Cola!* » Leurs œuvres comptent à mes yeux parmi les plus importantes du vingtième siècle, entre autres en ce qu'elles montrent à quel point le politique et l'intime sont indissociablement liés.

Wolf et Müller m'ont servi de modèles et m'ont donné du courage au cours des derniers mois. Si j'étais bel et bien au Québec depuis le mois de février, s'il m'apparaissait impossible, impensable de prendre congé, de partir en ces moments de bouleversements, je repensais sans cesse aux gestes et positions de ces résistants de l'Allemagne de Est, de ces *Ossies*, qui sont descendus dans la rue par dizaines de milliers pour lutter contre les politiques néolibérales de Gerhard Schröder jusqu'à faire tomber son gouvernement, pour se tenir debout devant le tank de l'Ouest qui tentait d'écraser une certaine conception du monde dont on disait qu'elle avait fait son temps, qu'il ne s'agissait que d'une erreur historique. « Entre ruines et gravats croît LE NOUVEAU », clame le Jason de Müller dans *Médée-Matériau*.

Et j'entends le Hamlet de Müller, qui souhaite cesser d'être humain et devenir une machine. Je l'entends s'opposer à sa putain de mère, qui a vendu son âme au capitalisme et dont il se raille en empruntant ses mots : « LAVE-TOI LE MEURTRE DU VISAGE MON PRINCE / FAIS LES DOUX YEUX AU NOUVEAU DANEMARK. » Nous sommes tous des Hamlet. On nous demande à tous chaque jour de faire les doux yeux au nouveau Danemark, de nous faire une raison, de rentrer à la maison et de tuer le temps en accord avec notre moi non divisé. Je cite à nouveau le Hamlet de Müller : « Télévision La nausée quotidienne Nausée / Du verbiage apprêté De la bonne humeur prescrite ». Une population désinformée, rivée devant la télé pour écouter *Les détecteurs*

de mensonges, est une population heureuse, insensibilisée, anesthésiée et malléable. « Quand les gens ne sont pas informés, ils commencent à agir de façon irresponsable », écrit Christa Wolf. Hamlet, face à la corruption, face au mensonge, face au dérisoire de l'engagement, face aux échecs rencontrés, finit par abdiquer et prendre congé :

« Je ne veux plus manger boire respirer aimer une femme un homme un enfant un animal. Je ne veux plus mourir. Je ne veux plus tuer. J'ouvre par effraction ma viande scellée. Je veux habiter dans mes veines, dans la moelle de mes os, dans le labyrinthe de mon crâne. Je me retire dans mes intestins. Je prends place dans ma merde, mon sang. Quelque part des corps se brisent, pour que je puisse habiter dans ma merde. Quelque part des corps s'ouvrent, pour que je puisse être seul dans mon sang. Mes pensées sont des plaies dans mon cerveau. Mon cerveau est une cicatrice. Je veux être une machine. Bras pour saisir jambes pour marcher aucune douleur aucune pensée. »

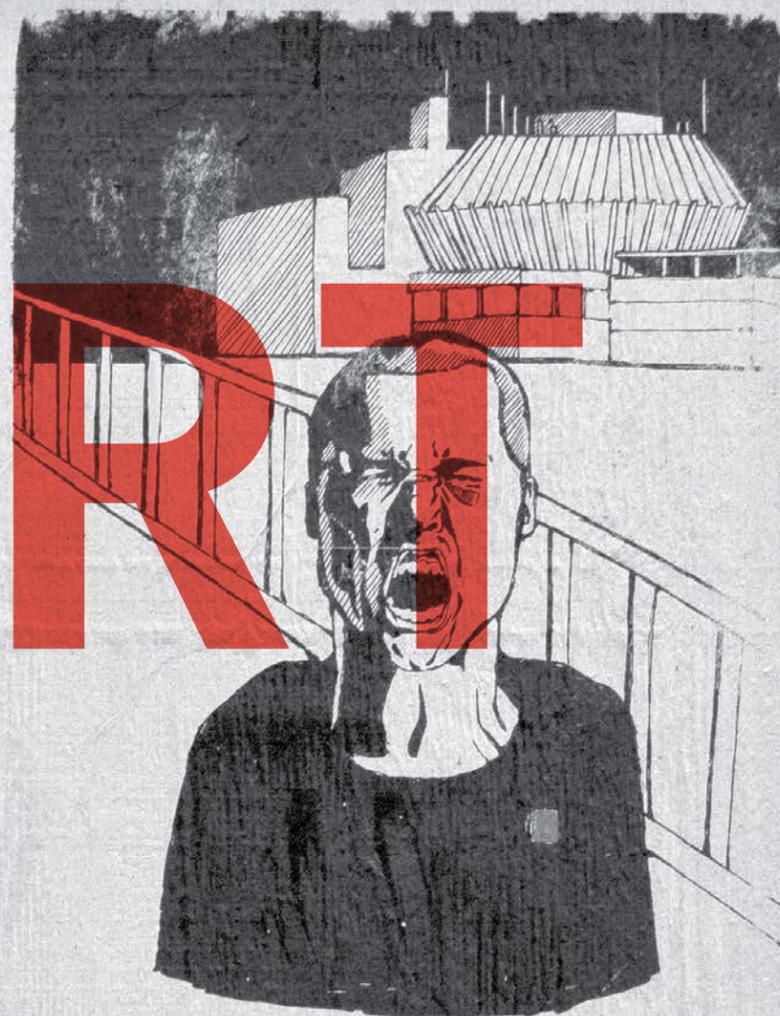
Nous sommes tous des Hamlet. Et après des mois de lutte, après avoir sept mois durant porté le carré rouge, on se demande tous ce que cela veut dire, quel sens cela a-t-il. « Le Danemark est une prison, entre nous croît un mur », dit le Hamlet de Müller. Le Québec aussi est une prison et entre nous croît un mur. Près de 60 % des Québécois ont voté pour des partis de droite en septembre dernier. Et le Parti Québécois, en déposant son premier budget, a démontré, pour ceux qui en doutaient encore, qu'il est un parti de droite, qui fait les doux yeux au Conseil du patronat. Et ceux et celles qui se réjouissaient encore de la maigre et bien amère victoire de ce parti semblent avoir oublié qu'il n'y a pas si longtemps, ces ordures que sont Lucien Bouchard, François Legault, Raymond Bachand et André Boisclair étaient péquistes et qu'Agnès Maltais, cette Gertrude aux bras de son Claudius à elle, qui a pour initiales PKP, nous demande de faire les doux yeux au nouveau Danemark.

Je lisais récemment Helen Faradji dans l'infolettre hebdomadaire de la revue de cinéma *24 images*. « L'utopie collective est retombée, écrivait-elle. Après cette soirée d'élections amère, l'envie de solidarité est plus forte que jamais. » C'est juste. C'est bien la raison pour laquelle nous sommes ici ce soir. Besoin de la présence des camarades. Besoin de sentir que le mot communauté a encore un sens. Désir de ne pas rentrer à la maison, dans le confort et l'indifférence, et cela malgré l'envie très forte parfois de prendre congé, comme le Hamlet de Müller, de s'insensibiliser, de devenir des machines. Besoin de solidarité. J'aimerais ici vous citer un passage du journal de Christa Wolf, écrit en 1960 :

« Après le déjeuner je me rends à l'usine de wagons pour la réunion de cellule du parti. Dans le tramway, un couple âgé cherche désespérément la pièce de dix pfennigs qui lui manque pour payer le ticket. Ils ont dépensé tout leur argent



966

DE
L'ART

La jeunesse contre la hausse

Les femmes-fauves Allégories

Gina Cortopassi

Gina Cortopassi débute son doctorat en histoire de l'art à l'UQAM.

Si les filles de la grève ne font pas toujours bonne figure, c'est parce qu'elles lèvent le poing pour casser la figure à la figure, à coups de répétition - ni fille, ni en grève mais fille en grève.
— Martine Delvaux¹

Vous vous doutez, lectrice, que cet humble texte rend aux militantes un hommage. Les portraits de femmes-fauves peints à même ces pages découlent de l'admiration et de l'amitié profonde et inébranlable que j'ai développées pour elles. L'intensité affective de la grève étudiante s'est déployée à pleine vapeur lors des manifestations, des assemblées générales et des confrontations malheureusement banalisées avec le corps policier. Les amitiés autrefois polies ont muté au contact répété avec la violence et l'effervescence des sentiments. Délivées de ces lieux communs où la rencontre est tempérée par la Norme, la honte, la méfiance et la modération, nous nous sommes unies hors de nous-mêmes ou, pour en souligner le paradoxe, nous nous sommes connues véritablement. La « flèche de nos désirs » braquée sur l'horizon, les « filles en grève » sont devenues des lionnes, défiant le grand dragon aux écailles dorées :

Mes [sœurs], pourquoi est-il besoin du lion de l'esprit? La bête robuste qui s'abstient et qui est respectueuse ne suffit-elle pas?

Créer des valeurs nouvelles - le lion même ne le peut encore : mais se rendre libre pour la création nouvelle - c'est ce que peut la puissance du lion. Se faire libre, opposer une divine négation, même au devoir : telle, mes [sœurs], est la tâche où il est besoin du lion.

Conquérir le droit de créer des valeurs nouvelles - c'est la plus terrible conquête pour un esprit patient et respectueux. En vérité, c'est là un acte féroce, pour lui, et le fait d'une bête de proie.²

De lion à lionnes, donc, puisque les filles en grève ne bravent pas la tradition et l'ordre seules. Pour écorcher la cuirasse du dinosaure, reptile au sang-froid d'une ère révolue qui persiste à imposer son règne, les femmes-fauves multiplient les attaques. N'étant pas adversaire facile, ce dragon engage une épique et tenace lutte. La force du nombre, complice essentiel, vivifie leur esprit déterminé d'où la peur et la pudeur se sont dissipées. « La honte du servage sans espoir fait place à la fierté d'une liberté possible à conquérir de haute lutte³ », se font ainsi entendre les bêtes féroces d'autrefois.

Plurielles, les femmes-fauves s'allient ponctuellement sous la bannière rouge, réaffirmant leurs affinités et, surtout, leurs différences. Chacun de leurs gestes et de leurs mots, jamais anodins, concourent à renforcer leurs convictions et à ébranler la doxa. Elles s'expriment par l'écriture, le jeu, ou plus

instinctivement, par la voix. Voici trois allégories distinctes, qui néanmoins s'entrecourent, rythment ce tribut maladroît. Trois ébauches pour trois figures investissant l'espace éphémère et effervescent de la grève au gré de leurs inclinaisons et de leur rapport au pouvoir.

FIGURE UN

Elle rugit. Pour éviter la nausée, pour rallier les troupes, pour l'avenir. À coup d'aphorismes tranchants et de propositions intrépides et effrontées, elle crache à la figure de l'autorité viciée. *Barbara Kruger* à l'encontre des truismes, à la défense de la différence. Sur les statues et les monuments de cette Acropole désertée de ses citadins reclus dans le confort crasse d'une ignorance défendue, elle projette sa voix enrôlée; un écho s'y glisse, s'immisce, éveillant au passage les consciences obtuses et les sentiments endormis. « Bringing the War Home », s'exclame *Martha Rosler*, s'indignant du surréalisme des contradictions qui minent le statu quo. Une battante dont les sentiments débordent et se déversent hors d'elle-même pour transmettre, vociférante, l'urgence de la résistance.

FIGURE DEUX

De performance en performance, elle renverse les clichés. Elle préfère le jeu, les costumes et les paillettes aux dénonciations graves et solennelles de ses sœurs et de ses frères d'armes. Subversive, elle patrouille les rues masquée telle une *Guerrilla Girl* troublant le repos du troupeau de piétons homogènes et anesthésiés. Femme-singe. Elle parodie sans relâche; pleurant tantôt la mort de l'Éducation, célébrant ensuite la Mascarade pour succomber aux tailleurs et aux perles des larbins de l'État. Elle se pavane dans une Cadillac blanche, cette *Fermière Obsédée*, talonnée par un char allégorique triomphé d'un tas de merde colossal. Dissonance. Les grands perdent la face devant elle, dépouillés de leurs artifices, alors que le rire s'élève de la foule pour faire valoir, si ce n'est que d'un éclat provisoire, le « rêve ironique⁴ » des filles en grève.

FIGURE TROIS

Aux débordements carnavalesques de la rue où elle cultive sa pensée, elle choisit de s'exprimer sur papier. Elle investit les lieux parallèles, réfractaires à l'institution, et façonne des récits intimes tempérés par la vulnérabilité et la transparence de la confession. Une *Frida Kahlo*, qui, d'introspections répétées, d'autoportraits entamés, mesure la profondeur de son implication dans le monde. Une *Hannah Wilke* documentant patiemment la maladie, le virus, la bataille. Son expérience du conflit s'ébauche sensiblement, dans l'affect. La justesse de son trait contraste avec les zones estompées de ces croquis reconduisant une expérience singulière et nuancée du combat : *Käthe Kollwitz* dont les esquisses monochromes capturent les scènes du théâtre acerbe et absurde de sa réalité.

Les femmes-fauves se rassemblent pour défier la logique impérialiste et discriminatoire d'une oligarchie toute-puissante. De longue haleine, cet engagement quotidien et tenace précarise un ordre symbolique fondé dans l'exclusion. Les femmes-fauves franchissent le pas, sachant trop bien que la lutte ne sera pas aisée. Elles font un saut vertigineux et audacieux puisqu'elles osent la désobéissance et la libre réflexion. L'expérience de la grève étudiante nous aura permis de reconnecter avec la spontanéité et c'est pourquoi ces allégories se veulent d'abord des témoignages de mon amour. « *Our feelings are our most genuine paths to knowledge⁵* », déclare Audre Lorde. Pour raviver la flamme commune de notre engagement et pour guider nos quêtes respectives de connaissance, nos sentiments s'avèrent la lance indéfectible la plus sûre et la plus fidèle, seule capable d'ouvrir au milieu des masses un sanglant passage.

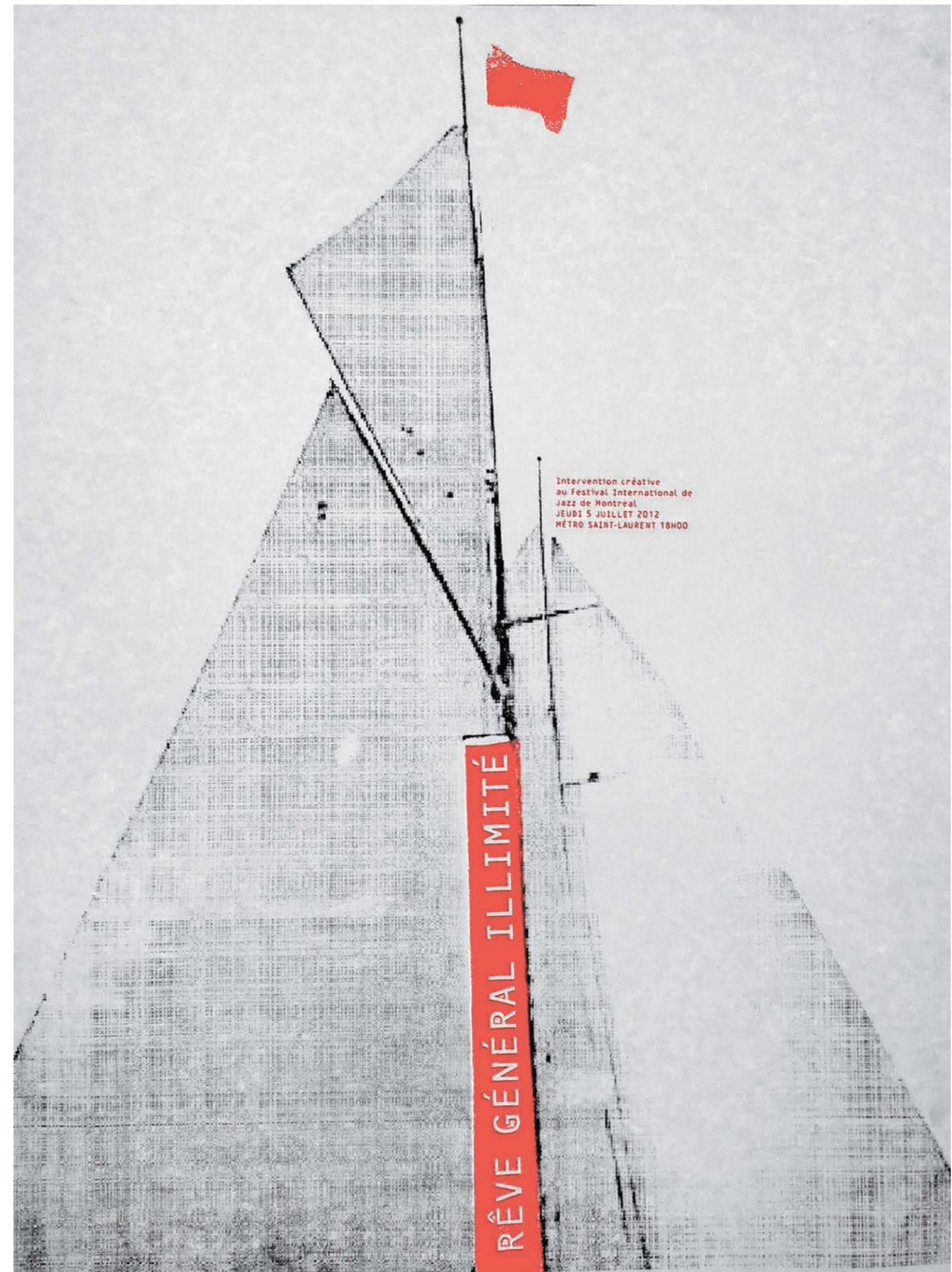
¹ M. DELVAUX, « Les filles en grève », *Nous autres*. En ligne : <<http://www.nousautres.org/les-filles-de-la-greve/>>.

² F. NIETZSCHE, *Ainsi parlait Zarathoustra*, traduit de l'allemand par H. Albert, Paris, Les maîtres du livre, 1919, p. 31.

³ P.-É. BORDUAS, *Le Refus Global*, 1948. Disponible en ligne : <http://agora.qc.ca/documents/paul_emile_orduas-le_refus_global_par_>.

⁴ D. HARAWAY, *Manifeste cyborg : science, technologie et féminisme socialiste à la fin du XXe siècle, Manifeste cyborg et autres essais. Science-Fictions-Féminismes*, Paris, Exils Éditeurs, 2007, p. 29-105.

⁵ Citation inédite du documentaire *Audre Lorde : The Berlin Years 1984 to 1992* réalisé par Dagmar Schultz et projeté dans le cadre du festival IMAGE•NATION : festival du cinéma LGBT de Montréal, le 1er décembre 2012 au Cinéma du Parc.



instruments pendant que vous renversez l'ordre établi. On vous shoot d'la marde pis vous nous renvoyez la pareille. [...] On n'a pas de passé. On n'a pas de futur. On est un band de marde⁶. » Difficile de prendre ces messieurs au sérieux.

SPHÈRES

S'ils ont créé l'indignation, le scandale et provoqué un tollé frisant l'hystérie au sein de la classe politique, c'est que leur travail s'est retrouvé par hasard dans l'espace symbolique du pouvoir après une arrestation et une perquisition policière chez un politicien. Si cela n'était pas arrivé, on n'en aurait probablement jamais entendu parler dans les médias de masse.

Un groupe vivotant dans la scène marginale de la musique *trash* est destiné à y rester. À la marge, aucune menace. Sitôt qu'il entre dans l'espace public, son œuvre devient dangereuse. Tel le virus, il déstabilise les conventions symboliques et heurte les valeurs politiques et morales de cet espace par définition consensuel. L'œuvre d'art « vulgaire » crée une brèche dans le discours consensuel en confrontant la capacité de la communauté à repousser les limites de la norme établie. À terme, c'est le jugement de goût lui-même qui se transforme par l'intrusion de ces œuvres séditeuses, vulgaires, choquantes. En ce sens, l'appréciation de l'art et le jugement esthétique modifient notre rapport aux autres, nos interrelations sociales et politiques. Cette pratique de l'opinion esthétique articule une tension propre à nos sociétés libérales : conjuguer le droit au jugement personnel (j'ai le droit de trouver *cela* beau ou non, de définir que *cela* est de l'art ou non) et l'idée reçue selon laquelle nous partageons tous une capacité de jugement esthétique. Autrement dit, tous les membres de la communauté auraient la capacité d'exprimer un jugement de goût, tout en réclamant qu'il soit partageable par tous⁷.

D'où l'inévitabilité de l'émergence d'un conflit de nature politique qui trouve ses fondements dans le jugement esthétique. J'admets l'appartenance de *cela* dans la catégorie sociale « œuvre d'art », alors que tu juges qu'elle doit en être exclue, à la fois pour des considérations esthétiques et morales. « La guerre du goût est déclarée⁸. »

Comment ce conflit se résout-il? Par quels mécanismes l'œuvre d'art vulgaire se transforme-t-elle en objet artistique socialement acceptable? Les chansons de Mise en demeure connaîtront-elles la même dynamique que celles du

pop art, de *ready-made* ou des impressionnistes pour finir dans les bacs à CD des commerces grands publics dans quelques années? Nul ne le sait, évidemment. Mais des artistes comme Plume Latraverse qui choquaient la morale bien pensante sont aujourd'hui programmés à la radio publique par des animateurs assagis les écoutant avec une nostalgie béate.

FICTIONS

Ça n'est pas le temps qui passe qui crée cette dynamique : c'est le marché. Le marché de l'art est une formidable machine à édulcorer le vulgaire, la violence et l'odieux. Le marché, en général, possède ce pouvoir inouï d'annihiler le jugement moral : la chose échangée n'est ni morale ni immorale – seul, à la limite, son usage participe d'un geste connoté éthiquement. Le marché rend acceptable ce qui ne l'était pas puisqu'il est une fiction. En tant que fiction, il transforme les objets qu'il échange en fiction, il les dépossède de leur charge éthique ou politique initiale. Tout cela aboutit à des affiches de *La Liberté guidant le peuple* ou des œuvres de Warhol chez IKEA, bien des années plus tard.

Dans la grande narration libérale, le marché dépolitise ce qui était politisé. Redonner à l'œuvre d'art son caractère subversif, politiquement et moralement chargé, passe donc par sa réappropriation symbolique dans l'espace public. Mise en demeure, en travestissant *La Liberté guidant le peuple* ou par ses chansons, utilise sciemment un registre appartenant à la vulgarité aux yeux de ceux défendant le consensus du jugement de goût; l'objectif est de repousser les limites socialement admises afin de faire de l'œuvre un vecteur de revendication politique. Le vulgaire est un acte séditieux dans la guerre politique du goût.

¹ Site web du groupe : <<http://miseendemeure.org>>.

² Citations tirées de Tommy CHOUINARD et Paul JOURNET, « Khadir envisage de poursuivre le Journal de Montréal », *La Presse*, 12 juin 2012.

³ AFP, « Controverse à la Biennale de Sao Paulo: l'assassinat est-il un art ? » *LePoint.fr*, 24 septembre 2012. En ligne : <http://www.lepoint.fr/culture/controverse-a-la-biennale-de-sao-paulo-l-assassinat-est-il-un-art-24-09-2010-1240589_3.php>.

⁴ *Le Journal des artistes* du 8 mai 1831, cité dans Dominique MASSONAUD (dir), *Le Nu moderne au salon (1799-1853)*; revue de presse, Grenoble, Éditions littéraires et linguistiques de l'Université de Grenoble, 2005, p. 121.

⁵ Émission disponible en ligne : <<http://www.bandeapart.fm/#/page/magazine-emission-du-15-juin-2012>>.

⁶ Mise en demeure, page Facebook : <<http://www.facebook.com/miseendemeure.leband/info>>.

⁷ Thierry DE DUVE, « Le jugement esthétique, fondement transcendantal de la démocratie », *Noesis*, no 11, 2007, pp. 117-127.

⁸ *Ibid.*, p. 121.



Art Anonymat

Anonyme

L'INTIMIDATION DOIT CESSER!



L'auteure désire garder l'anonymat

L'individualisme règne, cela a déjà été soulevé. Sa contamination de toutes les sphères sociales, elle, mérite d'être réitérée. Alors qu'un mouvement social solidarisant une grande partie de la jeunesse québécoise se trame, alors que des valeurs d'égalité sont prônées, l'ascension personnelle persévère, et ce, même au sein des milieux les plus militants. Le fait est remarquable dans l'univers médiatique, et il pourrait être attribué au goût marqué des Québécois pour le petit vedettariat, mais il l'est également dans le champ de l'art engagé, ce qui mérite d'être interrogé. Par cette tendance à refuser l'anonymat, pour défendre son individualité, l'art, même activiste, se révèle souvent zone de malaise.

Revendiquer la paternité d'une œuvre, dans ce contexte, est-ce contraire aux visées du mouvement? Cela concorde-t-il et contribue-t-il au mouvement social en question ou, au contraire, est-ce une nuisance? La venue de telles réflexions ne s'impose que par l'objectif de l'artiste. Comme l'inspiration n'a jamais été légiférée, chacun a droit d'évoquer le contexte de son labeur, l'origine de son expression : chacun peut apposer son nom à son œuvre. Mais cette pratique soulève certains questionnements dès lors que la création est destinée au soutien d'un mouvement politique tel qu'on l'a connu au printemps dernier, qui plus est, un mouvement collectiviste et anarchisant.

Quand l'artiste, l'individu, le collectif ou le groupe prend l'initiative de créer pour contribuer à la croissance du mouvement social, il devient alors membre (militant) entier de ce mouvement : égal au milieu de ces égaux. Le contexte créé étant issu de tous, ce qui est pensé et conçu pour l'intérêt de la cause est accrédité au mouvement lui-même, à sa communauté entière. Il devient donc questionnable, pour un artiste militant, d'en faire fi et d'accepter une reconnaissance individuelle. D'autre part, puisqu'il est du réflexe de la majorité de la population, par les mentalités et les normes répandues, d'identifier toute chose à une signature, le processus d'élévation d'un individu peut advenir même lorsque contraire aux intentions de l'auteur.

Plus que pour enrichir sa culture générale et satisfaire sa curiosité, la signature permet à l'énonciataire de préjuger le travail avant même que la rencontre ne se produise. C'est qu'il peut considérer, selon ces référents, l'artiste et donc sa création. Que ce soit avec admiration, avec dénigrement, ou simplement en ayant des attentes, il y a influence à la réception du travail. De la même manière, l'identité de l'artiste freine l'identification du destinataire à la création, puisque celle-ci est teintée de l'expérience personnelle relative à l'artiste, de son genre, son âge, ses origines, son statut... La portée de la création se voit donc réduite au profit de préjugés ou de classifications sociales, favorables ou non.

L'identité du créateur provoque également une scission hiérarchique entre les travaux artistiques. Le véritable art relève alors seulement des artistes professionnels mandatés ou reconnus. Même si cette division présente des contre-exemples, elle limite certainement l'initiative de nombreux individus, qui considèrent la pratique artistique comme réservée à d'autres ou ne se sentent simplement pas concernés. Pourtant, étant, la plupart du temps, hors des institutions, aucun véritable critère ne devrait limiter l'initiative des particuliers relative à l'art engagé. Ce mur idéologique crée un déséquilibre entre les individus quant à leur droit et leur facilité à s'exprimer, principal obstacle au dialogue qui pourrait naître. Si l'expression n'est pas une véritable tâche à accomplir, la raison critique, elle, a trop souvent été remise entre les mains de ceux qui auraient pu en avoir le mandat.

Juridiquement, l'inégalité est aussi présente lors des traitements, sévères ou favorables, relatifs à certains individus réprimés ou protégés par une instance. Comme l'art engagé touche à des sujets polarisés, les conséquences portées par l'énonciateur ont un poids. Cela s'intensifie quand il est question d'art activiste, et il devient parfois impossible de s'exprimer en toute sécurité. Dans ces cas, la distinction entre les créations signées et anonymes soulève à tort une méfiance de la part de l'auditoire. Ainsi, comme dans l'action directe, c'est l'anonymat de tous qui protège ceux qui sont plus particulièrement ciblés, ceux qui subissent le plus de répression.

Par l'intégrité militante, la portée et la démocratisation de la pratique, la stimulation créative et collective et la protection égalitaire qu'elle comporte, l'anonymat est la solution la plus complète pour éviter tout malaise et détournement d'une cause – ici, d'un mouvement social. Loin d'être la plus simple, car étrangère aux idées de beaucoup, elle est la façon la plus louable et honnête de militer par l'art. Mais peut-être est-ce également la voie la plus durable, car elle initie une relève qui en initie une autre, toujours en invitant la participation aux dialogues collectifs, en limitant toute déviation du message, en imposant la réflexion critique.

De l'écran à la rue L'invitation au voyage de Jasmin Cormier

Pascal Robitaille



L'auteur poursuit ses études de maîtrise en histoire de l'art à l'Université Concordia.

Au mois de mars 2012, dans la foulée de la grève étudiante québécoise, l'artiste montréalais Jasmin Cormier afficha une centaine de photocopies du portrait officiel de l'ex-ministre de l'Éducation Line Beauchamp, alors en poste, dans divers espaces publics du Quartier Latin et du Plateau-Mont-Royal. Ces photocopies constituèrent l'œuvre éphémère *Le voyage au Ghana* (2012). Chacune était accompagnée du court texte suivant :

« *Au Ghana, les pauvres mangent du chien. Ici, c'est les chiens qui mangent du pauvre.* » Pierre Falardeau scandait ces lignes en 1985 et depuis, rien n'a changé. Le colonialisme néolibéral continue dans sa folle lancée pour s'en prendre à nos corps et à nos esprits. [...] Cette image, portait officiel de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, notre vice-première ministre vicieuse, vous est offerte en exutoire. Sa surface est votre surface, monopolisez-la. Pleurez devant elle, déchirez-la, modifiez-la, écrivez votre rage sur elle, urinez dessus, crachez dessus, la création ne connaît aucune limite. Du Québec au Ghana, nous voyagerons...

La réponse à l'invitation de Cormier ne tarda pas. Quelques heures seulement après l'installation de l'œuvre, des individus commencèrent à la vandaliser. Sur son blogue, l'artiste recensa divers types d'altérations portées aux photocopies,

parmi lesquelles figurent la laceration, le renversement et la destruction par le feu. De toutes les hypothèses pouvant expliquer ces altérations, il avança celle de la contestation politique : « Attaquer une image relève d'une volonté révolutionnaire, écrit-il. On brûle en effigie un personnage exécré, on renverse le symbole d'un gouvernement impopulaire ou on déchire une représentante du contrat social¹. »

Cette interprétation par l'artiste n'est pas sans rappeler d'autres occurrences historiques de vandalisme d'œuvres d'art en guise de protestation idéologique. Je pense, en premier lieu, à la Révolution française pendant laquelle la Commission temporaire des arts, en principe instaurée pour protéger les œuvres d'art, décréta que tous les tableaux représentant des Capétiens – cette dynastie royale qui a régné sur la France de 987 à 1792 – devaient être inventoriés et réunis dans un même dépôt afin que l'on procède à leur destruction². Me vient également à l'esprit la manifestation du 23 octobre 1956 de l'insurrection hongroise, pendant laquelle des étudiants soutenus par le peuple renversèrent un bronze de huit mètres de haut à l'effigie de Staline³.

Mais, alors que, pendant des siècles, le mécontentement social par le vandalisme artistique s'est exprimé de manière tangible, il me paraît que, depuis quelques années, celui-ci a davantage lieu de manière virtuelle. Puisqu'il nous est aussi complexe qu'il l'était aux révolutionnaires français ou hongrois d'attenter à la vie de personnalités politiques et que la destruction de l'ensemble des emblèmes représentant ces derniers exigerait des ressources considérables, nombre d'artistes et de citoyens manifestent aujourd'hui leur indignation sur Internet, en s'appropriant et en détournant des photographies des représentants du pouvoir, disponibles en libre accès. En dignes arrière-petits-enfants de Duchamp, certains d'entre eux dessinent barbe et moustache sur le visage de Pauline Marois, affublent Amir Khadir d'un nez de clown, ou métamorphosent François Legault en dictateur romain. D'autres, plus doués pour les mots d'esprit que pour le graphisme, créent des « mêmes Internet » en ajoutant un texte généralement bref et subversif aux images qu'ils ont glanées sur le web. Ces bricolages clandestins sont ensuite diffusés de manière virale, notamment sur les réseaux sociaux.

Cependant, bien que ce vandalisme artistique à forte dimension virtuelle soit un mode aussi légitime que nécessaire d'expression de la révolte, on conviendra qu'il prévient tout contact physique avec l'œuvre d'art. Il y a quinze ans, Jean Baudrillard parlait déjà de l'expérience de « caisson d'isolation sensorielle que sont les écrans et les réseaux⁴ ». À l'heure actuelle, il existe peu de sphères d'activité qui échappent encore à la virtualisation généralisée de l'expérience humaine.

Avec *Le voyage au Ghana*, Cormier rejette l'idée d'un vandalisme artistique opérant au strict niveau virtuel. Bien que

les photocopies constituant son œuvre relèvent au départ de ce type de vandalisme, l'artiste outrepassa rapidement celui-ci en enjoignant les citoyens à quitter leurs écrans afin d'altérer physiquement la surface de l'une ou l'autre de ces photocopies. Cela étant, il existe une proximité esthétique indéniable entre l'œuvre de Cormier et l'art relationnel tel que théorisé par Nicolas Bourriaud. D'une certaine manière, ces photocopies « suscitent des rencontres et donnent des rendez-vous⁵ », au même titre que les bonbons distribués par Félix González-Torres, les drogues hallucinogènes offertes par Carsten Höller ou les nouilles sautées à la thaïlandaise cuisinées, puis partagées par Rirkrit Tiravanija. Par ailleurs, à l'instar des œuvres évoquées, *Le voyage au Ghana* ne prend pleinement son sens que lors d'une intervention tangible, corporelle, de la part de son spectateur, mettant en lumière l'obsolescence du comportement voulant que le spectateur d'une œuvre d'art omette tout contact physique avec celle-ci. Pour paraphraser Jacques Rancière, la distance et la révérence observées hier face aux œuvres d'art s'inversent aujourd'hui en propositions de « proximité nouvelle entre les êtres » par l'intermédiaire de l'instauration de « nouvelles formes de relations sociales⁶ ».

Ainsi, au-delà de son contenu ouvertement lié à la crise étudiante, *Le voyage au Ghana* se fait l'écho des soulèvements populaires qui se sont déroulés en marge de ce conflit. En invitant les spectateurs à rompre avec leur relation passive ou virtuelle aux images et à intervenir physiquement sur celles-ci, voire à rencontrer d'autres individus venus eux aussi exprimer leur hargne envers Line Beauchamp, Cormier exemplifie et allégorise les transformations qu'aura permis le « Printemps érable », lequel, au-delà de la contestation de la hausse des droits de scolarité, a rétabli la possibilité d'un certain lien social en rompant l'isolement dans lequel nous nous trouvions et transformé nombre de citoyens passifs en militants actifs.

¹ Jasmin CORMIER, « Le voyage au Ghana », sur le blogue de l'auteur. En ligne : <<http://blogjasmincormier.com>>.

² Voir Louis RÉAU, *Histoire du vandalisme : Les monuments détruits de l'art français*, Paris, Hachette, 1959, p. 254.

³ Anders ÅMAN, *Architecture and Ideology in Eastern Europe During the Stalin Era*, Cambridge, MA, The Massachusetts Institute of Technology (MIT) Press, 1992, p. 193-195.

⁴ Jean BAUDRILLARD, *Écran total*, Paris, Galilée, 1997, p. 65.

⁵ Nicolas BOURRIAUD, *L'esthétique relationnelle*, Dijon, Les Presses du réel, 1998, p. 30.

⁶ Jacques RANCIÈRE, *Malaise dans l'esthétique*, Paris, Galilée, 2004, p. 79.

Économie 0 Du champ au marché neutre

Grégory Chatonsky

L'auteur développe une pratique artistique du flux en art numérique. Il est professeur en arts visuels et médiatiques à l'UQAM. Ce texte est d'abord paru sur son blogue *Fragments*, le 4 juin 2007.

Économie 0 n'est pas un slogan, un logo, une recette, encore moins un manifeste. Économie 0 n'est pas la négation de l'économie.

Jusqu'à présent l'économie a été conçue en termes de + et de -, de profits et de pertes, de bilans, construisant une temporalité: une attente, espoir et menace tout à la fois selon l'action projetée. On aura beau expliquer que l'économie se limite à une approche objective et chiffrée, il semble bien difficile de la distinguer d'une machinerie des affects.

Économie 0 est un concept permettant de décrire certains phénomènes contemporains où les dépenses et les gains sont équilibrés et, pour ainsi dire, s'annulent. La production artistique en est le champ d'application privilégié mais non exclusif.

Économie 0 ne s'oppose donc pas au libéralisme économique, à la mondialisation. Nous savons combien la critique est intégrée d'avance par le système dénoncé qui se nourrit de telles dialectiques. Nous savons combien critique et critiqué se valident l'un et l'autre par un jeu croisé. Nous savons combien toute contre-proposition au pouvoir dominant est un reflet de son emprise, une justification de sa position, nous qui sommes dans des démocraties représentatives (*mimesis*).

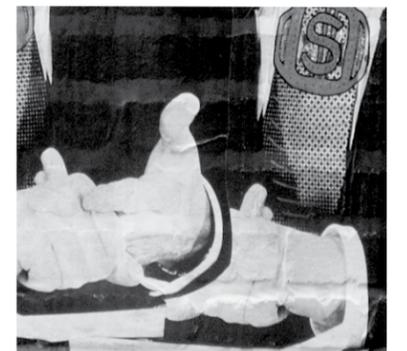
Mais que faut-il alors entendre par « neutralisation »? Qu'est-ce que le neutre appliqué à l'espace économique? Il s'agit simplement d'une manière de s'organiser afin que nous ne soyons ni à l'intérieur, ni à l'extérieur du système des échanges. Cette logique du « ni-ni » n'est pas une manière de suspendre

l'économie, encore moins de la dénoncer, il ne s'agit pas d'une attitude passive mais la mise en place de stratégies du neutre.

Les pertes et les profits mesurent et construisent des affects, crainte et satisfaction, attente ou précipitation, défense ou prédation. Ces affects diminuent la puissance des flux et des devenirs en retenant, en délivrant et en identifiant (« c'est *mon* flux » ou « c'est *ton* flux »). Avec l'économie 0 il s'agit de laisser les flux couler. Extraction, coupure, décodage et encodage des flux sont des fonctions de production, non de bilan. Le bilan arrête l'écoulement conçu comme une hémorragie à soigner.

Le crédit organise les pertes (humaines) au profit de bénéfiques (bancaires). Le crédit soumet les existences au régime abstrait de l'idée de valeur. L'économie 0 n'est pas une économie a *minima*, une économie de simple subsistance. Les flux dépensés peuvent être importants, peu importe puisqu'il n'y aura ni perte ni gain, ni déception ni satisfaction, nulle espérance en un avenir meilleur ou pire, nul messianisme donc, simplement le présent de ce qui est effectivement produit.

De ce fait, la question de la valeur (donc de la perte) ne se pose plus simplement. La valeur économique était fonction d'un rapport de pouvoir : gagnant ou perdant, créateur ou débiteur. La perte est encore une possibilité négative de gain et le gain une possibilité de perte (ce que j'ai gagné, je peux le perdre). L'économie 0 brouille cette réversibilité et la notion même de valeur et d'échange. Elle replace l'économie sur le plan d'un symbole secondaire dérivé d'une intention typologique de pouvoir. Le concept de part maudite (George Bataille) n'est plus suffisant pour comprendre le devenir du libéralisme. Il y a en elle quelque chose de lointain et d'exotique, une forme de romantisme à tonalité christique : don absolu de quelque chose en dehors de la valeur. La dissipation d'une énergie sur le *socius*, proposée par la part maudite, est quelque chose d'apprécié par le libéralisme économique, car elle se rattache aux loisirs qui détendent les corps, les suspendent, les palpitent. La part maudite est une partie à part de l'économie. L'économie 0 n'est pas au dehors, elle ne suspend rien.



« Tant que les puissants ne seront pas capables d'apprendre à respecter la dignité de leurs victimes... des barrières infranchissables demeureront et le monde sera condamné à la violence, la cruauté et l'amère souffrance. » – Noam Chomsky



Reprendre le flambeau

Dominic Auger

L'auteur est inscrit à la maîtrise en études littéraires à l'UQAM.

Quel Printemps mouvementé nous avons eu l'an dernier! Tous les matins, j'épinglais bien en vue mon carré rouge. Je le portais fièrement, prêt à répondre aux interrogations, à débattre des idées, à défendre notre cause. J'ai réalisé assez rapidement, toutefois, qu'il ne s'agissait pas que de discuter, car la propagande des libéraux faisait son œuvre et préparait le terrain pour permettre aux forces policières d'écraser le mouvement sans trop choquer l'opinion publique. Nous étions en guerre : bombes lacrymogènes, poivre de Cayenne, coups de matraque, balles de plastique, arrestations massives... Je me suis fait des jambes en 2012. Nous résistions, mais je craignais fortement les manœuvres de Charest visant à profiter politiquement d'une crise et du grabuge qu'il avait lui-même provoqués. Et je me demande jusqu'où la situation se serait envenimée si, à la suite de la loi spéciale, les casseroles n'étaient pas venues accroître notre rapport de force et contrecarrer la stratégie de répression. La première fois où je me suis retrouvé au milieu d'une manifestation de casseroles, je n'ai pu retenir mes larmes : enfin, nous n'étions plus seuls! Le poids de cette bataille ne reposait plus uniquement sur les épaules des étudiants. La contestation prenait de l'ampleur. Il s'en est trouvé pour critiquer le fait que le mouvement – qui, à la base, était un mouvement étudiant de contestation contre la hausse des frais de scolarité – semblait récupéré au profit de diverses causes. Moi, je me réjouissais de cette diversité : certains marchaient contre les gaz de schiste, d'autres contre la tarification des

services en général, d'autres encore contre la corruption et pour une meilleure démocratie... Toutes des causes nobles, à mon avis, comme celle que je souhaitais intérieurement voir bénéficier de l'éveil politique procédant de notre Printemps érable. Hasard ou conjoncture favorable, peu après le début des casseroles vint la Journée des patriotes : 175 ans après la victoire à Saint-Denis, une victoire me semblait se dessiner pour nous dans le ciel.

Notre lutte pouvait très certainement évoquer la lutte historique que nos ancêtres avaient menée pour la liberté (la leur et celle de leurs descendants), car la domination peut bien emprunter des visages différents au fil du temps, il se cache toujours derrière la même cupidité, le même mépris pour le peuple et ses désirs d'émancipation. Assurer aux classes moins fortunées une accessibilité aux études ne vise rien d'autre, au fond, que de leur fournir des outils pour leur permettre de s'affranchir de la domination intellectuelle et économique. Par ailleurs, envisagée à l'échelle du peuple canadien-français, qui fut assujéti plus de deux siècles durant à la domination anglo-saxonne – et continue de l'être, bien que les ensembles ne puissent plus être définis aussi catégoriquement –, l'éducation s'avère un outil indispensable à l'affranchissement politique. Car il ne faut pas se leurrer, si le peuple Québécois a été si longtemps endormi et si facilement maintenu dans l'asservissement, jusqu'à une amorce d'éveil au cours des années 1960, c'est certainement, en bonne partie, dû au système élitiste ne lui offrant pas un accès adéquat à l'éducation supérieure, un système dont il a fait et continu de faire les frais.

À mon sens, notre lutte pour l'accès à l'éducation participe également d'un effort d'émancipation nationale, qui, ultimement, doit profiter aux nombreuses générations de Québécois à venir. Et je sais ne pas être seul à avoir le sentiment de m'inscrire dans cette filiation : les carrés rouges étaient présents en grands nombres cet après-midi-là au rassemblement de la Journée nationale des patriotes; du reste, les drapeaux des Patriotes et les fleurdelisés étaient souvent nombreux lors des manifestations à se dresser contre ce gouvernement aliénant. Des profondeurs de l'inconscient collectif, le passé finit toujours par refaire surface lorsqu'il n'est pas réglé et, tant que le pays ne sera pas fait, il demeurera toujours à faire. C'est ce que les divers politiciens et artistes présents ce jour-là étaient venus exprimer. Le soutien des Papineau et de Lorimier, entre autres héros résistants de notre passé, interprétés par des comédiens, était le bienvenu et faisait chaud au cœur. Les histoires de bravoure relatées dans les chansons d'Alexandre Belliard nous redonnaient courage. Nous nous devons d'honorer nos ancêtres qui étaient morts pour le Québec : cette bataille, nous devons la gagner.

L'émotion était déjà à son comble lorsque les membres de Loco Locass sont entrés sur scène et ont défié la loi spéciale en nous incitant à nous insurger contre cette aberration votée à l'Assemblée nationale quelques jours plus tôt. Tous criaient avec eux : « La loi spéciale, on s'en câlisse! » (Nous allions être plus de 100 000 aux Francofolies quelques semaines plus tard à scander ce slogan avec eux). Les libéraux ne feraient pas taire aussi facilement la voix du peuple. Tout ce qu'ils allaient réussir à faire, me semblait-il, c'était de raviver la ferveur patriotique. Je découvrais en même temps que tout le monde les paroles du nouvel album des Locass, et elles me faisaient l'effet d'une bombe : « Montréal est en guerre, chaque rue est une tranchée / Refuser de la faire, c'est ça le vrai danger / Finir étranglé, de plus en plus étrangers / Exilés de l'intérieur et du réel retranchés ». Qui de mieux pour faire le lien entre les combattants du passé et ceux d'aujourd'hui? Les Locass n'avaient aucun fusil à brandir, leur guerre n'était pour l'heure qu'une guerre de mots, mais ceux-ci appelaient à la résistance, embrassaient notre combat, celui que nous menions chaque soir dans les rues.

En cette Journée des patriotes, c'était une véritable réactualisation des idéaux révolutionnaires de nos ancêtres que nous proposaient les différents acteurs présents. Dans son article « Éloge de la transmission¹ », Françoise Gaillard souligne la nécessité d'effectuer une telle symbolisation des legs du passé si l'on souhaite bénéficier du riche capital symbolique qu'ils ont à transmettre. Elle affirme que, pour remédier à la compulsion postmoderne de compilation patrimoniale désincarnée, découlant du traumatisme de l'échec des idéaux révolutionnaires – lequel nous aurait poussés à faire dos au progrès –, le passé doit être réactualisé, réinterprété : il doit constituer une mémoire vive. Le récrire, en refaire le récit

s'érige en nécessité si l'on veut se le réapproprier, en extirper le sens. En méditant les théories de Françoise Gaillard à ce sujet, je ne peux m'empêcher de songer à notre dernier échec révolutionnaire au Québec : l'échec des felquistes en 1970, concomitant à l'énorme répression orchestrée par le gouvernement – l'armée, les très nombreuses arrestations, les mauvais traitements subis par plusieurs prisonniers innocents, arrêtés arbitrairement – ; échec qui a mis un frein, en quelque sorte, à la Révolution tranquille et à l'émancipation de notre peuple. Le déploiement éhonté de la propagande libérale et de la répression policière lors du Printemps québécois auront eu pour effet de convoquer la mémoire de cette époque peu glorieuse. Aussi, je ne peux m'empêcher de voir dans ce Printemps une tentative de réappropriation et de réactivation de l'héritage de la Révolution tranquille, que le cynisme ambiant cherchait à ternir depuis un bon moment. Grâce aux carrés rouges, les legs du passé, conjugués aux revendications actuelles, nourrissent désormais un projet porteur d'avenir.

La poussière est maintenant en train de retomber, et il s'en trouve plusieurs pour affirmer que tout cela n'a rien donné, que les grands espoirs de changement soulevés par le mouvement doivent être mis au rancart puisque ce n'est pas avec le Parti québécois élu, minoritaire de surcroît, que le vent socialiste soufflera bien fort sur notre patrie sans pays. Mais pourquoi ne pas plutôt, a contrario de ce pessimisme stérile, nous féliciter du chemin parcouru? C'est à mon sens la seule attitude productive qu'on puisse adopter. Tout n'est pas joué, mais nous sommes bel et bien parvenus à faire annuler une hausse des frais de scolarité de 75 % et nous avons chassé Charest et les libéraux du pouvoir. Mais surtout, et il me semble que c'est là le gain le plus important, nous nous sommes conscientisés et politisés davantage. Nous sommes sortis de notre léthargie et nous sommes remis à marcher dans la bonne direction.

¹ Voir Françoise GAILLARD, « Éloge de la transmission », dans *Politique et filiation*, R. Harvey, E. A. Kaplan et F. Noudelmann (dirs.), Paris, Kimé, coll. « Collège international de philosophie », 2004, p. 56-68.

Victoriaville, 11 août : Rassemblement de la Commission-Jeunesse du PLQ

Nicolas Langelier

Ce texte est reproduit d'après le chapitre éponyme de l'ouvrage *Année rouge : notes en vue d'un récit personnel de la contestation sociale au Québec en 2012* du même auteur (Montréal, Atelier 10, collection « Documents », novembre 2012). Nicolas Langelier est journaliste indépendant et rédacteur en chef de la revue *Nouveau Projet*.

C'est un samedi matin chaud et humide, au début du mois d'août, et je me trouve à l'endroit exact -l'hôtel Le Victorin de Victoriaville - où, il y a trois mois, ont eu lieu les événements les plus troublants de l'année : la confrontation entourant le congrès général du PLQ. Une centaine de manifestants avaient été arrêtés, en ce triste jour de mai, et plusieurs avaient été blessés sérieusement. Je reconnais les lieux vus en boucle à la télévision, l'endroit où les manifestants ont trouvé une réserve de roches à lancer aux policiers, et celui où Maxence Valade est tombé après s'être fait crever un œil par une balle de plastique de la Sûreté du Québec.

La situation est bien différente aujourd'hui. C'est au tour de la Commission-Jeunesse du PLQ (CJPLQ) d'organiser un événement dans ce même hôtel, avec une absence totale de sensibilité pour le symbolisme de la chose. Il n'y a qu'une dizaine de manifestants devant le complexe, et ils semblent bien inoffensifs, tenus à l'écart par la SQ sur un bout de pelouse : quelques jeunes avec un drapeau patriote, un couple de quinquagénaires, des gens qui boivent du café. Les jeunes ne semblent pas très disposés à parler, je me

dirige vers le couple. « Je suis ici parce que je suis déçue de la non-résolution du conflit étudiant et de la violence de la répression, me dit la dame, une professeure de Lotbinière. Mais ce n'est pas juste le conflit étudiant - je suis écœurée par les bas sentiments qui guident nos politiciens, la désinformation, la mainmise générale de l'argent sur notre société. Comme citoyenne, je me devais d'être ici aujourd'hui. » En me parlant, elle jette des coups d'œil nerveux au-dessus de moi. « On est filmés », dit-elle lorsque je me retourne. J'aperçois alors, sur le toit de l'hôtel, l'agent de la SQ penché derrière une caméra vidéo équipée d'un énorme téléobjectif pointé droit sur nous. Et que pense-t-elle des jeunes, pas ceux avec le carré rouge, mais ceux qui sont en train d'arriver par autobus jaunes pour assister à la journée de la CJPLQ? « Je les plains, mais je les respecte. »

Je ne sais pas exactement pourquoi je suis venu ici. Mais c'est sans doute un peu pour pouvoir répondre à cette même question : que penser des jeunes libéraux? Au moment où tant de leurs pairs prenaient la rue pour s'opposer à la hausse des frais de scolarité mais aussi à bien d'autres choses encore, criaient leur rage, se faisaient arrêter, mettaient parfois leur vie en danger, les jeunes libéraux, eux, répétaient la ligne de parti, continuaient à parler de « juste part ». Ou, plus directement, je voulais leur demander : pourquoi? Comment pouvez-vous vous impliquer dans ce parti corrompu, vous mettre au service de gens qui nous mentent, nous traitent avec mépris et cynisme?

* * *



Fondée en 1970, la CJPLQ regroupe tous les membres du parti âgés de 16 à 25 ans. Elle détient le tiers des voix dans toutes les instances du PLQ, une situation unique en politique canadienne, et historiquement elle a joué un rôle important au sein du parti. C'est à elle qu'on attribue l'initiative de politiques du PLQ comme la loi 22 sur les langues officielles, l'assurance-maladie, le Fonds des générations, l'élimination de la malbouffe dans les écoles... Plusieurs de ses anciens dirigeants y ont trouvé un tremplin vers des positions importantes au sein du parti et ailleurs, le plus célèbre étant sans doute Mario Dumont.

Position officielle de la CJPLQ concernant les droits de scolarité, par Maripier Isabelle, présidente, 5 avril 2012 : « Nombre de groupes auront choisi, dans le cadre du débat sur la hausse des droits de scolarité, d'opposer les deux objectifs que sont l'excellence et l'accessibilité de notre réseau d'éducation supérieure. Pour la Commission-Jeunesse, il n'est pas question de sacrifier l'une de ces ambitions au profit de l'autre. C'est pourquoi nous avons choisi de mettre de l'avant une solution qui nous permette de sortir du paradigme 'gel-dégel', en appuyant la hausse des droits de scolarité afin de pallier le sous-financement chronique du réseau universitaire, tout en exigeant du gouvernement qu'il mette en place la meilleure mesure possible pour maintenir l'accessibilité, soit le remboursement proportionnel au revenu des prêts étudiants. »

Devant l'entrée de l'hôtel, j'échange quelques mots avec une amie journaliste qui m'avertit solennellement que si les libéraux sont réélus le 4 septembre, elle se donne la permission de « partir sur une brosse » épique.

J'aborde un jeune militant : Louis-Philippe Caron, 19 ans, étudiant en économie et en science politique à l'Université McGill, conseiller régional de la Mauricie pour la CJPLQ. « Je m'implique dans le Parti libéral parce que c'est celui qui représente mes valeurs », dit-il. Et quelles sont-elles, ces valeurs? « L'économie. L'équité intergénérationnelle¹. » Et la hausse des droits de scolarité? « J'y ai toujours été favorable. Avec l'inflation, un gel veut dire que l'État paie toujours plus. Les étudiants doivent faire leur juste part. » Et Jean Charest? « Je suis très fidèle au chef. Il fait un excellent travail. C'est un pionnier en économie, il a une vision à long terme. L'importance qu'il a accordée à l'équité intergénérationnelle fait de lui un leader. » Et les odeurs de corruption et de scandale autour du chef, du parti? « Beaucoup de gens disent un peu n'importe quoi, en ce moment. Il y a beaucoup de rumeurs non fondées. On manque de faits, et c'est là que la commission Charbonneau doit faire son travail. Mais Jean Charest a toute ma confiance, je suis convaincu qu'il va être blanchi. »

Discuter avec des militants libéraux, c'est être confronté à un phénomène qui semble impensable dans le reste de la population : le culte de Jean Charest. Cet homme qui n'a jamais vraiment recueilli l'affection des Québécois – même à

ses meilleurs moments – et qui nage depuis longtemps dans des bas-fonds d'impopularité est adoré, adulé, vénéré. Ce n'est visiblement pas chez ces jeunes libéraux que je vais trouver des échos de rage.

La journée se poursuit dans une atmosphère bon enfant, bien loin du sentiment majoritaire des Québécois à l'égard du PLQ. Les militants discutent joyeusement en petits groupes, se saluent avec entrain en s'apercevant – on échange beaucoup de sourires. J'aperçois Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, prendre des photos des militants avec son téléphone, un grand sourire sur les lèvres, elle aussi. Plusieurs autres ministres importants sont présents : Raymond Bachand, Laurent Lessard, Clément Gignac... Poignées de mains, accolades, encore plus de sourires.

Nous dînons au restaurant de l'hôtel, entourés de membres de l'escouade antiémeute de la SQ, bien plus nombreux que les manifestants à l'extérieur. Ils blaguent en mangeant leur lasagne.

Puis, vers 14h, on approche du moment fort de la journée : le discours de Jean Charest. La grande salle est pleine, l'enthousiasme est palpable. Impression générale : ceci n'est pas une fin de règne, mais le mécanisme bien huilé d'une dynastie politique qui n'a aucun doute sur sa pérennité.

Pour servir de toile de fond au chef pendant son discours, comme c'est maintenant la mode en communication politique, les organisateurs ont placé une centaine de jeunes sur la scène. Je reconnais Louis-Philippe qui, en tant que conseiller régional, a une place de choix au premier rang. Autour de lui et dans le reste de l'assistance, les participants présentent un tableau représentatif de la jeunesse québécoise contemporaine : des visages blancs, noirs, asiatiques, latinos, arabes et toutes les versions hybrides. Quelques filles portent le hijab. Un jeune d'origine amérindienne arbore une coupe mohawk et un chandail de football. On trouve ici un reflet bien plus juste du Québec moderne que celui que l'on trouve dans les assemblées du Parti québécois ou de Québec solidaire – ou dans les corridors de Radio-Canada ou les bars du Plateau-Mont-Royal. Est-ce un paradoxe? Je ne sais plus.

Après de longues minutes d'attente, une acclamation se fait entendre : Jean Charest vient de faire son entrée. La musique tranquille est remplacée par une pièce enlevante. Nous ne pouvons voir le chef du PLQ d'où nous sommes, mais nous apercevons le mouvement de foule autour de lui. Tous les regards de l'assistance sont tournés vers ce petit tourbillon humain. Tous tapent des mains en suivant la progression du chef, même le ministre Bachand, devant nous. « Charest, Charest », crient les jeunes avant de se lancer dans une version impromptue du « Ohé, ohé, ohé, ohéééé », maintenant associé au Club de hockey Canadien.

Jean Charest vient finalement à la rencontre de Bachand, et nous l'apercevons enfin, accompagné de son épouse. Il grimpe sur une chaise et salue l'assistance. La clameur redouble d'intensité.

Voir Jean Charest s'adresser à une foule, c'est comprendre pourquoi il a eu autant de succès en politique, dès son jeune âge – à 28 ans, il est devenu le plus jeune membre du conseil des ministres de l'histoire canadienne –, pourquoi ses subalternes lui sont si fidèles, pourquoi on le qualifie de « *campaigner* », de « bête politique », de « politicien le plus doué de sa génération »... On comprend aussi un peu mieux comment il a pu prendre racine avec autant d'aisance dans le PLQ, lui qui avait été un conservateur fédéral. On peut même comprendre le rire gras de ceux qui se sont amusés de ses blagues douteuses, au Salon Plan Nord : on ne le perçoit pas nécessairement à la télévision, mais Jean Charest a beaucoup de charisme, cette qualité indéfinissable qui caractérise ceux dont on souhaite l'amour et l'attention. Et il sait parler, sait comment aller chercher l'appui d'une foule, sait comment faire monter le crescendo émotif de son discours.

Devant un auditoire en majeure partie étudiant, il aborde évidemment la question des droits de scolarité. Les mots-clés habituels reviennent : « qualité », « juste part », « minorité », « 70 % des étudiants qui ont continué d'aller à leurs cours »... Puis il conclut avec la formule qu'il a adoptée depuis le début de la campagne électorale : « Le 4 septembre, ce sera à vous et aux Québécois de se prononcer : serons-nous menés par la rue ou par la démocratie? » Ovation.

Mais assister à un discours de Jean Charest, c'est aussi être frappé par la profonde vacuité de celui-ci, par l'absence de vision globale pour la société qu'il souhaite si ardemment – et depuis si longtemps – diriger. Jean Charest, c'est un formidable meneur qui n'a pas vraiment envie de nous mener quelque part.

En cela, bien sûr, Charest n'est que le digne représentant de la droite néolibérale qui a présidé aux destinées de la planète depuis 30 ans. Une philosophie basée sur l'économie comme fin en soi, la croissance économique comme gage de bonheur, la réussite individuelle comme signe du succès d'une société. Et Charest consacre donc l'essentiel de son discours devant la jeunesse de son parti à parler du Plan Nord. Si ce dernier nous est vaguement présenté comme une façon pour le Québec de continuer à se payer son confortable niveau de vie, il apparaît d'abord et avant tout, lui aussi, comme une fin en soi : nous allons développer le Nord du Québec, cela fera rouler l'économie, les gens travailleront, tout sera fantastique.

L'occasion aurait pu être belle pour Charest, devant ces centaines de jeunes sensibles aux grands projets d'avenir, d'esquisser les grands traits d'un véritable plan pour le Québec.

Mais non : à ce parterre de jeunes socialement ambitieux et engagés, Charest n'aura présenté que les grandes lignes de ce qui reste, au fond, un projet d'exploitation des ressources naturelles.

Lorsqu'on analyse le bilan des neuf années au pouvoir de Jean Charest, il est vraiment difficile d'y trouver un legs positif pour le Québec. « What a puzzle Jean Charest is. So talented, so little to show for it », twittera le chroniqueur politique Andrew Coyne, du *National Post*, plus tard dans la campagne. On se souviendra plutôt de ces neuf années pour les décisions libérales qui ont par la suite été annulées : la centrale thermique du Suroît, la vente d'une partie du mont Orford, les subventions aux écoles juives... Et, peut-être, la hausse des droits de scolarité. Désespérément en quête d'un héritage substantiel lors de la dernière partie de son mandat, Jean Charest a mis sur pied le Plan Nord. Mais même là, les odeurs nauséabondes qui planent autour de celui-ci permettent de penser que ce n'est pas Charest qui en retirera éventuellement les bénéfices historiques, si bénéfices il y a.

Le PLQ peut-il redevenir le parti du changement et du progrès social, dans le moule de celui qui a combattu le clergé et les conservateurs au cours de son premier siècle d'existence? Le PLQ peut-il se renouveler et redevenir autre chose que le parti de l'establishment et du statuquo, une machine à rester au pouvoir?

Je regarde les jeunes libéraux quitter la salle, puis traîner un peu dans le hall de cet hôtel que plusieurs de leurs pairs ont tenté de prendre par la force, en mai dernier. Je discute avec quelques-uns d'entre eux, alors qu'ils se font la bise et se serrent la main avant de courir prendre l'autobus qui les ramènera chez eux. J'observe leurs costumes, leurs tailleurs, leurs souliers propres. On cherchera en vain, parmi cette jeunesse BCBG qui forme l'essentiel des rangs des jeunes libéraux, l'étincelle de rébellion que l'on associe généralement – peut-être par paresse intellectuelle? – à la jeunesse. Ce qu'on trouvera plutôt, ce sont des jeunes soucieux de reproduire les poses et les attitudes de leurs aînés. Cela se voit dans leurs vestons un peu trop grands autant que dans les formules éculées qu'ils répètent lorsqu'on les questionne : l'importance de la stabilité, de la croissance, de faire de l'économie une priorité...

Je les regarde et je leur parle, et cette réponse me vient en tête : le PLQ peut se renouveler, oui. Mais s'il le fait, ce sera par l'apport de forces extérieures, pas par ses jeunes.

Quand j'étais la plèbe

Samuel Archibald

Samuel Archibald est écrivain et professeur à l'UQAM.

C'est une idée de Foucault qui m'est revenue grâce à Érik Bordeleau (*Foucault anonymat*, 2012) et qui m'a beaucoup trotté dans la tête l'année dernière.

La plèbe.

Qui ne représentait chez Foucault ni l'aliénation ni le dénuement absolus, mais bien ce *quelque chose* qui « dans le corps social, dans les classes, dans les groupes, dans les individus eux-mêmes, échappe d'une certaine façon aux relations de pouvoir; quelque chose qui est non point la matière première plus ou moins docile ou rétive, mais qui est le mouvement centrifuge, l'énergie inverse, l'échappée. 'La' plèbe n'existe sans doute pas, mais il y a 'de la plèbe'¹ ». Foucault tenait beaucoup à ce je-ne-sais-quoi d'ingouvernable en nous, aux attroupements spontanés, aux saccages, aux brasiers allumés dans les rues. Moi aussi, du reste, mais j'ai longtemps cru qu'ici, il n'y avait plus de plèbe.

Pour que je me dise déçu de la politique, il aurait déjà fallu qu'elle me plaise, ne serait-ce qu'une journée. Mais non. Je suis venu au monde à la fin des années 70. J'étais à peine né au premier référendum et trop jeune pour voter au deuxième. J'ai grandi dans la fatigue des années 80, dans le *pas-de-chicane-dans-ma-cabane* postréférendaire. Le poil m'a poussé

au menton pendant les désespérantes années 90, la décennie aux icônes suicidées. J'ai cru pendant trois mois qu'on allait perdre en 1995, j'ai eu un frisson de trois quarts d'heure en pensant qu'on allait gagner et j'ai ravalé comme des millions d'autres en comprenant qu'on avait encore perdu, finalement.

J'ai longtemps cru qu'il n'y avait plus de plèbe. Il n'y avait plus que du peuple, au Québec². Du peuple trop enamouré de ses propres traditions, de l'image patinée de ses anciennes luttes et de la certitude de ses méthodes pour laisser éclore en lui une colère neuve. Un indépendantisme immolant ses chefs et pleurant sur sa victoire volée. Une gauche intellectuelle (dont je ne m'exclus pas) trop heureuse de tenir des conversations confidentielles derrière des portes closes. Un syndicalisme souvent corporatif, un syndicalisme de *tirage-sur-la-couverte*. Ça n'épuise pas le portrait, évidemment, mais ça a quand même ressemblé très souvent à ça.

J'ai longtemps cru qu'il n'y aurait plus de plèbe, ou plutôt : je ne croyais plus qu'on reverrait de la plèbe émerger du politique. Je croyais qu'on ne verrait que de la plèbe à l'état pur, celle qui est à la fois la négation absolue du pouvoir et son ultime caution, celle qui lui permet de jouer les garde-fous et d'ouvrir des prisons. Guerre des motards. Émeutes de concert rock et de coupe Stanley. Embrasements spontanés dans les quartiers pauvres quand on tue un jeune pour rien³.

J'ai longtemps cru qu'il n'y avait plus de plèbe et je ne devais pas être le seul, parce qu'en 2012, le PLQ est parti en



guerre contre les étudiants avec une stratégie transparente et grossière, qui n’a pu s’élaborer qu’en pariant sur la docilité foncière de ses opposants. Ne pas parler. Ne pas écouter. Faire semblant d’être ferme. Montrer les dents s’il le fallait. Faire confiance aux forces de la récupération et de la division pour éteindre le mouvement. Attendre que la cause se morpionne de l’intérieur et que les étudiants acceptent des miettes pour n’avoir pas l’air de tout perdre.

Les libéraux ont perdu parce qu’ils ont complètement négligé la possibilité d’une ébullition et d’une colère. Ils pensaient partir en guerre contre une génération qui ne savait pas se battre, ils avaient oublié que ces enfants-là apprennent vite. En chemin pour donner la fessée aux bébés gâtés d’un peuple endormi, ils ont rencontré la plèbe. Ils ont rencontré la plèbe à Victoriaville et dans les nuits de Montréal. Ils ont rencontré la plèbe sur l’asphalte des villes, dans les manifestations monstres et le tintamarre des casseroles. Parce qu’on n’emploie plus des mots comme « plèbe », aujourd’hui, les libéraux et leurs laquais ont appelé ça « la rue ».

Et ce n’est pour rien qu’encore aujourd’hui, les laquais en question continuent de parler du printemps québécois comme d’un regrettable caprice d’enfants rois : c’est parce qu’ils ont eu peur. Et ce n’est pas pour rien non plus que les sympathisants opportunistes du mouvement et ses faux amis insistent encore sur la maturité acquise par les grévistes, ou sur le gros bon sens des uns opposé au caractère déraisonnable des autres : chacun sait que les étudiants ont gagné précisément parce qu’*ils n’ont pas été sages*.

Oui, pour moi, les carrés rouges ont gagné. Bien sûr les lendemains du printemps ne sont pas toujours chantants, le temps des divisions est revenu et les États généraux promis se termineront comme on s’en doute bien. Cela ne change rien à l’affaire. Cela nous apprend seulement que, dans la vie réelle, loin de la téléréalité et des amphithéâtres sportifs, la victoire n’est jamais qu’une trêve, une paix ambiguë qui ouvre sur de nouvelles tensions, mais qui donne du temps pour réfléchir à ce pour quoi, au fond, on se battait.

Spontanément, je pense à deux souvenirs du printemps étudiant.

Le premier s’est déroulé lors d’une manif du 22. Celle d’avril, je crois. J’étais avec Alain Farah. À un moment, nous sommes passés, au milieu de la foule compacte, devant un grand panneau publicitaire avec une affiche de quiz télé et une autre de sofas en cuir soldés. En me prenant un instant pour Frolo, j’ai pointé les gens qui manifestaient au soleil, puis le panneau, avant de dire à Farah :

« Ceci tuera cela. »

De manière grandiloquente (ça m’arrive), je voulais dire que toute une génération a pris conscience que la résistance recèle ses propres joies et ses propres plaisirs, sans doute plus grands que ceux pour lesquels d’autres restent chez eux en priant pour que ça se calme et que rien ne change. À l’heure où la bonne gouvernance, dans la plupart des pays industrialisés, consiste à procéder, au nom de la *juste part* ou de la *liberté économique*, à la liquidation du social, je pense que cette génération réveillée se révélera une ressource inestimable.⁴

Le second est arrivé quelques semaines plus tard, à Rosemont, pendant les manifestations de casseroles. J’étais avec ma femme et les filles. Après le tintamarre sur le parvis de l’église Saint-Esprit, nous avons entrepris notre marche en zigzag dans les rues du quartier. La plus vieille faisait du slalom dans la foule sur sa trottinette, la plus jeune faisait rire tout le monde, dans sa poussette, en tapant comme une déchaînée sur un vieux poêlon, avec le manche d’une cuiller en bois cassée. Les gens tapaient sur leurs casseroles depuis leur balcon et dans la rue et on voyait le dedans illuminé des maisons dans le crépuscule. C’est ce soir là, je crois, que les pompiers au coin de la 1ère avenue ont allumé leurs gyrophares et fait hurler leurs sirènes pour la foule, ce soir-là aussi que j’ai croisé un flic de ma connaissance sur la galerie en train de taper sur des casseroles avec sa blonde et que je me suis dit : « Au Québec, il y a de la plèbe même dans la police »⁵. C’était une superbe soirée et, à un moment, ma femme s’est tournée vers moi et elle a dit :

« Ça va être plate, quand ça va être fini. »

Et j’ai dit que ça allait finir, inévitablement, mais que ça reviendrait, sous d’autres formes. Comme ça arrive un peu partout dans le monde. Ce moment plébéien par excellence, où la résistance devient une grande fête, une immense farandole.

^[1] M. FOUCAULT, « Enquête sur les prisons : brisons les barreaux du silence », dans : Dits et Écrits II, Gallimard, 1994, p. 176.

^[2] L’opposition entre peuple et plèbe, lisible chez Foucault, a été accentuée par Alain BROSSAT dans : « La plèbe. Des infâmes et des anonymes. Foucault libertaire », Réfractions – recherches et expressions anarchistes, 13 janvier 2006. Disponible en ligne : <http://refractions.plusloin.org/spip.php?article86>.

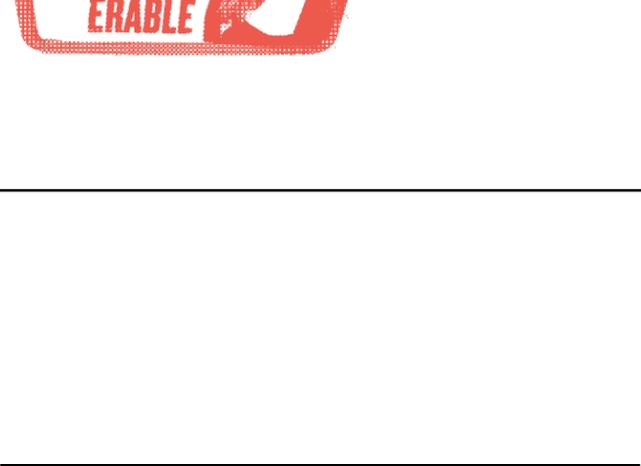
^[3] Attention, je ne veux pas dire ici que les insurrections dans les quartiers défavorisés ne comportent pas de dimension politique et sont à mettre sur le même pied que la criminalité ordinaire ou les émeutes d’après-match, mais plutôt qu’on réussit le plus souvent, dans le discours social, à en gommer toute la dimension politique.

^[4] Quelques semaines plus tard, dans une manif de soir à Québec, Farah, nous imaginant cette fois dans L’éducation sentimentale, m’a dit en me prenant par les épaules : « C’est là ce que nous avons eu de meilleur! » J’imagine qu’il voulait dire que notre génération, qui commence à grisonner aux tempes, doit à celle des carrés rouges d’avoir découvert qu’il y avait encore de la plèbe en elle – et d’avoir mieux à se souvenir que de tristes épisodes au bordel.

^[5] Pas dans toutes les polices, évidemment.


La Révolte comme logo

Guillaume Corbeil



L’auteur est auteur, mais il est également détenteur d’un diplôme de maîtrise en création littéraire délivré par l’UQAM.

J’avoue avoir mis du temps à joindre le mouvement. Je me souviens d’être passé devant des étudiants qui tendaient des carrés rouges aux passants : j’en ai pris un, mais plutôt que de l’épingler à mon manteau, je l’ai fourré dans ma poche. Comme j’étudiais à l’UQAM à l’époque de la grève de 2005, je ressentais un certain malaise devant la reprise d’événements que j’avais déjà vécus. Quelque chose dans ce carré rouge ne me renvoyait pas au présent, mais à une forme de nostalgie : l’expression du présent par le langage du passé.

Je ne suis pas en train de dire qu’une grève était plus vraie que l’autre. Non, déjà en 2005, en assemblée au Medley, quelqu’un avait décrit la crise que nous vivions comme « notre mai ‘68 », ce qui n’avait pas manqué de soulever la foule.

La nuit du 10 au 11 mars 2005, les forces policières ont procédé à une arrestation de groupe dans le pavillon Hubert-Aquin. Je m’y trouvais. Ironie futuriste : nous étions moins que 50. La stratégie de l’escouade anti-émeute allait de soi : boucher les issues, rentrer dans le tas avec boucliers et matraques pour ensuite nous séparer dans différents locaux. Dans celui où je me trouvais, une partie du groupe s’est empressée de barricader la porte. On nous a demandé de remettre nos barres tendres et toute nourriture que nous pouvions avoir sur nous

pour la constitution d’un *fonds de crise* – il fallait être prêt, nous allions peut-être y passer plusieurs jours. S’en sont suivis appels à l’avocat (il était 2h du matin), vérification dans le plafond de la présence de caméra ou l’arrivée de bras robotisé… Je les regardais s’agiter autour de moi avec l’impression d’être *ailleurs*. Ce n’était pas cette arrestation que j’étais en train de vivre, mais une autre, je ne pourrais dire laquelle exactement : une über-arrestation, qui aurait contenu toutes les autres. Nous étions au Viêt-Nam, en Afrique du Sud, en URSS, voire en Allemagne nazie. En écoutant les révolutionnaires déguisés en révolutionnaires, avec leur barbe et leur béret de révolutionnaire, craindre que les policiers nous battent jusqu’au sang, je ne pouvais m’empêcher de lire entre les lignes leur désir profond que cela arrive effectivement, parce que les coups les auraient sortis de la banalité pour les propulser dans un temps plus grand, un temps rêvé, duquel on se sent souvent étranger et qu’on voudrait faire sien.

Je me méfie de cette tendance, très présente au Québec, de faire du présent la reprise du passé, du nouveau la répétition du connu. Aussitôt un artiste lance-t-il un album folk qu’on le surnomme le Bob Dylan du Québec; un humoriste réalise-t-il une performance un moindrement sociale que le voilà le nouveau Yvon Deschamps… Le Casino du Cirque du Soleil près de Pointe Saint-Charles était censé être notre Las Vegas.

Tout ça pour dire que ce jour-là, au moment de fourrer dans ma poche le carré rouge qu’on venait de me tendre plutôt que de l’épingler à mon manteau, je craignais que cette nouvelle grève

ne soit que la reprise d'une autre. Quelques semaines plus tard, j'ai dû avouer que je m'étais trompé : on faisait face à un mouvement *authentique*, et par cela j'entends qu'il échappait aux tracés des modèles et trouvait ses propres moyens d'expression. La grève n'était pas l'ombre d'une autre grève, ni même de quoi que ce soit d'autre : elle était imprévisible, et à chaque jour elle ne manquait pas de nous étonner. Un soir, en marchant avec des milliers de personnes, j'ai eu l'impression d'être ailleurs, un sentiment très semblable à celui que j'avais vécu dans un local près du café Aquin. Mais cette fois-ci ce n'est pas que j'avais été déplacé au Chili ou en Argentine. Non, j'étais bel et bien à Montréal. Si je ne reconnaissais pas ma ville, c'est que, pour la première fois de ma vie peut-être, elle n'empruntait pas le visage d'une autre : le présent s'inventait sous nos yeux, il s'écrivait sur une page blanche plutôt que sur du papier calque – il fallait apprendre à dessiner. Nous nous regardions dans les yeux et, du bout des lèvres, nous prononcions ce mot vertigineux que peut être *aujourd'hui*.

C'est une révolte sincère, je crois, et dont la sincérité a été sans cesse attisée par l'indignation et le mépris de ceux censés parler en notre nom, qui a tenu le mouvement à l'écart des formes préconçues. C'est elle qui faisait déborder les événements de tout cadre dans lequel on essayait de les penser. Ce qui n'a pas manqué de susciter la colère des médias, eux qui sont habitués de nommer le présent avec le vocabulaire du passé. Là, un tel exercice s'avérait impossible. Une ministre a même dû démissionner, incapable de contenir ce cheval sauvage qui avait pris la métropole d'assaut.

À voir sans cesse grandir la quantité de caméras que nous braquions sur nous-mêmes, nous aurions dû nous méfier. Le surgissement du présent a la pureté, mais aussi la fragilité du verre. Il suffit de pas grand-chose pour rebasculer dans l'ombre du présent, dans son mauvais théâtre.

Je me suis d'abord méfié lorsque, au spectacle d'une amie aux Francofolies, on a fait retentir des casseroles sur scène, sourire en coin, substituant la révolte par son spectacle. En fait, non, c'est venu beaucoup plus tôt, le jour où quelqu'un m'a informé qu'à la Rockette, on vendait des chandails à l'effigie d'Anarchopanda. Quelques jours plus tôt, à la blague, j'avais imaginé un tel scénario en me moquant. Ont suivi les chandails J[casserole] MTL. Quelque part, sur d'autres t-shirts, peut-être imprimait-on le visage des cinq lapins et de la Banane rebelle.

Sur Facebook, j'ai même lu le commentaire de quelqu'un qui voulait une boîte à lunch Anarchopanda. Nous avons troqué le sentiment qui nous habitait par des produits dérivés. Je n'aurais pas été surpris de voir le carré rouge devenir une marque. L'image est une arme à double tranchant : elle peut rassembler les foules, oui, mais aussi éclipser son message. Je craignais qu'on finisse par taper sur des chaudrons pour la seule ivresse d'entendre des chaudrons résonner.

L'incendie incontrôlable qu'était notre révolte est devenu un light stick de feux d'artifice; la grève a été avalée par la logique du festival. La réussite du mouvement n'était plus évaluée par sa capacité à faire entendre son message, mais par la seule grandeur des foules, et les touristes prenaient les marches en photo en revenant du spectacle son et lumière de la Basilique Notre-Dame. Si le maire Tremblay a d'abord reproché à la grève de « nuire à l'image de marque de la ville », bien vite il s'est rendu compte qu'elle n'avait fait qu'ajouter un événement à son calendrier. Le 22 juillet, nous descendions la rue Saint-Denis quelques minutes avant la parade des jumeaux. Certains y ont peut-être vu un moyen de pression par le court-circuitage d'une activité capitaliste, moi je me disais que la manifestation s'était transformée en parade, ne manquaient que les chars allégoriques, avec Léo, Martine et Gabriel qui nous auraient salués en agitant la main. Ou non, même pas eux, mais leurs mascottes en peluche.

Fallait-il briser des vitrines et virer des voitures à l'envers pour échapper au regard bon-enfant qu'on jetait sur la grève? Je ne sais pas. Mais là, alors que je me rends au vernissage de l'École de la Montagne Rouge, je me rappelle la grève avec tout ce qu'elle avait d'exaltant, mais aussi la méfiance qui m'a habité à chaque jour (je suis auteur, je n'y peux rien : je reste à l'écart du groupe pour l'analyser). Le premier budget du PQ vient tout juste de se révéler le prolongement du dernier des libéraux. Le 4 septembre, on a été nombreux à crier victoire, mais qu'est-ce que cette guerre a changé, au fond? Le nom du parti au pouvoir et c'est tout? Bien sûr, la hausse a été bloquée, c'est très bien*. Mais il faut se désoler qu'encore une fois, on se sera contenté de ne pas reculer plutôt que d'essayer d'avancer.

En arrivant sur les lieux, j'apprends qu'une nouvelle grève vient d'être déclenchée. Une année ne s'est pas écoulée que déjà on est nostalgique. Si 2012 a échappé, ne serait-ce que quelques semaines, à l'emprisonnement des formes, la voilà

devenue forme à son tour, un monstre affamé du présent, et non seulement faudra-t-il tourner la page, mais peut-être la brûler, pour éviter qu'on s'évertue à calquer ses formes année après année et faire de ce printemps érable un folklore, près de la cabane à sucre. *Restons phares*, oui, mais en autant qu'on ne fasse pas que suivre le jet lumineux que projette le passé. Tôt ou tard, nous finirions par nous échouer sur les récifs.

Sur les murs du pavillon de design de l'UQAM, différents témoignages parlent de la fierté d'avoir fait partie d'une jeunesse qui s'est levée; un peu plus loin, une pile de journaux signés Urbania célèbrent le soulèvement de la jeunesse de ce printemps érable. La citation la plus célèbre de Marshall McLuhan dit : « *The medium is the message*. » La grève, comme moyen de communication, n'aura peut-être exprimé qu'elle-même. Le contenu s'est perdu, ne restent que des photos de nous qui crient en passant sous un viaduc.

Au centre de l'exposition, sur une gigantesque table vitrée, on a disposé différents croquis d'affiches et autres archives. Quand mes yeux tombent sur la couverture du *Devoir* du jour même, où on parle de cette même exposition dans laquelle je me trouve, j'ai l'impression que l'exposition ne s'arrête pas aux sérigraphies et aux croquis, mais m'avale moi aussi de même que tous les autres visiteurs, qui parlent de leur participation à la grève dans une logique de compétition : qui est allé au plus grand nombre de manifs nocturnes? Qui ne s'est pas contenté de manifester, mais s'est impliqué dans la communauté? dans les médias? Nous sommes tous couverts de vernis, la révolte n'est plus qu'un logo. Dans l'immense cube rouge qu'on promenait dans les rues de Montréal, on vend de la bière Boris grâce à une commandite – on nous invite à payer ce que nous voulons pour nous faire croire que le tout échappe à la logique marchande, mais nous ne sommes pas dupes : le révolutionnaire est un consommateur comme un autre. En me disant que, malgré tout, je garde un souvenir précieux de tout ça, celui d'avoir pu goûter au présent, je réalise que je tombe dans le piège de la nostalgie et je me faufile jusqu'à la sortie. Face à la porte, mes yeux croisent mon reflet. De me voir prendre mes airs de héros romantiques, la tête basse et les mains dans les poches, je ne peux m'empêcher de me trouver grotesque.



* Ce texte a été rédigé avant l'annonce de la hausse de 3 % annuelle et perpétuelle du gouvernement Marois actuellement en place [ndlr].

Droit et pauvreté

Considérations liminaires sur la grève des étudiants en regard du Progrès

Jean-François Marquis

L'auteur est doctorant au département d'études cinématographiques de l'Université de Montréal. Depuis 2011, il agit à titre de chef de pupitre pour la section histoire de l'art de l'Artichaut.

Dans la mesure où tenter à présent d'attribuer les gains et pertes de la grève étudiante se résout à rejouer, encore, le jeu du capital sous la forme du bilan, il convient de percevoir que cet exercice demeure problématique, et d'abord dans la formulation même de l'énoncé qui permettrait de départager entre ce qui a été gagné et ce qui a été perdu. Circonscrire le type de victoire attendu des manifestants revient pourtant à poser, au plus précis, la question des enjeux de la dernière grève, mais aussi et de façon sans doute plus urgente, la nature du désir qui en demeure captif. On constate aisément alors que le cri de guerre des manifs de soir comportait déjà en soi une charge utopique, révolutionnaire et disruptive (*Une manif par soir, jusqu'à la victoire*); mais encore que cette formule neutralise et emprisonne, dans sa performativité même, un vide lié au temps de loisirs improductif. Ce non-lieu juridique tient bien sûr dans l'intervalle qui réside entre l'expression d'un désir et la conquête d'un territoire, mais encore et au mieux, dans ce qui, dans l'exercice de la parole, fait système, et appelle à l'expérience d'une forme d'éternité, laquelle ne se résout en rien dans la circulation du sens ou dans celle des corps.

Hors ce droit à la promesse, on a peu remarqué autrement que les enjeux liés aux manifestations touchaient souvent la

forme même de l'apparaître dans l'espace public, de même que le simple droit, pour une population, de se représenter et de s'organiser, et parfois dans sa stricte nudité. Les enjeux de cette dernière grève se montrent alors pour ce qu'ils sont, à savoir, bien au-delà de simples attentes formelles, sur un plan fondamentalement éthique, proches du dénuement et du renoncement. Mais les reproches adressés aux grévistes ne toucheront, eux, le plus souvent, que la forme que prend l'expression des revendications : pluralité (et confusion apparente) des discours, violence, pauvreté des arguments et des ressources, ridicule et excès de sérieux, outrance, amateurisme, ferveur, emportement, corporatisme, ou (de la part des grévistes eux-mêmes) commercialisation des moyens. En ceci, la grève demeure en dernier lieu une réduction de l'espace économique. D'où la tentation, sans doute, d'enfermer ses principaux motifs dans le romantisme des affects ou dans l'anarchisme des moyens. L'université demeure cependant, et malgré la dislocation des formes qui lui sont généralement inhérentes, l'un des piliers les plus stricts de la reproduction du pouvoir. Penser l'enjeu final de la grève consisterait dès lors à se supposer comment son économie ne peut, en aucun cas, être formalisée à l'intérieur du cadre universitaire industriel (productivité, spécialisation à outrance), et comment ce système économique doit lui demeurer à jamais hétérogène. La réflexion s'articule dès lors moins en vue des gains et des pertes que par rapport à des considérations empiriques et politiques touchant, elles, à la liberté collective, la possibilité même de faire corps au sein d'un espace social disloqué. Le désir lié à la grève étudiante réside en effet dans l'inquiétude qui consiste à poser aujourd'hui, dans l'espace public, toute



question qui toucherait au devenir collectif, et qui ferait circuler ce devenir dans d'autres circuits que ceux de l'économie politique ambiante. Ce qui achoppe dans la grève est destiné à faire retour ailleurs : ses finalités ne peuvent se résoudre au sort qui leur a été réservé, pas plus qu'elle ne se dissolvent entièrement dans le processus électoral. Puisque les exigences les plus radicales visent l'harmonie de la loi en vue d'une justice effective, leurs actions ne peuvent porter d'autre marque que celle de l'intransigeance. Le droit de grève, de manifestation d'un corps dans l'espace social, rejoint ici au plus précis ce qui, dans le droit, se donne pour originaire, soit l'encadrement des reflux sociaux; mais l'expression de ce droit s'articule aussi *contre* l'institution juridique, au sens où revendiquer des tactiques non encadrées par le droit de grève – comme ce fut le cas au cours du printemps – s'érige en refus non négociable : refus du carcan qu'impose un ordre ancien, le juridique, qui légifère afin de policer tout ce qui menace d'attenter à sa stabilité. On observe d'ailleurs que l'histoire des révolutions est étroitement corrélée à l'histoire des systèmes légaux. Un libéral comme Marx aura pu conceptualiser cette dynamique sous le terme, naturaliste et darwinien, de lutte de classes; en elle, le progrès du droit du travail se confond avec la progression de l'Histoire.

Ce que nous auront permis de constater les événements du printemps – à l'instar des remous qui agitent actuellement la plupart des États du sud de l'Union européenne –, c'est que la radicalité des moyens entrepris pour faire entendre revers et revendications répond directement à la nécessité d'atteindre au cœur corrompu de nos sociétés régies par le capitalisme financier, lequel ne permet plus de considérer les « luttes de classes » comme il en allait autrefois, car ce qui est remis en cause désormais, c'est le droit de certaines classes de prétendre à l'existence même. Peu avant sa mort récente, le penseur de l'écologie politique André Gorz affirmait que

[L]e vieillissement gagne les sociétés de la même façon que les individus sociaux : par l'engluement dans une pratico-inertie de plus en plus encombrante. Les recommencements, les changements de cap, les refondations « radicales » sont interdites aux sociétés vieillies par la complexité pesante de leur machinerie et la nature de leurs connaissances. Elles ne sont plus capables de se penser par l'union de tous leurs membres ni de se projeter vers un avenir commun à tous.¹

Dans cette sclérose bureaucratique faite de brusques sursauts et d'anticipations, Gorz ajoute que le réel apparaît lui-même comme instable, voire de plus en plus comme simulacre – d'où la difficulté sans doute de juger des référents et du sens : « Il est des époques où, parce que l'ordre se disloque [en] ne laissant subsister que ses contraintes vidées de sens, le réalisme ne consiste plus à vouloir gérer ce qui existe mais à imaginer, anticiper, amorcer les transformations fondamentales dont la possibilité est inscrite dans les mutations en cours. » Aussi le dérangement des formes imaginaires relève-t-il d'une inquiétude reposant elle-même sur la forme future de la loi, au même titre que l'expression d'énoncés inédits recèle la promesse d'une refonte de l'ordre discursif, lequel doit engendrer la refonte de la société.

La force de répression sans limite qui s'est abattue sur le mouvement de grève, de même que son échec apparent, réside encore, au regard de ces considérations liminaires, dans l'apparente contradiction des termes dans lesquels se disloque l'État libéral. Il est en effet paradoxal que nos exigences relèvent davantage du droit à la nouveauté, à l'inédit, que du droit à l'innovation conçue comme le prolongement du Progrès. Derrière ce tissu brodé au motif aliéné du droit de propriété, se révèle son envers étrange et sa doublure. La matière exhibée par le mouvement étudiant est celle du « droit à la pauvreté », qui consiste à revendiquer le droit non plus de faire valoir, mais de se départir de certains privilèges au profit de la reconquête d'une solidarité que les termes de l'économie moderne auraient égarée. Ce droit, dont la revendication paraît inédite, relève d'une politique de la décroissance. En ceci, la grève des étudiants fonctionne non seulement à contre-courant de l'économie de marché, mais encore contre l'histoire naturelle du Progrès.

¹ Olivier CORPET & Christophe FOUREL. « Penser la sortie du capitalisme avec André Gorz », *MediaPart*, 25 septembre 2012. En ligne : <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/250912/penser-la-sortie-du-capitalisme-avec-andre-gorz>.



RUSTRE [subst. masculin]

Péj. – Personne grossière, brutale et sans éducation.

« *C'est un rustre, un gros rustre.* »

De la tragédie à la farce Réflexion sur une certaine réaction conservatrice face à la grève étudiante

René Lemieux

René Lemieux poursuit des études doctorales en sémiologie à l'UQAM. Il est membre du comité de rédaction de *Trahir*, une revue indisciplinée d'essais, d'analyses et de débats.

Quoique impressionnant fut le nombre de commentaires sur la grève étudiante, nous restons avec le sentiment que l'événement de la grève demeure incompris, c'est-à-dire non saisi dans ce qu'il a d'original, que l'événement *en tant* qu'événement n'a pas encore été évalué à sa juste mesure. Cette grève a peut-être été – c'est en tout cas une impression que j'ai eue – l'événement le plus conscient de lui-même, celui qui a généré le plus de discours réflexif, à la fois du côté de ses acteurs que de ses critiques. Il n'y a pas une journée où la grève n'a pas été comparée à un événement antérieur; de même, son déploiement a été dès le départ l'objet d'un archivage intensif et précoce (on commençait déjà à en faire le bilan dès le mois d'août, avant même l'annonce de l'annulation de la hausse des droits de scolarité), et on compte difficilement le nombre d'anthologies sur la grève, de livres souvenir, d'albums de photos, d'expositions, etc. qui y sont consacrés. A-t-on pourtant pris la mesure de l'événement pour autant? Est-ce le bon moment pour en faire l'examen? Est-on arrivé à la distance nécessaire pour pouvoir évaluer un événement *en tant* qu'événement?

Je ne proposerai pas ici une réponse à ces questions, mais tenterai néanmoins de contribuer à la réflexion en rappelant deux attitudes contradictoires adoptées pendant la grève par

des commentateurs qui y étaient plus ou moins extérieurs. L'intérêt de cet exercice est de montrer que ces deux attitudes ont contribué à obscurcir le discours sur la grève plutôt qu'à favoriser sa compréhension. Ces deux attitudes se résument à deux propositions : 1) la grève fut une tragédie : ses acteurs se sont pris trop au sérieux; 2) la grève fut une farce : ses acteurs ne se sont pas assez pris au sérieux.

Si les tenants de ces deux attitudes se présentent bien souvent comme des partisans de la cause étudiante, ils cachent en définitive un certain dédain pour les grévistes. Les deux positions seront discutées via deux textes qui les représentent assez bien : « Les purs » de François Charbonneau¹ et « La révolution pour rire » de Patrick Moreau², deux textes publiés en juin sur le site web de la revue *Argument*, respectivement par le directeur et le rédacteur en chef de cette revue que l'on pourrait qualifier de conservatrice³. Qui plus est, l'intérêt de comparer ces deux textes se trouve aussi dans le fait qu'ils ont été publiés dans la même revue, à dix jours d'intervalle au mois de juin. J'essaierai ainsi de montrer que non seulement ces textes se contredisent entre eux, mais pire encore, qu'ils s'accordent dans une même condescendance à l'égard des grévistes.

Dans « Les purs », François Charbonneau revient sur l'épisode du refus d'abord d'une partie des militants, ensuite de la CLASSE, d'accepter l'argent de la Coalition des humoristes indignés (CHI). Je le cite :

Si cette anecdote est pourtant instructive, c'est qu'elle en dit beaucoup sur la frange la plus militante du mouvement étudiant, cette frange qui comprend ceux qui sont à ce point convaincus de leur supériorité morale qu'ils n'ont pas exprimé la moindre hésitation avant de condamner sans appel à l'infamie *du racisme, du sexisme et de l'homophobie* ces humoristes qui avaient pourtant les meilleures intentions du monde à leur endroit.

Ainsi, les étudiants, beaucoup *trop* révolutionnaires à son goût – ajoutons trop sérieux puisque ne sachant pas faire la part des choses de l'humour –, de véritables Robespierre ou Saint-Just, écrira-t-il, travaillaient sournoisement à la fin d'un Ancien Régime. Bref, ce sont de dangereux révolutionnaires qui risquent de changer l'ordre du monde, un monde pluraliste (c'est son expression). Le problème que Charbonneau voit dans le mouvement étudiant, c'est qu'il pourrait révolutionner – pour le pire évidemment – le Québec tout entier. On aura rarement vu tel enthousiasme pour la grève étudiante!

L'opinion que Charbonneau a de la CLASSE est particulièrement intéressante. Il écrit : « Parions que d'ici quelques jours, quelqu'un à la CLASSE se réveillera avec une once de jugeote, que l'argent sera accepté et que l'histoire sera close » et ajoute un commentaire entre crochets mis en ligne après la publication du texte : « [Ajout le 26 juin 2012 : et ben non... ils ne prendront pas l'argent]. » Qu'est-ce à dire? D'abord que la CLASSE a été fidèle à elle-même, ce qui n'entre pas dans l'idée que Charbonneau se fait du politique, et qu'en d'autres mots, la CLASSE a fait ce qu'elle a dit qu'elle ferait – passer de la parole aux actes, selon l'expression populaire. Ce texte n'apporte pas grand-chose à la compréhension de la grève, il est épisodique tout au plus, mais on peut y voir un intérêt lorsqu'on le compare au texte de son collègue.

Dans « La révolution pour rire », Patrick Moreau formule sa compréhension de la grève étudiante de manière diamétralement opposée. La thèse de Moreau se base d'abord sur ses impressions télévisuelles de la grève (il n'a pas digéré les *manifestations*), c'est-à-dire sur ce qui est déjà de l'ordre du médiatique et du médiatisé – autrement, il aurait su que la grève, de l'intérieur, rares sont ceux qui l'ont trouvée drôle –, ensuite sur les commentaires de certains intellectuels français comme Gauchet et Finkielkraut sur Mai '68, donc sur des interprétations d'un événement plus ou moins lié à la grève. Pour la résumer rapidement, sa thèse veut que la grève ait été une franche rigolade, des « cortèges plutôt bon enfant, malgré quelques bris de vitrines, ses bombes, mais *fumigènes*, et ses envois d'enveloppes remplies de poudre de perlimpinpin – avec lesquelles, notera-t-on, on ne quitte pas le rayon des farces et attrapes ni celui du faux-semblant ». Bref, la grève n'était pas



suffisamment sérieuse : les étudiants ne sont pas allés jusqu'au bout, ils n'ont pas fait suivre leur parole révolutionnaire avec des gestes concrets. Ou encore, il n'y a pas eu suffisamment de bourgeois pendus aux lampadaires – pour utiliser encore une fois une autre formule populaire.

Moreau ouvre son texte avec une formule trop souvent citée, rarement comprise : « Les grands événements de l'histoire, écrivait Karl Marx, se répètent toujours deux fois : 'une fois comme tragédie et la fois d'après comme farce'. » Contrairement à l'usage qu'en a fait Moreau – mais cet usage est assez répandu, avouons-le –, le *18 brumaire de Louis Bonaparte* ne vise pas à critiquer l'humour ou la parodie. Relisons-le au-delà de la triviale utilisation de la citation :

Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. Caussidière pour Danton, Louis Blanc pour Robespierre, la Montagne de 1848 à 1851 pour la Montagne de 1793 à 1795, le neveu pour l'oncle. Et nous constatons la même caricature dans les circonstances où parut la deuxième édition du *18 brumaire*.

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur

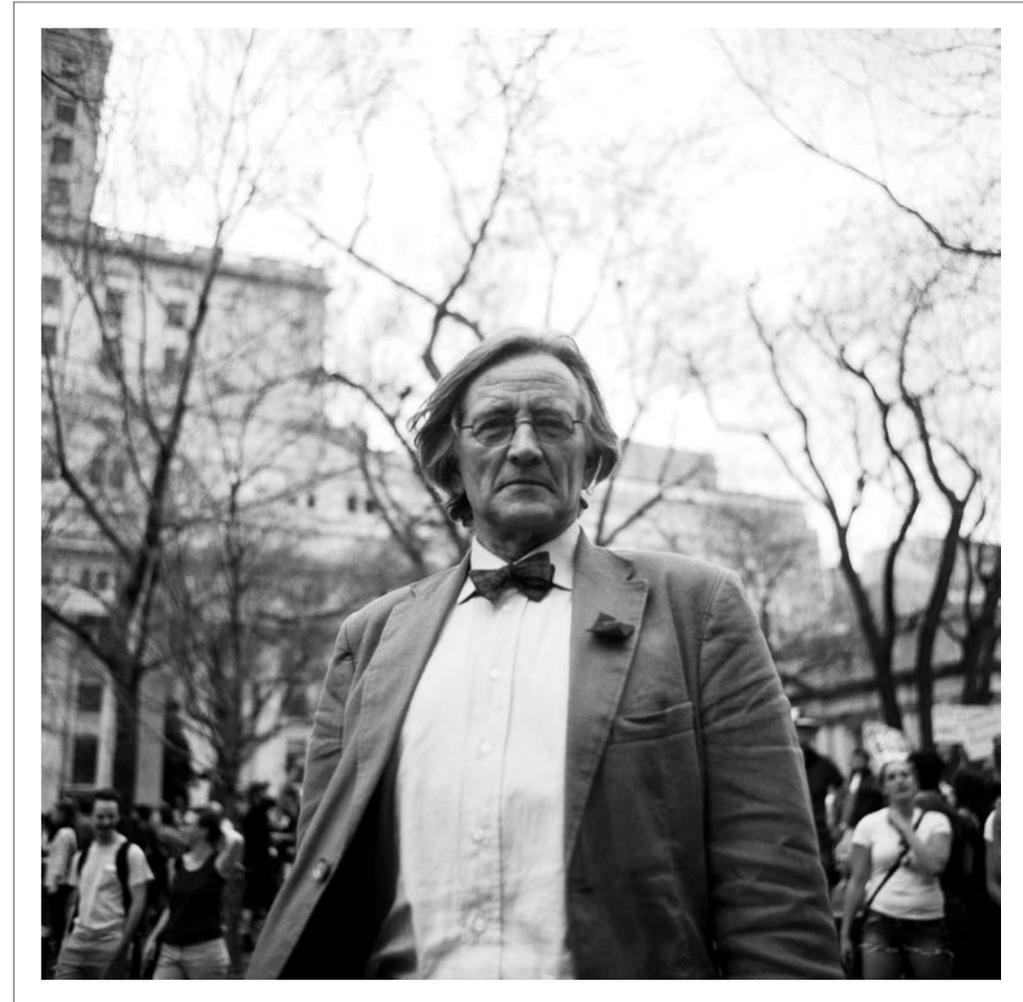
empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'Histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté.⁴

Que dit Marx? Que tout événement nouveau n'est jamais nouveau ni même événement. Il se présente toujours déjà sous la forme d'une copie. L'enfant naît, et déjà on dit de lui qu'il a le nez de son père, les yeux de sa mère. Rien n'apparaît comme original : l'origine, elle se gagne. Pour Marx, cela vaut d'abord pour ceux qui se réclament de l'ancien : on prit les habits des Romains et on emprunta la rhétorique de la République, disait Marx de la Révolution française, mais en fait on instaura la société bourgeoise moderne.

Qu'on me comprenne bien : ce n'est pas le fait de vouloir s'inspirer des événements passés qui fait problème; en fait, on ne fait *que* cela. En amont, le « Printemps érable » était une expression parodique de « Printemps arabe », mais celle-ci était déjà la reprise exonyme du Printemps des peuples du XIX^e siècle. En aval, le Printemps érable a été repris par nos camarades du ROC avec les traductions anglaises de *maple spring*, et ensuite de *maple spread*⁵. Or, le problème, c'est que si l'on n'arrive pas à comprendre la singularité d'un événement, aussi bien laisser tomber le commentaire philosophique. Les deux auteurs d'*Argument* participent de l'obscurcissement de la véritable valeur de l'événement de la grève justement parce qu'ils répètent ce geste de ne percevoir l'événement qu'à l'image d'une répétition, et jamais *en tant qu'il* pourrait être quelque chose de nouveau. Ils le font toutefois d'une manière particulièrement pernicieuse parce que politiquement motivée. La farce décrite par Marx, c'est justement de ne pas comprendre le singulier, c'est justement de ne pas saisir l'originalité : la farce, ici, ce sont nos deux commentateurs de la revue *Argument*.

Alors que Moreau joue la grande pleureuse, insatisfait de l'insuffisante violence de la grève, Charbonneau joue la vierge offensée, choquée par la radicalité des grévistes, mais on sent bien au fond qu'ils s'accordent tous deux : les étudiants, pour eux, n'étaient tout simplement pas assez à la hauteur; soit trop violents, soit pas assez; trop farceurs ou trop tragiques. Le premier voudrait qu'ils aient le sens de l'humour et compare la CLASSE au Comité du Salut public; l'autre qu'ils aient un peu plus le sens du tragique, tout en comparant Victoriaville aux barricades dressées sur Gay Lussac. Les deux, d'une manière ou d'une autre, déconsidèrent la jeunesse. L'événement de la grève n'était pas là où ils auraient voulu le voir. Or c'est le propre de l'événement – comme *réel* au sens de Lacan – de ne pas se présenter comme on voudrait qu'il se présente.

Ainsi, les deux commentateurs discutés ne se contredisent-ils qu'en apparence. Derrière la façade, ils s'accordent pour déprécier tout ce qui ne se présenterait pas comme ils le voudraient, réduisant à l'insuffisance toute tentative qui viserait à apporter de la nouveauté au monde. En résumé, et en cela ils n'ont fait que prolonger ce que le discours ambiant articulait déjà autrement : François Charbonneau et Patrick Moreau font preuve de mépris envers les étudiants, un mépris doublé d'une haine de la jeunesse pour ce qu'elle apporte de singulièrement nouveau.



Il y a des hommes* qui luttent un jour et ils sont bons. Il y en a d'autres qui luttent une année et ceux-là sont meilleurs. Puis il y a ceux qui luttent plusieurs années; ceux-là sont très bons. Mais enfin, il y a ceux qui luttent toute leur vie. Ceux-là sont indispensables.

— Bertolt Brecht

¹ F. CHARBONNEAU, « Les purs », *Argument*, 22 juin 2012. En ligne : <http://www.revueargument.ca/article/2012-06-22/553-les-purs.html>.

² P. MOREAU, « La révolution pour rire », *Argument*, 12 juin 2012. En ligne : <http://www.revueargument.ca/article/2012-06-12/552-la-revolution-pour-rire.html>.

³ J'utilise le qualificatif « conservateur », car les deux auteurs et plusieurs contributeurs à cette revue l'utilisent eux-mêmes. Toutefois, je ne sous-entends pas que le conservatisme comme idéologie aurait été intrinsèquement du côté de la hausse des droits de scolarité et opposé aux revendications du mouvement étudiant. Au contraire, une pensée plus cohérente aurait amené des conservateurs à défendre l'éducation contre sa marchandisation et les attaques du secteur privé. Les deux auteurs que je mentionne ont choisi pour leur part de critiquer les grévistes.

⁴ K. MARX, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* [première édition en 1852], Paris, Éditions Mille et une nuits, 1997, p. 13-14.

⁵ Pour une petite réflexion sur la grève étudiante d'un point de vue de la traductologie, on pourra lire un texte publié sur le blogue de la revue *Trahir* : René LEMIEUX, « Brève traductologique sur le caractère parodique de la grève étudiante, du 'printemps érable' aux manifestations de casseroles », 28 mai 2012. En ligne : <http://trahir.wordpress.com/2012/05/28/lemieux-parodie/>.

Devenir étranger

Quelle place pour l'étrangère & l'étranger dans la lutte sociale?

Emmanuelle Caccamo

L'auteure poursuit des études doctorales en sémiologie à l'UQAM en cotutelle avec l'Université Bordeaux 3 en France.

L'étranger est une figure qui vous est bien moins étrangère que vous ne pourriez le penser.

Vous observez chaque année une déferlante d'étrangères et d'étrangers venu-e-s à l'UQAM pour étudier. Pourtant aussi nombreuses et nombreux, vous vous demandez : mais bon sang, où pouvaient-ils bien être durant la grève? Au premier abord, l'étrangère (Elle) et l'étranger (Lui) semblent relever d'une absence physique. Elle et Lui ne sont, en général, pas là. Venant *d'ailleurs*, il faut leur accorder qu'ils ont sûrement une mauvaise connaissance de l'histoire et des codes culturels du Québec. Ceci expliquerait cela : ils auraient eu un tel mal de chien à comprendre qu'ils ont tout simplement fait l'économie de participer. Aussi, la question de leur légitimité dans la lutte peut-elle être soulevée. Elle et Lui pensaient peut-être que ce n'était pas leur combat et que, de toute façon, ils n'y étaient pas admis du fait de leur « étrangéité ». Cependant, vous ne pensez pas cela, vous qui avez lutté aux côtés d'au moins une personne étrangère sans trop vous poser de questions; « camarade » va sans distinction. Non, peut-être que la plupart des étrangères et étrangers étaient tout simplement indifférent-e-s - comme beaucoup d'ici l'ont été également. Vous vous dites alors qu'Elle et Lui sont un peu amnésiques et insouciant-e-s, oubliant que dans leur propre pays aussi, la marchandisation de l'éducation

va bon train, que le principe de la privatisation gagne du terrain sur tous les fronts et que le néolibéralisme ne s'arrête pas à la douane, lui.

Avec un peu de recul, vous vous apercevez qu'en plus d'une absence physique, Elle et Lui relèvent d'une absence discursive. Écarté-e-s volontairement ou non de la sphère du discours, Elle et Lui n'ont que peu d'existence au sein de conflit. C'est dommage, car vous savez que vous auriez pu apprendre qu'il y a plusieurs classes d'étrangères et d'étrangers et de fait qu'ils ne sont pas toutes et tous logé-e-s à la même enseigne. Premièrement, vous auriez su que les spécificités des relations diplomatiques que le Québec et le Canada entretiennent avec les autres pays sont très variables. La France a par exemple des accords bien plus avantageux avec le Québec que la Tunisie ou l'Iran. Cela induit minimalement deux classes d'étudiant-e-s étrangères et étrangers : les exempté-e-s des droits de scolarité supplémentaires (tels que les ressortissant-e-s Françaises qui jouissent au Québec d'ententes bilatérales particulières) et les non exempté-e-s, qui paient environ quatre fois plus cher que les étudiant-e-s en situation « régulière » pour une session. Au-delà de ce facteur économique primaire surviennent encore d'autres facteurs d'importance, dont la langue, qui creuse les différences, et le statut d'étude : en échange, en cotutelle, etc. D'ailleurs, vous abandonnez Elle et Lui pour Elles et Eux car vous voyez qu'il y a bien trop de nuances.

Malgré ces absences apparentes, vous savez que certaines

personnes étrangères ont participé activement à la lutte. En y réfléchissant un tant soit peu, vous vous figurez que celles-là, en marche à vos côtés, ont dû dépasser leur condition d'immigré-e ou d'exilé-e de passage afin de pénétrer votre cercle et ainsi perdre un peu de leur étrangéité. Face à ce constat, vous vous interrogez : qu'aurais-je fait à leur place?... Vous vous rendez compte qu'Elles et Eux auraient pu être vous.

Transporté-e en esprit dans un pays étranger, vous vous questionnez sur vos agissements potentiels. Confronté-e au choc culturel, vous devez vous familiariser avec des nouvelles manières de faire et de penser et adopter un nouveau mode de vie. En terre étrangère, vos repères volent en éclat; votre identité s'en trouve bousculée. Soudain, dans cette lente digression mentale, vous comprenez : ces mois de grève ont été un véritable laboratoire d'étrangéisation, le siège d'une expérience de l'altérité radicale. Nul besoin de partir de Montréal : au cours des derniers mois, même les plus casaniers ont été confrontés à ce processus défamiliarisant. Ainsi à votre tour êtes-vous devenu-e étrangère, étranger. Dans d'incessants va-et-vient et divers sentiments, vous avez d'abord lutté contre cette dépossession qui se faisait sentir, qui s'emparait de vous, puis vous vous êtes ressaisi-e et avez tâché de sublimer cet arrachement à soi en adoptant une posture du devenir. En cette terre devenue étrangère, vous vous devez de déconstruire les idées reçues, de vous soutenir à la normalisation qui par principe institue l'exclusion. Vous avez pris conscience de l'aliénation quotidienne tout à la fois rassurante - ce « Nous » - et angoissante - face à « Eux » - du discours identitaire. Ma vie n'était pas pleinement mienne, vous dites-vous, mais servait celle des dominants. Extrait-e du Nous, vous êtes devenue-e Eux, Elles. Ce processus de conscientisation vous amène à considérer l'Autre comme étant intrinsèquement lié, incorporé à soi. Dans ce mouvement d'ouverture, un autre sentiment se développe en vous : celui d'être *absolument* étrangère, *absolument* étranger, apatride, puisque de toute façon incapable dans l'État de vous savoir reconnue la légitimité de la moindre autodétermination politique. Certainement, la violence physique et symbolique de l'État policier aura engendré en vous la découverte d'une violence intérieure, une violence désormais en éveil et qui participe de ce que Freud a appelé l'« inquiétante étrangeté ». Je ne me reconnais plus, pensiez-vous alors. Devenu-e Autre, ayant foulé des terrains inconnus, vous avez eu ce sentiment double et contradictoire d'une perte identitaire - découlant sans doute de la rupture de ce lien social dans lequel on vous avait confiné *de facto* - et

d'un regain d'identité - en soi et pour soi, par l'acquisition d'une voix que vous reconnaissez à présent être la vôtre; mais aussi collectivement, par la découverte du caractère universel de la lutte - à l'encontre de ceux qui se réclament simplement de la majorité.

Le processus d'étrangéisation laisse ses traces, et ses forces vous travaillent de l'intérieur, vous le comprenez à présent. L'étranger, c'est Elles, c'est Eux, c'est vous. Mais vous faites le choix d'en assumer la posture et de sublimer ses forces dans la volonté d'un « devenir-étranger » au sens deleuzien. En adoptant cette posture de « l'hors de soi » et de l'inconfort recherché, vous avez soudainement l'impression d'embrasser le monde. Les frontières géopolitiques ne vous apparaissent plus que comme d'imposants outils discriminatoires, et pourtant elles sont là, inaliénables. Souvent, dans la douleur de votre devenir-étranger, vous êtes forcé-e d'explorer des champs nouveaux afin de dépasser l'absurdité des configurations idéologiques actuelles. Cette posture semble ne jamais devoir vous quitter. Vous êtes désormais plus sensible aux autres luttes et formes de la domination, avez-vous remarqué.

Maintenant que la poussière soulevée retombe tranquillement, que les travaux à rendre et les cours vous dépassent à nouveau, que les esprits fertilisés côtoient les noirs espoirs, que vous commencez même à oublier et que les commémorations sont de mise; bref, quand la grève est terminée et que vous devez revenir à l'inéluctable quotidienneté, vous tâchez pourtant de réactualiser cette posture inconfortable du devenir-étranger. Vous tentez de ne pas trop vous éloigner de la défamiliarisation, de la déterritorialisation et de la métamorphose continue de soi qui sont propres au devenir et qui vous permettent de poser un regard sagace sur les choses.

Vous avez compris que la lutte, c'est aussi un peu cela : *s'installer* dans un devenir-étranger. Être étrangère, étranger, c'est se confronter à l'inconfortable, à l'inconnu, mais c'est aussi se confronter à soi, à ce que *je* s'était arrêté à considérer comme évident, dans ses habitudes, ses retranchements. Et lorsqu'il est choisi, vous trouvez qu'il y a quelque chose de profondément jouissif dans l'inconfort, car de là surgit l'éveil. L'étranger est une figure qui vous est bien moins étrangère que vous ne le pensiez. Maintenant vous le reconnaissez, l'immigré-e a au moins eu le courage, sinon l'infortune heureuse, d'avoir été plongé-e par la force des choses dans ce processus que vous entamez tout juste : le devenir-étranger.

COUVERTURE

8	photographie · Le Petit Russe · lepetitrusse.tumblr.com Colères d'affiches · <i>Radix</i>
PRÉMISSSES	
9	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
19	photographie · Le Petit Russe · lepetitrusse.tumblr.com
23	sérigraphie · École de la Montagne Rouge · affiche promotionnelle pour l'événement <i>Tribunal Populaire</i>
24	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
RÉVOLTES	
26	photographie · Jérémie Battaglia · jeremiebattaglia.com
29	photographie · Christian Pomerleau · gridspace.ca
32	photographie · Le Petit Russe · lepetitrusse.tumblr.com
37	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
38 à 40	collage numérique · lamortliberale.com · <i>Épisode 2 - La grève</i>
41	photographie · Jérémie Battaglia · jeremiebattaglia.com
42 & 44	dessin numérisé · Nicolas Lachapelle · derives.aencre.org
SÉMAPHORES	
45	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
46 & 47-48	photographie · Andréane Vallières · <i>Carré rouge mais blanc</i>
49	photographies · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
52	photographie · Mario Jean · printempsquebecois.com
55 & 56	photographie · Jérémie Battaglia · jeremiebattaglia.com
57 à 59	Ariel St-Louis Lamoureux & Nicolas Lachapelle · <i>Préliminaires</i>
64	photographie · Jérémie Battaglia · jeremiebattaglia.com
GRÂCES	
67	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
68	École de la Montagne Rouge · affiche promotionnelle pour la revue <i>Fermaille</i>
74	photographie · Le Petit Russe · lepetitrusse.tumblr.com
DE L'ART	
84	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
87	sérigraphie · École de la Montagne Rouge
91	photographie · Mario Jean · printempsquebecois.com
92	sérigraphie · Clément de Gaulejac · eau-tiede.blogspot.ca
94	Jasmin Cormier · <i>Le voyage au Ghana</i> (Quartier Latin, 2012) · jasmincormier.com
97	Martin Lachapelle · <i>Notorious Jambon</i> (Mile-End, 2012) · martinlachapelle.com
REGARDS	
99	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
103 & 105	collage numérique · Marie-Eve Tourigny · debeneetdeblanc.com
107	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
109	collage numérique · Marie-Eve Tourigny · debeneetdeblanc.com
111	collage numérique · lamortliberale.com · tiré de <i>Épisode 3 - La manifestation</i>
TERRITOIRES	
112	photographie · Katya Konioukhova · bahance.net/ekat
115	photographie · Mario Jean · printempsquebecois.com
117	photographie · David Champagne · davidchampagne.ca
118	photographie · Le Petit Russe · lepetitrusse.tumblr.com
119	photographie · Eve Lafontaine · <i>Philippe</i> (2012)
123	aquarelle numérisée · Marie-Eve Tourigny · <i>Phare</i>



Contact

Communiqués · Invitations · Soumissions · Informations
artichaut.uqam@gmail.com

artichautmag.com
facebook.com/artichaut.uqam
twitter.com/artichautmag

Organisme tutélaire

Association facultaire étudiante des arts (AFÉA)
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Pavillon Judith-Jasmin, local J-M880
www.afea.uqam.ca

Financement

Association facultaire étudiante des arts (AFÉA)
Services à la vie étudiante de l'UQAM (SVE)
Faculté des arts de l'UQAM

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, avril 2013.

artichautmag.com

Artichaut, revue des arts de l'uqam :
Art contemporain — pratiques · analyse · critique

L'Artichaut, revue des arts de l'UQAM est un organisme à but non lucratif chapeauté par l'AFÉA-UQAM (Association facultaire des étudiants en arts). *L'Artichaut* paraît deux fois l'an en version imprimée. Chaque parution s'articule autour d'une thématique originale et comprend des articles, entrevues et reportages couvrant les événements de la scène artistique contemporaine montréalaise, des portraits d'artistes, d'œuvres, de collectifs ou d'entreprises au service du rayonnement des arts et de la culture, et témoigne des avancées théoriques du monde universitaire liées aux arts et ses enjeux. *L'Artichaut* est distribué gratuitement dans les kiosques de l'UQAM et est déposé à la Bibliothèque et archives Nationales du Québec ainsi qu'au Musée d'art contemporain de Montréal.

Suivez également *l'Artichaut magazine*, en ligne sur artichautmag.com. Contenu mis en ligne quotidiennement : critiques, entrevues, reportages, chroniques et plus encore.

Nous n'imprimons pas seulement des recueils de notes.



COOP
UQAM

Six points de services spécialisés,
235 000 membres à vie
et des milliers de dollars retournés
dans la communauté universitaire.

Librairie **JASMIN** ■ Librairie **PK** ■ Librairie **ESG**

Boutique des **ARTS** ■ Boutique **INFORMATIQUE** ■ Boutique **UQAM**

coopuqam.com